

LE CHOMAGE A BRAZZAVILLE

I^{re} PARTIE

(Etude psychologique)

par

G. ALTHABE

INTRODUCTION

Cette étude, effectuée durant le premier semestre 1957, n'a plus, dans ses résultats immédiats, qu'une valeur documentaire. Cependant, il ne semble pas que, dans les villes africaines de même nature que Brazzaville, le problème de la jeunesse lettrée sans travail ait perdu de son actualité ; au contraire, l'Indépendance s'est accompagnée de l'accélération du rythme d'une scolarisation qui est restée aussi structurellement inadaptée qu'auparavant, alors que le volume de l'emploi a continué désespérément à stagner. Ce phénomène de la jeunesse lettrée et oisive doit être resitué et redéfini dans le cadre de cette réalité urbaine originale qu'est Brazzaville.

Cette ville est une création de l'époque coloniale et c'est en elle qu'elle trouve le principe de son existence. Quelle définition élémentaire peut-on donner de la réalité coloniale ? Deux univers humains étrangers l'un à l'autre, ne pouvant être liés entre eux que par un rapport de force, qui est, par définition, extériorité absolue. Ainsi, Brazzaville est, avant tout, deux ensembles urbains fondamentalement étrangers : Potopoto et Bacongo d'une part, le Centre Européen d'autre part.

La nature même de cette structure nous interdit de donner à la dichotomie coloniale un contenu dialectique ; en effet, le rapport entre deux univers posés l'un à côté de l'autre, dont les interférences se situent dans l'extériorité de chacun, ne peut pas se dépasser. Dans sa dynamique propre, ce rapport de force et de domination n'est pas créateur, tout est arrêté dans l'immédiateté. Il ne peut que se perpétuer, il s'autotransforme, il se manifeste d'une manière inédite, mais il reste ce qu'il est dans sa nature même : extérieur et contingent par rapport aux deux réalités en présence ; dans une perspective historique, il est toujours impasse. Le processus historique qu'est la décolonisation, nous fait vivre dans l'utopie : on agit comme si ce rapport colonial de force pouvait créer une réalité socio-économique existant pour elle-même ; comme si cette dichotomie coloniale pouvait se dépasser dans un avenir qui en serait la négation. On croit que, de sa dynamique propre, peut surgir un monde nouveau, alors qu'elle ne peut que se conserver, tourner sur elle-même, en maquillant, à la rigueur, les apparences.

Les deux réalités urbaines composant Brazzaville illustrent, on ne peut mieux, ce qu'est cette dichotomie absolue et bloquée sur elle-même. Au niveau de l'analyse, par exemple, nous ne sommes pas en présence d'un ensemble urbain, d'une "ville" qui pourrait être l'objet d'une perception objective. Le relatif échec de la sociologie urbaine africaine réside dans le fait que le contact colonial ne permet pas l'émergence d'une réalité objective, préhensible de l'extérieur ; la socio-économie devient ethno-centrisme, une espèce de monologue poursuivant on ne sait quel jeu d'ombres. L'Indépendance, ces dernières années, n'a pas créé cet univers urbain objectif (c'est-à-dire n'a pu dépasser le rapport de force) : il y a eu simple transfert d'africains (des fonctionnaires pour la plupart) dans la ville européenne et, par un processus très rapide, ils sont devenus étrangers, par rapport à Potopoto ; seule, l'apparence raciale de la dichotomie s'en est trouvée altérée.

Quelle forme prend ce rapport de force sur lequel se construit la dichotomie coloniale et qui se manifeste ainsi dans le contraste opposant Potopoto et la ville étrangère ? Cette dernière exerce une domination absolue sur le quartier africain, et ce, pour la simple raison que l'origine unique de l'argent circulant dans Potopoto provient des salaires obtenus dans les emplois qu'offre la ville européenne. Cette domination est absolue, en ce sens qu'elle reste une forme du rapport de force (blocage du processus historique, non dépassement, non émergence d'une structure, etc.). Le principe d'une telle domination réside dans le fait que nous nous trouvons au niveau d'une consommation qui met perpétuellement en cause la survie ; le manque s'enserme autour des besoins immédiatement vitaux ; c'est, en particulier, par rapport à la nourriture que s'organise, se polarise, l'économie familiale. Or, cette consommation à la limite de la survie se trouve prise dans le circuit monétaire (l'absence de ceinture vivrière suburbaine — terrains sablonneux impropres à la culture — donne au phénomène une réalité pleine, atrocement pure). Lorsque c'est la survie qui est mise en question dans le salaire et dans l'activité qui lui est liée, aucun jeu n'est possible dans la domination, elle est absolue, elle est rapport de force.

Dans l'univers industriel, où le niveau de la subsistance a été, en grande partie, dépassé, l'activité salariée est le noyau dans lequel l'ouvrier aliéné prend conscience de la réification de son activité, partant, de son exploitation ; il peut se percevoir objectivement comme une chose dépendante, et il se perçoit parmi les autres comme victime d'une exploitation commune, et c'est dans cette perception objective que nous trouvons le principe de création d'une réalité ouvrière qui s'intègre dans la structure capitaliste. A Brazzaville, l'activité salariée ne peut, en aucune manière, s'objectiver dans une telle prise de conscience créatrice ; elle reste un destin purement personnel, comme le travail servile, elle est extériorité absolue, étrangère à l'individu qui la subit dans sa solitude ; ce n'est plus qu'une fatalité, qui enserre dans le jeu d'un destin transcendant. Dans le cadre d'une telle activité servile, les employeurs n'ont point de réalité objective (soit une perception de l'exploiteur-patron, soit une vision de l'ensemble du système) ; ne sont mises en cause que des personnes concrètes, ces étrangers maîtres de l'économie ! L'entreprise devient alors une espèce de pyramide féodale dont l'armature est constituée par un réseau de rapports personnels, en aucune manière n'émerge l'entreprise objective perçue comme ensemble socio-économique (d'où l'irréalité des organisations syndicales, du programme économique des partis, etc.).

C'est dans cette domination absolue qu'exerce, par l'intermédiaire des salaires, la ville européenne, que nous trouvons le principe d'explication de la non-objectivation de Potopoto, partant de l'impossibilité de sa préhension par une démarche "scientifique". L'activité salariée, lieu de rencontre des deux cités et seul lieu de dépassement potentiel, ne peut, dans cette monétarisation de la survie, s'évader d'un stade qui l'apparente au travail servile, et où les conditions socio-économiques objectives ne peuvent non seulement être perçues par les intéressés, mais de plus (de par ce fait même), n'ont aucune existence ; essayer de les dégager, c'est faire œuvre d'observateur étranger, replié sur lui-même, enfermé dans un ethnocentrisme opaque.

Constater la non-objectivité de Potopoto, n'est évidemment pas le constat d'une impossibilité de connaître, et devant lequel nous n'aurions plus qu'à nous retirer. Cette non-objectivité, dont les racines plongent dans la dépendance absolue d'un groupe humain pris dans la dichotomie coloniale, doit être perçue dans ses véritables limites, en aucune manière, elle n'est qualité universelle de cette réalité. Qu'entendons-nous par un Potopoto non-objectif ? Ce n'est pas une réalité socio-économique perceptible de l'extérieur avec les instruments d'analyse que nous possédons. Un postulat évident (et combien oublié) affirme que toute recherche est d'abord dialogue avec l'objet, et c'est ce dialogue qui en permet l'expression ; il doit donc y avoir au moins homologie structurelle entre les deux acteurs du dialogue, entre les formes d'expression et ce qui est exprimé. La socio-économie actuelle est entièrement construite sur le principe de l'extériorité : extériorité de l'observateur par rapport à un objet qui s'étale devant lui, extériorité des concepts et catégories, de leurs liaisons qui tendent de l'exprimer. Elle prend l'apparence d'une séparation absolue et se traduit par une connaissance de forme universelle (les "sciences sociales") mais ce n'est là qu'une apparence, à un deuxième moment cette extériorité n'est que relative, elle est dialogue, elle correspond à un des principes d'existence de l'objet sur lequel

elle s'exerce : l'univers industrialisé ; il se crée en effet dans un processus de séparation des individus les uns par rapport aux autres, et par rapport au contexte matériel qui les entoure ; c'est une de ses formes d'existence. A Potopoto, et d'une manière générale dans le monde non-industrialisé, ce processus d'émergence n'existe pas, si on veut y transporter, au nom d'on ne sait quel universalisme scientifique, des méthodes d'étude construites sur le principe d'extériorité, le dialogue est rompu, les résultats qui nous sont présentés ne sont que tourbillonnements ethnocentriques, qui s'insèrent tout naturellement dans la séparation coloniale et ne sont qu'une mouture du vieil universalisme européen. Donc, face à Potopoto, se pose le problème essentiel de la méthodologie : il ne s'agit pas d'affiner une méthode qui se dit "scientifique" et qui ne trouve qu'en elle-même la dynamique de son développement, il faut construire une méthode qui soit dialogue avec la réalité, qui s'y meut comme simple moyen de la faire s'exprimer ; une réalité humaine ne peut que s'exprimer elle-même ; elle peut le faire d'une manière dite "scientifique", mais c'est là une simple forme qui n'a rien d'universel, manière d'expression correspondant à une manière d'être. Les résultats que nous présentons illustrent un échec provenant de ce que nous avons voulu à tout prix ensermer le phénomène des jeunes de Potopoto dans le carcan d'une enquête par questionnaire et échantillonnage. Le questionnaire s'est transformé en un espèce de dialogue plus ou moins larvé, et les résultats ne sont qu'une image parcellaire, à plat, tirillée entre notre propre vision et les tentatives du phénomène de se dévoiler lui-même.

Potopoto n'est donc pas une réalité objective qui puisse se traduire dans le langage de la socio-économie, elle ne participe pas à cet univers socio-économique dans lequel nous nous mouvons, et toute tentative de lui en faire épouser les formes nous fait tomber dans le plus plat des solipsismes. Quel est donc le fondement de cet univers socio-économique ? L'affirmation de l'existence en lui-même, autonome du contexte matériel qui nous entoure, son mode de réalité d'ailleurs donne au processus d'objectivation ses caractéristiques (extériorité, séparation, etc.). Au point de départ nous avons donc l'émergence en une réalité autonome des objets, des choses, puis des individus, de leurs rapports, des catégories, des règles de raisonnement sur ces catégories, les concepts apparaissant comme une traduction de la réalité humaine à travers la perception que nous avons des choses ; le contexte matériel est un filtre à travers lequel nous observons les hommes ; tel apparaît être le cadre de base de toute perception socio-économique.

Donc comme point de départ nous devons avoir un contexte matériel autonome : où se situe son mécanisme d'émergence ? Il est nécessaire de revenir au quotidien, et à ce niveau, de saisir le processus de sa déconcrétisation et ainsi de l'apparition des réalités objectives. Dans l'univers industriel il est relativement facile de décrire la vie individuelle prise dans cette dynamique de déconcrétisation : l'activité se réifiant en une chose extérieure à la personne, l'argent et la marchandise participant à un monde matériel d'apparence autonome des personnes ; l'individu concret vit ainsi dans le cadre d'un univers extérieur qui semble poursuivre une existence sur laquelle il n'a pas de prise ; l'individu tend à se définir par cet extérieur, il tend aussi à percevoir ses rapports avec les autres dans les formes d'existence de ce contexte matériel. Cette destruction de la quotidienneté et de la personne concrète rend possible une perception qui prend la forme d'une vision de l'extérieur des hommes et de leurs rapports ; ainsi peuvent-ils s'évanouir dans des catégories qui seront la base du raisonnement (groupe, durée historique, événement, dynamismes en tous genres se situant dans la durée ou dans l'effort de création d'un modèle, etc.) toute cette panoplie de concepts tendant à exprimer la société industrielle.

Ce processus d'objectivation se situant au niveau de la destruction du vécu n'est pas possible à Potopoto. La nature des activités productrices (serviles et sans technicité) d'une part, et d'autre part une consommation monétaire qui oscille très légèrement autour de la satisfaction des besoins de survie, l'interdisent. C'est dans cette direction que la dichotomie coloniale aurait pu se dépasser ; il n'en a rien été ; d'où obligation de replacer ces activités, cette circulation monétaire, ces marchandises dans cet univers singulier, régi par des rapports humains qui ne créent pas leur objectivité, mais qui leur donnent une forme d'existence originale qui resterait à définir. Il eut été intéressant d'analyser ces trois éléments dans cette perspective :

— l'activité reste servile, elle s'insère dans le rapport personnel direct avec le patron étranger ; ainsi reste-t-elle étrangère à Potopoto ; elle n'y pénètre pas, elle n'en détermine pas directement la réalité, elle reste un phénomène enfermé dans la ville européenne ;

- l'argent, les marchandises, pénètrent dans Potopoto, mais ne peuvent y posséder la réalité autonome qu'ils ont dans le rapport marchand ; ils deviennent de simples éléments dans le jeu des rapports interpersonnels : cérémonie, accumulation et dépenses de prestige, etc.

Qu'avons-nous en définitive ? Les éléments de base de l'objectivation socio-économique (et qui sont aussi les éléments de base de la colonisation) ne peuvent absolument pas émerger en une existence autonome, ils se retrouvent englués dans le jeu des rapports entre les personnes, c'est-à-dire dans l'immédiateté quotidienne.

Potopoto ne possède donc pas en lui-même ce mécanisme de destruction du vécu qui aurait justifié une description socio-économique. Nous nous retrouvons dans un univers de personnes non-interchangeables, de rapports vécus entre elles, un univers de quotidienneté, de moments concrets possédant en eux-mêmes leur plénitude. Quelle méthode d'investigation, quelles formes d'expression peut-on donner à une telle réalité ? L'analyse socio-économique permet de détruire le vécu, plus exactement d'extraire du vécu ce qui est sa propre négation : les éléments objectifs. Que ce soit l'analyse conceptuelle, que ce soit l'enquête directe, c'est toute une machinerie intellectuelle qui est mise en branle pour figer le vécu immédiat et en isoler sa structure objective ; avec elle et suivant les processus de pensée qui lui correspondent, on reconstruit l'image de la vie sociale, de la société... Nous devons donc renverser cette perspective : ne plus détruire le vécu, mais le conserver (ce, sans négliger les moyens techniques adéquats : magnétophones, caméra). Dans des investigations directes, chercher à extraire les éléments objectifs d'une réalité qui ne les possède pas (ce que font de multiples enquêtes par questionnaires, qu'elles soient statistiques, sociologiques, ou économiques) c'est poursuivre on ne sait quelle chimère, et construire avec les résultats ainsi obtenus quelque château fantasmagorique, qui ne réussit même pas à être l'ombre de la réalité.

Il n'est évidemment pas question de se contenter d'un vécu brut simplement enregistré, il faut le pénétrer pour qu'il s'exprime en quelque sorte par lui-même. Sur ce concret enregistré, tout un travail d'analyse, de conceptualisation, doit s'exercer, mais c'est en lui-même que l'on recherche les limites de cette conceptualisation, les formes de cette analyse ; il nous faut éviter de se couper du quotidien, de le percevoir hors de lui-même, car c'est justement cette séparation et cette perception extérieure qui nous sont interdits par sa nature même.

Les analyses urbaines africaines revêtent un double aspect : d'une part, la ville destructrice de la famille élargie, des valeurs socio-culturelles traditionnelles, d'autre part, la ville créatrice d'un nouveau type d'homme (processus d'individualisation) et de groupes sociologiques originaux. Les résultats ne donnent qu'une image superficielle de cette réalité urbaine ; le rapport entre la dynamique destructrice du cadre dit traditionnel et l'émergence d'un monde nouveau n'est, dans le meilleur des cas, qu'ébauché. La dépendance structurelle entre le processus d'individualisation et la création de groupes sociologiques spécifiquement urbains, n'est même pas signalée. On essaie de saisir à travers une perception extérieure et scientifique ce qui, de par sa nature même ne peut l'être ; d'où cette impression de superficiel et de décousu : dans la plus grande confusion, des fragments de concret sont malaxés, dénaturés, dans une tension désespérée pour les adapter à un encadrement conceptuel qui n'est que projection ethnocentrique.

Les auteurs qui utilisent le concept dynamique de "processus d'individualisation" semblent trouver dans le mot lui-même un contenu assez substantiel pour qu'ils ne jugent pas nécessaire de l'explicitier. Or, l'enjeu est considérable ; c'est la nature de cette individualisation, c'est le contenu qu'elle donne à la définition du citoyen africain qui est le substratum sur lequel s'édifie ce monde urbain. Seule une analyse approfondie de cette dynamique peut nous donner un aperçu de la nature réelle des groupes, et d'une manière générale, de la réalité sociologique qui éclôt dans ce milieu (de plus, ce principe créateur de notre objet d'étude conditionne entièrement les formes et limites que doit obligatoirement prendre notre connaissance).

Éliminons tout d'abord les faux-semblant. Les rares analystes qui vont au-delà de la simple affirmation accolent à "l'individualisation" la "prolétarianisation", une teinte sociopolitique à un concept jugé peut-être par trop froid. Que signifie cet accollement ? Nous sommes certainement dans le domaine de l'évidence, car il n'est pas jugé utile d'éclairer la nature et la forme du passage entre ces deux processus. On laisse entendre que l'indi-

vidualisation n'est qu'une manifestation du mouvement historique universel de création du prolétariat, tel que le connaît la société industrielle. D'ailleurs, ce processus semble s'inscrire dans l'apparence même de l'urbanisation : liquidation de l'auto-subsistance, le budget du citoyen quasi-totalement intégré dans l'économie monétaire, apport d'argent lié à l'activité salariée, etc. Le manque d'analyse a des conséquences graves. La prolétarianisation est une forme particulière qui se situe à l'intérieur de l'aliénation plus vaste qui sous-tend tout l'univers industriel : aliénation de la personne à un monde matériel extérieur, qui possède une existence autonome ; et une redéfinition, une recreation des individus et de leurs rapports à travers la forme d'existence de ce contexte matériel. C'est le principe sur lequel est bâtie la socio-économie ; permet-il une perception vraie de la réalité humaine ? C'est un problème qui n'entre pas dans notre propos, disons qu'il y a un grain de vérité ! Cette aliénation de base, comme nous l'avons montré précédemment, n'existe pas à Potopoto : rien ne peut justifier l'évanouissement de la personne concrète. Il est abusif de faire comme si l'individualisation de type industriel était une forme universelle de transformation de l'homme, à fortiori, on ne peut parler d'une prolétarianisation qui s'inscrit obligatoirement dans la première.

Les événements des quinze dernières années ont montré jusqu'à l'évidence que les salariés des cités d'Afrique Centrale ne constituent pas un prolétariat. Ceux qui ont voulu les percevoir comme tels ont échoué. L'histoire des tentatives d'implantation syndicale reste à faire ; échec aussi des partis qui se voulaient conscience de leur position de classe ; échec des stratégies politiques qui donnaient à ce prolétariat un rôle correspondant à sa nature supposée. On a agi comme si le prolétariat existait, en plein dans le mythe ! En fait, la réalité coloniale ne peut secréter en elle le prolétariat : on lui donne un pouvoir créateur qu'elle n'a pas.

Si le mythe du prolétariat a eu des conséquences importantes sur l'action, la foi en l'émergence dans la cité de l'individu interchangeable de l'univers industriel a biaisé toutes les analyses. En effet, ces groupes et autres catégories sociologiques supposent obligatoirement cet individu dont une partie de lui-même peut correspondre à quelque chose qui lui est totalement extérieur ; cette individualisation crée les conditions de base de l'objectivité, partant de l'analyse sociologique. Si elle est mythique, sont mythiques les analyses qui la supposent. Les groupes urbains (groupes réels ou déduits) sont traités comme si le phénomène d'individualisation est d'une nature telle qu'il crée les conditions justifiant leur existence, partant leur analyse.

On ne peut vider de tout contenu ce processus d'individualisation : les clôtures à l'intérieur desquelles s'enferme le ménage, le dépérissement de la famille élargie... autant de signes d'une dynamique de changement dont il faut percevoir la nature. Nous avons souligné qu'il ne s'agissait pas de l'émergence de l'individu aliéné, objectivement préhensible. Donc, c'est la personne concrète, réelle, qui est conservée et qui est la base de cet univers humain. L'individu interchangeable possède en lui un grain de dépassement qui permet (et justifie en partie) l'analyse socio-économique. La personne concrète qui n'a pas éclaté dans ce processus d'aliénation, est spécifique ; en aucune façon, elle ne peut être remplacée ou égalisée à d'autres personnes qui ont, elles aussi, chacune de son côté, leur spécificité individuelle. La conversation de la personne interdit, dès l'abord, la perception statistique, qui, elle, suppose l'égalisation et l'interchangeabilité de ses objets, qu'il s'agisse de marchandises ou d'individus.

Cependant, il faut éviter une certaine perception simpliste dans son dualisme : opposer le monde objectif-marchand à un univers humain fait de conservation de la personne et du concret vécu, espèce de magma de rapports personnels, zone d'ombre qui atteindrait le miracle de sa participation à la lumière de l'objectivité. Il est nécessaire de relativiser au maximum cet univers humain qui cherche à s'exprimer dans l'image socio-économique : c'est sa forme d'expression, le contenu de la conscience qu'il a de lui-même. Chaque univers humain a la sienne, et c'est cette expérience originale qu'il faut dévoiler.

Quand nous parlons de personnes auxquelles correspond un concret vécu non dépassable et un contexte de rapports personnels, nous ne faisons que nous situer par rapport à l'univers objectif : sous ces mots, nous cherchons à atteindre la négation de certains de ses aspects. Une telle optique est évidemment insuffisante. Potopoto, univers humain original, est bâti sur une certaine définition de la personne ; ce contenu original de la personne conditionne entièrement la nature de cette réalité, c'est-à-dire les formes

d'arrangement, d'organisation que prend le concret vécu. Parler de non-dépassement du concret vécu, ce n'est pas affirmer un chaos dans un présent multiplicateur d'impressions fragmentaires, c'est uniquement parler de l'impossibilité de l'exprimer d'une certaine manière (au-delà de son apparence, l'analyse objective n'est-elle pas aussi un mode d'expression du concret ?). Nous aurions dû donc essayer de définir la forme d'expression d'un concret correspondant à une certaine nature de la personne. Potopoto vit avant tout le processus d'émergence d'une forme originale de la personne concrète, créant avec elle de nouveaux principes d'organisation des rapports interpersonnels.

Paris, Septembre 1963.

ANALYSE PSYCHO-SOCIOLOGIQUE

SOMMAIRE

- Chapitre I : nous exposerons la situation matérielle de nos sujets.
- Chapitre II : nous ferons l'étude psychologique de nos sujets "en situation urbaine" c'est-à-dire nous ferons l'analyse phénoménologique de notre population intégrée dans les différentes structures sociologiques de POTO-POTO.
- Chapitre III : nous analyserons les relations et les liens que les sujets conservent avec le village et d'une manière générale la brousse.
- Chapitre IV : nous essaierons enfin de résumer l'ensemble de notre analyse sous un angle psychologique.
- CONCLUSION : Solutions pratiques.
- ANNEXES : 1 - Méthodologie
2 - Résultats statistiques
3 - Le choix du métier.

CHAPITRE I

VIE MATERIELLE

La vie matérielle de nos jeunes chômeurs est extrêmement réduite vu la précarité de leurs moyens financiers.

Nous diviserons notre étude tout d'abord en quatre rubriques générales :

- NOURRITURE
- LOGEMENT
- HABILLEMENT
- SATISFACTION DES BESOINS que nous appellerons "SECONDAIRES", c'est-à-dire tous les frais divers qui peuvent entraîner quelques dépenses, depuis les sorties au cinéma jusqu'au paiement des cotisations de clubs.

Chacune de ces rubriques comprendra deux parties : état de fait et origine de tout ce que nous avons pu recenser.

Enfin, dans un cinquième chapitre, nous examinerons la situation des sujets face à l'argent et, dans un sixième, nous essaierons d'éclairer le contenu psychologique de cette situation matérielle.

I. L'ALIMENTATION

- ETAT DE FAIT

1. Rythme des repas.

Nous avons analysé sous l'angle "nourriture" 115 journées de nos jeunes chômeurs. Nous avons obtenu les proportions suivantes :

Journées contenant 3 repas	27	24%
Journées contenant 2 repas	67	59%
Journées contenant 1 repas	17	14%
Journées ne contenant pas de repas	4	3%
Total	115	100%

Il ne faut pas se laisser leurrer par ces chiffres : il ne s'agit nullement de repas de type occidental, mais plus exactement d'occasions de manger qui se placent à n'importe quelle heure de la journée, suivant les hasards des rencontres. Cependant, nous constatons que malgré leur manque quasi complet de revenus nos jeunes chômeurs réussissent à se nourrir.

2. Contenu des repas

A cet effet, nous avons analysé succinctement 232 "repas", et nous avons trouvé les proportions suivantes :

Poisson :

- Salé	30%
- Fumé	6%
- Frais	12%
- Indéterminé	5%

total poisson	53%	53%
Viande	:	14%
Légumes frais	:	13%
Pain	:	7%
Riz	:	6%
Conserves diverses	:	4%
Volaille	:	2%
Oeuf	:	1%
<hr/>		
Total		100%

Il faut ajouter à ces chiffres le manioc absorbé sous différentes formes ; chaque repas est composé de manioc d'une part, et d'autre part, d'un plat constitué par un des aliments formant notre tableau.

Il est évident que ces quelques chiffres n'ont que peu de valeur, car nous avons été incapables d'analyser la "quantité" de nourriture ; nous n'avions pas les moyens de faire une enquête diététique complète.

3. Origine

Où les chômeurs, qui ne peuvent acheter leur nourriture, prennent-ils repas ?

Sur les 115 repas dont nous avons fait l'analyse, deux seulement ont été pris en dehors du cadre familial : on peut affirmer que les jeunes chômeurs sont nourris uniquement par leur famille.

La famille urbaine de nos sujets comprend évidemment plusieurs cellules ; on peut se demander alors si cette distribution de nourriture est supportée par une seule cellule familiale ou si elle se partage entre plusieurs cellules. Toujours pour nos 115 repas, nous obtenons les proportions suivantes :

- 58% des sujets sont nourris dans une seule cellule familiale ;
- 37% des sujets sont nourris par deux cellules familiales ;
- 5% des sujets sont nourris par trois cellules familiales.

Notre analyse serait incomplète si on omettait une deuxième source de nourriture : la famille restée au village envoie aux jeunes chômeurs des colis de nourriture comprenant dans la majorité des cas du manioc et autres légumes.

45% exactement de nos sujets reçoivent de tels colis, selon le rythme suivant :

- 1 colis tous les deux mois : 5% des sujets
- 1 colis par mois : 22% des sujets
- 2 colis par mois : 22% des sujets
- 3 colis par mois : 19% des sujets
- 4 colis par mois : 16% des sujets
- 5 colis et plus par mois : 14% des sujets

Nous ferons une analyse plus précise de l'origine de ces colis lorsque nous étudierons les relations entretenues avec le village. D'une manière générale, ces colis sont remis à la famille urbaine qui nourrit les jeunes chômeurs, ceux-ci ne les gardent en aucun cas pour eux seuls.

En résumé, les jeunes chômeurs de POTO-POTO réussissent à trouver à se nourrir en quantité relativement suffisante grâce à une solidarité familiale complète.

II. L'HABILLEMENT

A — ETAT DE FAIT

Pour obtenir quelques données précises dans ce domaine, nous avons pris au hasard 25 chômeurs descolarisés et nous avons fait l'inventaire complet de leur garde-robe. Nous avons obtenu le tableau suivant :

HABITS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	TOTAUX
Chemises	1	2	2	2	3	3	4	3	1	2	3	2	2	3	1	4	1	1	1	2		3	1	2	3	52
Pantalons		1	3	1	4		3				2	2		2		1		1	3			2	1			26
Shorts	1	2	3	2		2		5	1		2		2	1	1	5	1	1	2	2	2		3	2	2	43
Veste														1												1
Blousons							2																			2
Chaussettes						2				1									1							4
Tricot corps			1							1					1	5		1	2		4		1			16
Bérets																1										1
Souliers					1					1		2	1													5
Sandales	1	1	2	1		1	5	6	1	2	1			2	1	1				1	1				2	31

Nous n'avons pas tenu compte de l'état dans lequel se trouvaient ses habits ; souvent il ne s'agit que de haillons qui tombent en lambeaux malgré les soins désespérés sont ils sont entourés par leur possesseur.

En fait, on peut constater que les sujets sont extrêmement mal habillés.

B — ORIGINE

Nous avons obtenu les proportions suivantes dans ce domaine :

- 52% des habits proviennent de la famille urbaine ;
- 30% des habits sont fournis par les sujets eux-mêmes ;
- 13% des habits viennent de la famille du village ;
- 4% des habits ont été donnés par les camarades.

Dans ce domaine aussi, la solidarité familiale joue un grand rôle :

- 65% des habits sont fournis par quelques membres de la famille ; 30% ont été achetés par les sujets eux-mêmes ; il s'agit, dans la plupart des cas, d'anciens travailleurs qui ont profité de cette occasion pour se monter une garde-robe qui dure toujours.

III. LE LOGEMENT

Les conditions de logement des sujets ne se différencient en rien de celles de l'ensemble de la population ; il s'agit la plupart du temps de case en terre ou en demi-dur. 96% d'entre eux logent chez un quelconque parent.

- 45% des sujets possèdent une chambre pour eux seuls ;
- 55% des sujets doivent partager leur chambre et souvent leur lit avec un ou plusieurs autres membres de la famille.

Nous n'avons pas enquêté sur la qualité et la quantité de l'ameublement. Vu la situation économique générale, il n'est pas difficile d'imaginer son caractère rudimentaire.

IV. BESOINS SECONDAIRES

Il s'agit du cinéma, des cotisations de clubs, etc. Nous ne pouvions espérer inventorier d'une façon complète un tel domaine ; nous avons pris un échantillon représentatif de sujets et nous avons recensé, sur un mois, le nombre de sorties payantes qu'ils ont effectuées. Nous obtenons :

- Ne font aucune sortie dans le mois 32%
- 1 sortie dans le mois 12%
- 2 sorties dans le mois 20%
- 3 sorties dans le mois 8%
- 4 sorties dans le mois 8%
- Plus de 5 sorties dans le mois 16%

Qu'il s'agisse du stade ou du cinéma, le prix des places varie entre 30 et 50 Francs C. F. A. Le ticket nécessaire à ces sorties peut être payé soit par un membre de la famille, soit par un camarade, soit par le sujet lui-même.

V. LE PROBLEME DE L'ARGENT

Jusqu'à présent nous avons effleuré le problème de l'argent ; dans l'habillement et dans les dépenses secondaires les chômeurs réussissent à dépenser quelque argent.

Sur cent sujets au hasard :

- 4% des sujets n'ont eu aucune somme d'argent en leur possession ;
- 9% des sujets ont eu moins de cent francs ;
- 65% des sujets ont eu une somme totale variant de 100 à 500 francs ;
- 13% des sujets ont eu une somme totale variant de 500 à 1 000 francs ;
- 9% des sujets ont eu une somme totale supérieure à 1 000 francs.

Nous pouvons trouver à cet argent quatre sources générales :

- La famille urbaine ;
- La famille du village ;
- Les camarades ;
- Les sujets eux-mêmes.

Nous ne pouvons malheureusement pas donner les proportions exactes existant entre ces quatre sources générales. Nous ne pouvons donner qu'une légère précision :

- 6% seulement de nos sujets reçoivent de temps à autre de l'argent de la famille restée au village.

Une étude se rattachant directement à ce sujet aurait été nécessaire : celle de tous les moyens que les jeunes chômeurs mettent en oeuvre pour se procurer de l'argent. Nous trouvons quatre sortes de commerce :

- Ils reçoivent du village du manioc, des noix de coco et autres légumes ; ils les revendent au marché et ils envoient l'argent obtenu en gardant un pourcentage.
- Inversement, ils achètent quelques menus objets, des crayons par exemple, ils les envoient à un membre de la famille resté au village qui les revend et qui leur envoie l'argent en gardant un pourcentage.
- Ils achètent des bonbons ou des cigarettes à Léopoldville et ils les revendent à Brazzaville ; ils obtiennent ainsi un léger bénéfice.
- Ils peuvent être associés à un peintre africain ou à un artisan ; ils vendent tableaux et sculptures et retiennent un pourcentage sur la vente (en général 25%).

A ces quatre manières générales de commerce, s'ajoutent toutes les occasions de gagner quelques petites sommes d'argent : partie de pêche, aider un ami à construire sa maison, garder des enfants européens, ou des maisons, etc.

Nous ne pouvons donner aucun chiffre sur l'importance réelle de cet apport fiduciaire dans notre population de jeunes chômeurs ; cependant, il nous semble extrêmement limité.

CONCLUSION

ATTITUDE DEVANT CETTE VIE MATERIELLE

Qu'est-ce qui caractérise essentiellement cette vie matérielle ?

C'est surtout un manque, manque de nourriture, manque d'habits, manque d'argent, et c'est ce manque qui est douloureusement perçu par les sujets. En fait, il se résume dans le manque d'argent. Dans le cadre de l'économie basée sur l'échange monétaire, tout manque matériel peut être éliminé par la possession de l'argent ; le manque d'argent résume et explique toutes les privations, c'est lui seul qui est ressenti par les sujets, les autres privations n'étant considérées que comme ses conséquences directes.

Analyser le complexe psychologique qui entoure ce manque d'argent pose des problèmes méthodologiques ardues ; nous avons agi d'une façon indirecte, orientant nos questions de manière à savoir ce que les sujets feraient si ce manque d'argent était comblé.

Nous avons donc posé les deux questions suivantes :

1. Si vous gagniez 20 000 F par mois, que feriez-vous de cet argent ?
2. Si on vous donnait aujourd'hui 300 000 F qu'en feriez-vous ?

Dans le dépouillement très grossier que nous avons effectué nous avons contracté les réponses aux deux questions dans une seule série de résultats généraux, aussi nous avons laissé échapper de nombreuses nuances.

Les sujets placés devant une quantité suffisante d'argent ont trois possibilités :

- le dépenser directement ;
- le garder ;
- le dépenser de manière à ce qu'il fructifie.

L'ensemble de nos réponses à ces deux questions se partagent entre ces trois possibilités. En moyenne, chaque sujet nous a donné deux réponses, c'est-à-dire deux domaines dans lesquels il voudrait dépenser son argent :

- 77% des dépenses désignent des dépenses directes ;
- 19,5% des dépenses désignent un désir de conserver l'argent ;
- 3,5% des dépenses désignent des dépenses productives.

Pénétrons quelque peu le détail de ces résultats.

S'ils possédaient de l'argent :

- 26% des sujets achèteraient de la nourriture ;
- 30% se feraient construire une maison ;
- 32% se procureraient des habits ;
- 43% donneraient une partie de leur argent à leur famille ;
- 13% profiteraient de cet argent pour se marier en payant la dot ;
- 7% achèteraient des meubles ;
- 2% payeraient leurs impôts ;
- 32% des sujets conserveraient quelques économies ;
- 5% placeraient ces économies dans une banque ;
- 3% les confieraient à un membre de leur famille ;
- Enfin 3% seulement des sujets donneraient à leurs dépenses une direction productive en faisant du commerce ou en achetant une concession en vue de plantations futures.

Nous pouvons à travers ces quelques données imprécises, déterminer les lignes générales de ce domaine psychologique que nous inventorions.

Comme nous pouvons le prévoir, une partie importante des sujets (30% environ), ressentent leur manque de nourriture, d'habits et de logements, mais l'essentiel de nos résultats réside dans les 32% de sujets qui désirent conserver une partie de l'argent et dans les 43% qui envisagent de donner une somme plus ou moins importante à leur famille.

Ce désir de faire des économies est tout simplement un refus complet de leur propre situation. Le 1/3 de nos sujets songent, dès qu'ils perçoivent une possibilité de posséder de l'argent, aux moyens qui leur permettraient de ne plus retomber dans leur situation

actuelle ; manifestation de l'angoisse née de l'insécurité matérielle où les plonge le manque d'argent, ce n'est là d'ailleurs qu'un sentiment vague. Cette angoisse du présent vient-elle du fait que le manque d'argent entraîne des privations de nourriture ou d'habits, de loisirs ou de logement ? Il ne semble pas : ces privations ne sont que relatives et grâce à la solidarité familiale, supportables.

C'est ailleurs qu'il faut chercher la motivation réelle de ce refus du présent.

43% des sujets disions-nous, envisagent de donner de l'argent à leur famille, tant de la ville que du village. C'est dans ce désir que nous trouvons la clé du problème que nous posons. Les sujets justifient cette distribution d'argent de deux manières :

— Il s'agit pour eux de compenser les dépenses qu'ils occasionnent actuellement à leur famille.

— Il s'agit de jouer au sein de la famille le rôle de "tuteur économique" et de satisfaire à ses besoins matériels.

Ainsi ils font montre de deux attitudes très nettes qui se conjuguent : la conscience d'être à la charge de leur famille de par le manque d'argent, alors qu'ils estiment devoir jouer au sein de cette même famille le rôle de soutien matériel. Un développement est nécessaire. Nous nous trouvons dans le cadre urbain, cadre où fleurit l'occidentalisation ; nos sujets sont tous lettrés par définition. Quelle signification profonde prend leur passage à l'école ? Savoir lire et écrire, c'est les désigner comme les intermédiaires entre leur famille et la société occidentalisée, ils sont normalement les plus aptes à pénétrer dans cette nouvelle structure économique, c'est eux qui doivent apporter à leur famille les possibilités de vivre, car leur passage à l'école les destine normalement à occuper une place de choix dans l'économie moderne. Les jeunes lettrés sont considérés et se considèrent comme les tuteurs de leur famille prise dans le cadre urbain d'une société occidentalisée.

Or, que se passe-t-il en fait ?

Nos lettrés sont chômeurs, ils ne peuvent gagner de l'argent, ils ne peuvent assumer ce rôle. Bien plus, ils sont à la charge de leur famille, de cette famille dont ils sont le soutien normal ; la situation est l'inverse de ce qu'ils croient qu'elle devrait être.

L'impécuniosité née du chômage leur fait trahir leur rôle au sein de l'économie occidentalisée et c'est essentiellement de cette trahison que souffrent nos sujets. Nous voyons que le contenu psychologique de ce manque d'argent se place sur le plan des relations humaines au sein de la famille.

Lettrés, ils ont un rôle bien déterminé à jouer, et ce rôle ils ne peuvent l'assumer de par le manque d'argent ; bien plus, l'ordre qu'ils estiment "normal" est renversé, de tuteurs, ils deviennent dépendants.

Nous découvrons là une des conséquences psychologiques les plus graves du chômage ; nous retrouverons plus longuement ce problème, lorsque nous étudierons nos sujets pris dans leurs cadres familiaux.

CHAPITRE II

LES JEUNES CHOMEURS DESCOLARISES EN SITUATION URBAINE

Nous allons maintenant étudier nos sujets "en situation urbaine", notre plan suivant les différents niveaux de cette structure urbaine.

La ville se caractérise tout d'abord par la présence de deux cités bien différenciées qui cependant n'en sont pas moins liées ; les cités européenne et africaine.

Dans une première partie nous placerons nos sujets dans les cadres de la ville franco-africaine.

La ville c'est aussi POTO-POTO, le quartier africain, qui, sous certains angles, possède sa vie urbaine propre, sa structure originale. Dans notre deuxième partie nous placerons nos sujets dans les cadres de la ville proprement africaine.

La ville c'est aussi un agrégat de familles, chaque famille ne se fond pas complètement dans la structure d'ensemble, et ainsi dans notre dernière partie, nous placerons nos sujets dans les cadres de leur famille urbaine.

I. DANS LE CADRE DE L'AGGLOMERATION FRANCO-AFRICAINE

Les contacts entre les deux catégories de la population de Brazzaville sont extrêmement réduits. Les africains n'entrent en contact avec les européens que dans les cadres du monde du travail et ce n'est qu'à travers ces contacts que se forme, se justifie la perception réciproque qu'ont les deux groupes l'un et l'autre.

Nous envisagerons les jeunes chômeurs lettrés tout d'abord dans le cadre du monde du travail, et ensuite nous essaierons d'analyser les attitudes qu'ils adoptent face à la société européenne en général.

A — LES JEUNES CHOMEURS FACE AU MONDE DU TRAVAIL

Décrire nos chômeurs face à ce monde du travail dont, par définition, ils ne peuvent faire partie, est une tâche particulièrement ardue. Nous l'avons abordée selon trois directions générales :

- a) inventaire le plus exact possible des contacts réels qui existent entre nos sujets et ce monde du travail.
- b) description de la perception qu'ils se font de ce monde au travail.
- c) étude des conditions du choix de métier.

b) L'individu en tant que "jeune descolarisé", c'est-à-dire avec les attributs sociaux qui le différencient des autres, a-t-il conscience d'avoir une situation spéciale face à ce manque de travail, parce que jeune descolarisé ?

c) Enfin l'individu en tant qu'appartenant à la société africaine et subissant avec l'ensemble de la population ce manque de travail. Il s'agit de la perception du chômage en général, de ses causes, des remèdes qu'il croit devoir y être apportés.

a) Attitudes personnelles face au manque de travail

Pour essayer de comprendre quelque peu ces attitudes personnelles nous avons posé à 100 sujets la question directe suivante :

"A ton avis, pourquoi n'as-tu pas de travail ?"

Nous avons obtenu les séries de réponses suivantes :

- 44% des sujets mettent en cause un élément irrationnel, qu'ils appellent le plus souvent "malchance" ou "hasard" ;
- 26% estiment être en chômage parce qu'ils n'ont pas ce qu'ils appellent des "commissions", c'est-à-dire parce qu'ils n'ont ni parents, ni camarades qui travaillent et qui leur signalent les places libres ;
- 6% mettent en cause le fait qu'ils n'ont pas encore travaillé et qu'ils ne possèdent pas de certificat de travail ;
- 3% jugent que leurs connaissances scolaires sont insuffisantes pour trouver du travail ;
- 3% mettent en cause les fétiches : ils ne travaillent pas parce que quelque membre de leur famille les a maudits ou ensorcelés ;
- 2% accusent leur appartenance tribale de les empêcher d'obtenir du travail ; ils croient qu'on leur refuse des places parce qu'ils appartiennent à telle ou telle tribu ;
- 16% nous ont fait des réponses qui ne se rapportent pas à notre sujet.

Nous voyons que presque la moitié des sujets font intervenir la chance ou le hasard, c'est là que nous trouvons la clé de cette attitude personnelle face à ce manque de travail, il s'agit d'une attitude générale d'incompréhension ; "c'est la malchance, c'est le hasard" ne sont que des termes qui recouvrent un aveu d'ignorance ... on s'en remet au sort.

Deux réponses résument bien cette attitude :

- "ça dépend de la chance, chacun a sa chance, chacun de nous a son jour destiné où il verra son bien, peut-être ma date n'est pas arrivée, il faut tout d'abord coucher sur le sol avant de se coucher sur le lit" ;
- "des fois je pense au lit à ça, je ne comprends pas, je n'arrive pas à résoudre".

Pour eux ce manque de travail a un caractère irrationnel : ils ont été scolarisés, donc, dans le cadre de la vie économique de type occidentale, ils devraient normalement occuper une place privilégiée, or cette place, sans qu'ils sachent pourquoi, leur est refusée et ils ne comprennent plus, ils s'en remettent au destin. Cette attitude d'incompréhension est très dangereuse, elle est ferment de toute réaction de violence.

Si la grande majorité des réponses nous révèlent l'incompréhension qu'ont nos sujets devant ce manque de travail, une minorité importante cherche désespérément à lui trouver quelque cause, à rationaliser quelque peu cette situation : ils trouvent une solution la plupart du temps dans l'absence de "commissions". Nous tombons ici dans le domaine de la solidarité tribale et familiale : les travailleurs, dès qu'une place est libre dans leur entreprise ou leur administration, la font occuper par un membre de leur famille, ou à défaut de leur tribu. Nous ne connaissons point les effets réels de ce système, mais ils ne semblent point importants. Cependant se basant sur quelques exemples particuliers, 26% des sujets font retomber la faute de leur chômage sur leur famille ou leur tribu ; ils s'estiment trahis puisque la solidarité familiale et tribale est incapable de leur fournir du travail ; ainsi, la deuxième attitude qui se trouve à la base de la psychologie individuelle de nos jeunes chômeurs face au chômage est un sentiment profond de trahison de la part de leur famille et de leur tribu.

b) Attitude du "Jeune descolarisé" face au manque de travail

Le problème essentiel qui se pose maintenant à nous est de savoir si nos sujets ont conscience d'être sans travail parce que "jeunes" et "descolarisés" ? En un mot, parmi les chômeurs de Brazzaville, les jeunes descolarisés ont-ils conscience de former un

groupe particulier, une classe particulière de sans travail ? A cet effet, nous avons posé à un échantillon représentatif trois questions suivantes :

QUESTION N° 1 — "Pourquoi n'y a-t-il pas de travail pour les jeunes garçons lettrés comme toi ?"

— 28 % seulement des sujets ont conscience qu'il existe un problème particulier du chômage des jeunes lettrés, les autres ne le perçoivent qu'à travers le chômage général.

Quelles sont les principales causes qui expliquent aux yeux de ces 28 % de sujets, ce chômage de la jeunesse lettrée ? :

— 42 % d'entre eux estiment que les jeunes restent en chômage parce que leur niveau scolaire est généralement trop bas ;

— 28 % accusent "les vieux" d'occuper les places et de ne point vouloir les céder aux jeunes ;

— 15 % estiment que le nombre de lettrés est beaucoup trop grand par rapport à la capacité du marché du travail ;

— 8 % cherchent la cause du chômage dans l'incapacité des jeunes à travailler correctement ;

— 7 % enfin l'expliquent par le fait que les jeunes lettrés sont trop difficiles dans le choix de leur métier, et qu'ils ne veulent que travailler dans les bureaux.

QUESTION N° 2 — "Est-ce que les adultes trouvent plus facilement du travail que les jeunes comme toi ?"

— 64 % des sujets estiment que les adultes sont plus favorisés devant le marché du travail qu'eux, jeunes lettrés ;

— 28 % estiment qu'ils sont sur le même pied d'égalité qu'eux ;

— 4 % estiment que les jeunes lettrés sont plus favorisés ;

— 4 % de réponses que nous avons dû annuler.

Comment les 64 % de la première catégorie expliquent ce phénomène ? On peut partager les réponses en trois groupes :

1. 54 % expliquent cette position privilégiée des adultes par le fait qu'ils ont travaillé, qu'ils sont connus des employeurs et que d'une manière générale ils possèdent un métier alors que les jeunes lettrés ne savent rien faire.

2. 40 % nous expliquent que le système des "commissions" est beaucoup plus important chez les adultes que chez les jeunes. Les adultes en chômage ont beaucoup plus de connaissances du travail que les jeunes presque tous chômeurs.

3. 7 % enfin cherchent la cause de ce phénomène dans le fait que les adultes acceptent n'importe quel travail.

Les 4 % de sujets qui pensent que les jeunes lettrés sont plus favorisés, justifient leur opinion en affirmant que les jeunes sont plus intelligents et physiquement plus forts que les adultes.

QUESTION N° 3 — "A ton avis, que faudrait-il faire pour que les jeunes lettrés aient du travail ?"

— 36 % de nos sujets envisagent le problème des jeunes chômeurs comme un problème à part, auquel il faut apporter des solutions particulières.

Quelles sont les solutions préconisées ?

Nous trouvons une homogénéité quasi complète dans nos réponses :

— 80 % de nos sujets demandent l'ouverture d'écoles professionnelles de manière à ce que les jeunes lettrés puissent apprendre un métier ;

— Les 20 % restant se partagent à peu près également entre le désir de voir multiplier les concours administratifs et celui de voir la limite d'âge dans les écoles reculer de façon à ce qu'ils puissent poursuivre leur scolarité et, ainsi pouvoir dans l'avenir obtenir un emploi de bureau.

En conclusion : 30% environ seulement de notre population de jeunes chômeurs ont conscience qu'ils appartiennent à une catégorie particulière de "sans travail".

Cette population se partage en deux groupes :

1. Ceux qui voient le chômage à travers le statut de scolarisés. Leur opinion de base reste que la scolarisation ouvre les portes du marché du travail, ils mettent en cause leur faible niveau scolaire ou la qualité de l'enseignement reçu.

2. Ceux qui perçoivent le chômage à travers leur statut de "jeunes", ils se pensent face aux "vieux" et ils constatent la situation défavorable qui est la leur. Ils ont l'intuition d'un heurt entre générations, heurt qui pour les uns prend l'allure d'une infériorité généralisée face à l'expérience et la connaissance du travail que possèdent les "vieux" et pour les autres, se matérialise dans la mauvaise volonté de ces derniers à leur céder la place.

c) Perception du chômage en tant que phénomène social général

QUESTION N° 1 : "Y a-t-il beaucoup de gens en chômage à Brazzaville ?"

Il s'agissait de savoir si les sujets avaient conscience de l'importance du chômage à Brazzaville. A notre question directe ils ont répondu par l'affirmative, mais nous avons cherché quelques précisions, et nous leur avons demandé. "Sur 100 personnes, combien y a-t-il de chômeurs ?"

Ainsi, nous pouvons connaître la façon et dans quelles proportions les sujets chiffrent dans leur esprit ce phénomène de chômage.

- 8%	des sujets	estiment	qu'il y a	30	chômeurs / 100 p.
- 4%	"	"	"	40	"
- 44%	"	"	"	50	"
- 16%	"	"	"	60	"
- 8%	"	"	"	70	"
- 12%	"	"	"	90	"
- 8%	"	"	"	95	"

QUESTION N° 2 : "Pourquoi n'y a-t-il pas de travail dans ce pays ?"

64% des sujets ont répondu à cette question, les 36% restant ont avoué leur ignorance des causes du chômage.

Quelle est la teneur des réponses des 64% ?

On peut classer les réponses en quatre catégories :

1. - 36% des sujets rejettent la faute sur le Gouvernement, c'est-à-dire sur les autorités administratives de Brazzaville ;

- 12% accusent le Gouvernement sans commentaire ni précision ;

- 18% accusent le Gouvernement d'être "économe", c'est-à-dire de refuser de donner de l'argent aux compagnies pour payer les ouvriers. Dans l'esprit des sujets c'est le Gouvernement qui distribue l'argent destiné à payer les travailleurs et ce, qu'il s'agisse d'entreprises privées ou publiques ;

- 6% enfin mettent directement en cause Monsieur le Gouverneur Général Paul CHAUVET.

2. 30% des sujets expliquent ce chômage par le fait qu'il n'y a pas suffisamment d'européens à Brazzaville. La multiplication des européens amène dans leur esprit l'apparition d'ateliers et de compagnies.

3. 18% rejettent la faute du chômage sur les élus (le Député en particulier) "qui ne discutent pas pour le Moyen-Congo" qui trahissent leur rôle d'intermédiaires.

4. Nous avons 16% de notre population qui nous ont fait des réponses diverses.

Le chômage est causé :

- par la pauvreté du pays ;

- par le départ du siège du Gouvernement Territorial de Brazzaville pour Pointe-Noire ;

- par l'absence d'étrangers, américains en particulier, etc.

QUESTION N° 3 : " Pourquoi y avait-il du travail en 1951 et pas maintenant ? "

- 52% seulement de nos sujets ont répondu à notre question ;
- 48% ont avoué ne point savoir répondre.

Parmi ceux qui ont répondu, nous avons eu les réponses suivantes :

- 32% estiment que le travail en 1951 venait de la présence de Monsieur Cornut-Gentile au Haut Commissariat, et que le chômage s'est installé à cause de l'arrivée de Monsieur P. Chauvet ;
- 16% pensent qu'en 1951 il y avait un nombre plus grand d'européens à Brazzaville que maintenant ;
- 16% estiment que le chômage actuel provient de la politique, des votes, qu'en 1951 il y avait moins de politique, donc plus de travail ;
- 15% affirment qu'en 1951 le Député s'occupait beaucoup plus des questions du pays que maintenant, et qu'ainsi il amenait du travail ;
- 14% pensent que le travail en 1951 s'explique par la présence à Brazzaville à cette époque du Gouvernement Territorial ;
- 7% nous ont fait des réponses diverses. Certains constatent qu'en 1951 les habitants de Brazzaville étaient moins nombreux, donc plus faciles à placer, etc.

QUESTION N° 4 : " Que faudrait-il faire pour donner du travail à tout le monde ? "

- 80% des sujets nous ont donné une réponse valable ;
- 40% des sujets voient dans la venue des compagnies européennes, et d'une manière générale des européens, une solution au chômage ;
- 30% pensent que l'intervention des nouveaux Ministres Africains ou des Parlementaires peut mettre fin à ce chômage ;
- 12% voient dans l'introduction d'étrangers non-français à Brazzaville une solution ;
- 18% nous ont fait des réponses diverses :

Pour les uns il faut donner le pouvoir à tel parti, pour d'autres il faut renvoyer le Gouverneur, pour certains, il faut supprimer vote et politique qui provoquent le désordre, etc.

CONCLUSION

Nous trouvons à la base de la perception que possèdent les sujets du chômage, deux démarches assez différenciées.

1. La majorité de notre population réussit à maîtriser ce phénomène social, à le rendre accessible à leurs esprits en le personnifiant ; ils le rendent vivant en le symbolisant par le Gouverneur ou les élus africains ; c'est là une attitude passionnelle qui explique bien des chutes de popularité incompréhensibles vues de l'extérieur.

2. Une importante minorité réussit à prendre un certain recul vis à vis du chômage, à le percevoir tel qu'il est, c'est-à-dire comme un phénomène social ; c'est là une attitude que nous pourrions appeler "sociologique" ; le chômage est perçu à travers une économie simpliste caricaturée dans des stéréotypes grossiers :

"Le travail est fourni par les européens" est le postulat de base, le chômage vient de l'absence des européens, que leur nombre se multiplie et le travail apparaîtra. Ces sujets essaient, d'une façon précaire, il est vrai, de "comprendre" la situation, de la rationaliser.

III. Le choix du métier

Dans ce monde du travail qui les rejette, les jeunes chômeurs savent généralement quelle place ils voudraient occuper, quel métier ils désireraient avoir ; vu le caractère pratique de notre enquête, nous nous sommes étendus longuement sur ce problème du choix du métier et nous avons apporté tous nos soins à obtenir des données les plus précieuses possibles.

Dans une première partie nous exposerons quelques statistiques recueillies sur les directions de ce choix, dans une deuxième partie nous essaierons de comprendre ce choix, et les motivations qu'il implique.

a) Résultats des questionnaires

1. Nous avons tout d'abord choisi un échantillon de 100 sujets et nous leur avons tout simplement demandé quel métier ils désireraient exercer.

Chacun de ces sujets avaient rempli au préalable la fiche signalétique générale.

RESULTATS DE L'ECHANTILLON DE 100 SUJETS REpondant A LA QUESTION DIRECTE

- 40	sujets	désirent être	mécanicien ou chauffeur ;
- 16	"	"	dactylographe ;
- 12	"	"	employé de bureau (comptable, commis aux écritures, etc.) ;
- 8	"	"	infirmier ;
- 5	"	"	électricien ;
- 5	"	"	menuisier ;
- 4	"	"	opérateur-radio ;
- 3	"	"	militaire ;
- 1	"	"	dessinateur ;
- 1	"	"	tourneur ;
- 1	"	"	soudeur ;
- 1	"	"	plombier ;
- 1	"	"	planton ;
- 1	"	"	mécanographe ;
- 1	"	"	typographe.

100

2. Puis nous avons présenté à 500 sujets une fiche sur laquelle se trouvait la liste complète des métiers possibles à Brazzaville, nous leur avons demandé de barrer tous les métiers qui ne les intéressaient pas et de mettre ceux qui restaient dans l'ordre de leur préférence. De plus chaque fiche portait le nom de la tribu à laquelle appartenait le sujet et non son niveau scolaire.

La lecture de notre tableau nous montre que 83 % des sujets acceptent d'être mécaniciens, 50 % infirmiers, 45 % militaires, 44 % opérateurs-radio, 30 % électriciens, 29 % comptables, 28 % commis aux écritures, 27 % dactylographes, 26 % menuisiers, 24 % sténo-dactylographes, 23 % agents de police, etc.

Les deux séries de résultats s'accordent pour souligner l'extrême faveur dont jouit le métier de mécanicien parmi ces jeunes chômeurs ; une attirance générale vers la mécanique caractérise essentiellement ce choix d'un futur métier.

b) Recherche des motivations

Deux séries de causes de nature différente peuvent entrer en ligne de compte dans le choix du métier :

- Les pressions extérieures exercées par un membre de la famille ou les camarades.
- Des motivations psychologiques venant de la perception favorable ou non qu'a le sujet de tel ou tel métier.

1. Pressions extérieures sur le choix du métier

24 % seulement des sujets semblent avoir choisi leur métier sous l'influence de tiers.

Parmi eux,

- 16 % seulement semblent avoir subi l'influence d'amis, de camarades ;
- Les 84 % qui restent expliquent leur choix par le désir de parents.

Pour déterminer si le lieu géographique du travail jouait un rôle dans ce choix, nous avons posé à un échantillon de sujets la question suivante :

"Accepteriez-vous d'aller travailler et de vous installer dans une autre ville que Brazzaville ?"

- 7 % seulement refusent d'envisager de quitter Brazzaville et la plupart ne peuvent expliquer pourquoi.

- Aux 93 % acceptant de quitter Brazzaville, nous avons demandé de préciser vers quelles villes ils préféreraient se diriger : Ils choisissent des villes où ils estiment qu'ils trouveront du travail.

- 22 % nous ont répondu qu'ils partiraient n'importe où, le choix les indiffère pourvu qu'ils quittent Brazzaville et sa misère.

RESULTATS DE L'ECHANTILLON DE 500 SUJETS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	TOTAL	% SUR 500
Militaire	57	75	36	24	11	4	6	5	4	2	224	45%
Mécanographe	6	15	8	13	14	6	5	3		4	74	15%
Ferrailleur	1	2	3	4	2		1			1	14	3%
Commis aux écritures	21	29	33	15	14	19	6	3			140	28%
Opérateur-radio	31	55	46	44	24	13	5	1	3	1	223	44%
Planton	12	16	15	11	7	6	1	2		1	71	14%
Infirmier	41	56	50	40	29	15	10	5	4	1	251	50%
Dactylographe	24	9	27	27	20	18	2	7	4		138	27,6%
Gérant de boutique	5	8	7	12	8	7	3				50	10%
Agent de Police	9	10	27	30	18	11	7		4		116	23%
Tailleur	10	12	12	10	11	4	1	1	2	1	64	13%
Peintre		1	8	4	2			1			16	3%
Mécanicien	200	71	52	29	19	12	8	2	1		394	83%
Comptable	20	27	23	28	14	16	9	7			144	29%
Sténo-dactylo	12	29	20	17	13	14	8	6	4		123	24%
Cultivateur	1		2	3	1			1	1		9	2%
Menuisier	15	30	29	15	12	8	15	3	3	1	131	26%
Pêcheur					1					1	2	0,4%
Cordonnier					1	2	2	2			7	1,4%
Artisan	1	1	2	3	3	2			2	1	15	3%
Commerçant	1	3	3	3	4	2	2	2	5	1	26	5%
Agent de Maison	3	3	2	1	5	1	2		1	1	19	4%
Instituteur	7	4	3	10	19	4	6	1	3	1	58	11,4%
Electricien	10	15	35	25	30	17	13	4		4	153	30%
Dessinateur	4	8	14	16	14	15	7	2	2	6	88	17%
Plombier	3	9	6	13	11	13	2	4	2		63	12,4%
Garde Fédéral	5	1	3	6	9	5	5	2	2			7%
Employé voierie		2	5	2	2		1	2		3	17	3,4%
Maçon		1	3	2	4	3		2	2		17	3,4%
Coiffeur	1				1			1			3	0,6%
	500	492	474	408	322	217	128	68	48	30		

NOTE : Les chiffres 1, 2, 3, etc. désignent l'ordre du choix effectué par les sujets. Ont choisi militaire en premier lieu : 57 sujets, etc.

— Les 78% restant ont fait pour la plupart des réponses multiples.

POINTE NOIRE a été choisi 28 fois
 BANGUI " 16 "
 Le GABON (sans précision) 14 "
 LIBREVILLE a été choisi 10 "
 PORT GENTIL " 7 "
 DOUALA " 6 "
 DAKAR " 5 "
 PARIS, DOLISIE, FORT LAMY 3 "
 etc.

Les causes qui ont poussé nos sujets à choisir ces villes, surtout POINTE NOIRE, BANGUI et le GABON, sont multiples : à leurs yeux, il s'agit de l'Eldorado où l'on trouve du travail sous les pavés des rues !

2. Motivations psychologiques intervenant dans le choix du métier

Nous abordons ici un point fort délicat. Nous avons suivi une méthode assez rigoureuse : Nous avons choisi un échantillon représentatif de 100 sujets, nous leur avons présenté à quelques détails près la liste des métiers qui nous avait servi dans notre sondage général ; Pour chacun des métiers nous avons demandé au sujet s'il acceptait ou non de l'exercer, puis nous lui demandions de justifier sa réponse positive ou négative. Les résultats de cette série de questionnaires sont exposés en annexe ; pour connaître les proportions générales des populations qui par métier nous ont fait des réponses positives ou négatives, il lui suffira de se reporter à notre tableau général.

De ces résultats, nous pouvons dégager quelques tendances générales :

- Le facteur "prestige" joue un rôle de premier plan, certains métiers sont nobles, d'autres déshonorants, il serait intéressant de dresser la hiérarchie de prestige des métiers : cette différenciation ne recouvre pas la séparation "emploi de bureau" (noble), métiers manuels (déshonorants) puisque le métier "noble" par excellence est celui de mécanicien, métier manuel.

- Un détail à signaler : les sujets refusent d'exercer un métier si un des membres de leur famille l'exerce déjà. Ce phénomène général, comme nous l'avons vu, demanderait un développement important, en fait c'est là une manifestation de solidarité familiale ; l'idéal familial est que la famille se suffise à elle-même ; il y a à la base de cette attitude une tendance à réaliser l'autonomie économique de la cellule familiale, et chacun de ses membres doit exercer un métier différent des autres pour multiplier les possibilités économiques de la famille.

- Les sujets ont une tendance très nette à choisir des métiers suivant les possibilités pratiques immédiates qu'ils peuvent apporter. Un infirmier par exemple, songe qu'il pourra soigner parents et amis. A la base de cette attitude, nous retrouvons les facteurs "prestige" et la "solidarité familiale".

- Les sujets sont très sensibles aux exemples directs qu'ils ont pu voir : qu'un ouvrier électricien soit électrocuté, et la profession est rejetée par la majorité des sujets.

- Nous rencontrons aussi un rejet par l'immense majorité des sujets de tout ce qui peut supposer un effort physique trop rude ou un danger corporel.

- Une autre considération importante entre dans ce choix du métier : les sujets cherchent à parer un chômage possible, ils ont conscience de l'insécurité du monde du travail et, à cet effet, choisissent un métier qu'ils peuvent exercer dans le cadre économique africain.

- Enfin, rentrer dans les cadres d'un service Gouvernemental, c'est s'assurer un emploi relativement stable.

B - LES JEUNES CHOMEURS DEVANT LA SOCIETE EUROPEENNE

I. Contacts avec les Européens.

Une enquête dans ce domaine est inutile, elle se confondrait avec notre analyse précédente sur les contacts entre nos sujets et le monde du travail.

Les jeunes chômeurs n'entrent en relations avec les européens que lorsqu'ils "sollicitent" et ils n'entendent parler d'eux que par leurs parents et amis rentrant du travail.

A part ces occasions, c'est un véritable fossé qui sépare les deux populations, fossé fait d'incompréhension réciproque.

II. Les européens perçus individuellement.

Il s'agissait dans cette partie de notre enquête de découvrir les traces psychologiques des rencontres que nos sujets ont pu faire avec les européens.

Afin de concrétiser à l'excès le problème, nous avons employé une méthode assez élastique : à un échantillon de 100 sujets, nous avons posé la question générale suivante : "Y a-t-il des européens qui sont "mauvais" ?

La réponse de nos sujets étant toujours positive, nous demandions alors des précisions,

des noms, des faits et gestes qui poussent notre sujet à considérer tel européen comme "mauvais", etc.

Nous avons suivi la même manière d'agir avec notre seconde question générale :
"Y a-t-il des européens qui sont "bien" ?

QUESTION N° 1 : Y a-t-il des européens qui sont "mauvais" ?

- 15% avouent ne pouvoir justifier leur réponse positive "parce que n'ayant pas travaillé, ils n'ont pu rester en contact suffisant avec les européens pour pouvoir les juger" ;
- 39% citent comme exemple des cas où ils ont été insultés, ou chassés pendant leur tournée de "sollicitation" ;
- 15% se réfèrent à la période où ils travaillaient : mauvais traitement, paiement insuffisant ;
- 16% songent à des insultes, sans préciser le cadre dans lequel elles se sont effectuées ;
- 5% des sujets trouvent les européens "mauvais" parce qu'ils ne veulent pas donner du travail aux africains ;
- 10% de réponses diverses.

QUESTION N° 2 : Y a-t-il des européens qui sont "bien" ?

- 37% des réponses mettent en cause la politesse, la bienveillance des européens durant la "sollicitation" ;
- 21% ont trait à des scènes particulières où la gentillesse des européens apparaît ;
- 19% mettent en cause une attitude générale de bienveillance ;
- 15% sont évoqués dans le cadre du travail : bon traitement, paiement suffisant ;
- 8% n'ont pu rester sur le plan individuel ; ils ont mis en cause la présence française sur le plan social.

Ces résultats sont assez homogènes : nous voyons que l'ensemble de nos réponses traitent des contacts avec les européens durant cette chasse au travail incessant qui tient une si grande place dans la vie quotidienne de nos sujets. C'est là évidemment un point de contact extrêmement défavorable, puisque, en raison de la crise économique, cette demande de travail se heurte toujours à une réponse négative.

Tout dépend de la façon dont cette réponse négative est donnée : nous sommes ici dans le domaine de la simple politesse, nos sujets sont sensibles à la manière dont ils se voient refuser le travail.

Insulter ces jeunes sollicitateurs, les chasser prend une importance psychologique considérable, car ce n'est là pratiquement que la seule occasion de contact qu'ils ont avec les européens, et c'est souvent à travers la qualité humaine de ce contact qu'ils jugent tous les européens.

On ne saurait donc trop conseiller aux employeurs européens d'accueillir et de parler à ces jeunes chômeurs avec une certaine bienveillance, comme à des être humains, sinon ils préparent sans le savoir à un avenir d'incompréhension dont les conséquences sont imprévisibles.

III. Signification pour nos jeunes chômeurs de la présence européenne.

Sortant ici du plan des contacts individuels, nous mettons très franchement les jeunes chômeurs devant le problème de la présence française.

Dans ce but, nous avons posé à un échantillon représentatif, une série de questions assez brutales :

- 1. Voudriez-vous que tous les européens quittent l'A. E. F. ?
- 2. Qu'est-ce qui se passerait si tous les européens partaient ?
- 3. Comment ça se passait en Afrique avant l'arrivée des européens ?
- 4. Pourquoi, au temps de Brazza, les européens sont-ils venus en Afrique ?
- 5. Est-ce que tu aimerais que beaucoup d'européens viennent ici ?

QUESTION N° 1 : Voudriez-vous que tous les européens quittent l'A. E. F. ?

- 100% des sujets répondent par la négative, ces réponses négatives sont d'ailleurs dites avec une violence significative.

Comment nos sujets justifient-ils ces réponses négatives ?

- 21% des sujets songent que le retrait des européens couperait toute possibilité de trouver du travail. Ce départ supprimerait purement et simplement à leurs yeux le marché du travail ;
- 16% voient dans le retrait des européens un retour aux ténèbres d'autrefois, à la "sauvagerie" etc. ;
- 13% prévoient avec le départ des européens la fermeture des écoles et la perte de toute possibilité de s'instruire ;
- 5% songent qu'ils ne pourraient plus se procurer des habits ;
- 6% prévoient la disparition de tout le progrès économique qui a été amené par les européens ;
- 4% prévoient la disparition des hôpitaux et dispensaires ;
- 3% interprètent le départ des français comme une suppression générale de la langue française ;
- 2% prévoient le retour à l'esclavage ;
- 14% n'ont pas motivé leur refus de voir partir les européens ;
- 9% enfin adoptent une solution intermédiaire : ils demandent le départ des "mauvais" européens et le maintien des "bons".

QUESTION N° 2 : Qu'est-ce qui se passerait si tous les européens partaient ?

- 30% craignent, une fois les européens partis, des désordres, des guerres intestines entre les tribus. Les uns sont tournés vers le passé et craignent les guerres du passé, les autres, constatent les luttes ethno-politiques actuelles, craignent que le départ des européens les transforment en troubles sanglants ;
- 27% parlent de malheur, de souffrances sans précision ;
- 11% craignent un retour à la sauvagerie primitive ;
- 7% constatent l'impossibilité pour les africains de "fabriquer" par leurs propres moyens des produits manufacturés ;
- 7% craignent le retour à l'esclavage ;
- 6% craignent le manque d'habits ;
- 2% craignent que des étrangers, allemands ou américains, ne remplacent les français.

QUESTION N° 3 : Comment ça se passait en Afrique avant l'arrivée des européens ?

- 32% voient dans la période pré-européenne le règne de l'esclavage ;
- 26% imaginent cette période comme étant remplie de guerres, de luttes incessantes ;
- 13% sont surtout frappés par le fait que les gens ne possédaient que des habits en raffia ;
- 10% évoquent la pauvreté matérielle ;
- 9% nous ont fait des réponses diverses : anthropophagie, sorcellerie, mortalité élevée, règne de l'ignorance, coutumes rigoureuses ;
- 10% ne veulent point répondre sous prétexte qu'ils n'ont pas vécu cette période.

QUESTION N° 4 : Pourquoi au temps de Brazza, les européens sont-ils venus en Afrique ?

- 28% estiment que les européens sont venus en Afrique pour instruire les africains ;
- 19% pour leur apprendre à travailler ;
- 15% pour les "civiliser" ;
- 12% pour améliorer leur niveau de vie ;
- 8% pour développer l'économie de l'Afrique ;
- 6% pour lutter contre l'esclavage ;
- 5% pour apprendre aux africains à cultiver la terre ;
- 5% pour gagner de l'argent, par intérêt personnel.

QUESTION N° 5 : Est-ce que tu aimerais que beaucoup d'européens viennent ici ?

- 100% de réponses positives.
- 80% des sujets voient dans la multiplication de la population européenne la suppression du chômage ;
- 16% estiment que les européens en plus grand nombre augmenteraient les possibilités

d'instruction qu'ils peuvent étendre en Afrique ;

- 4% de réponses diverses.

CONCLUSION

Une constatation d'ensemble peut être faite dès l'abord : la présence française n'a été mise en cause par aucun de nos sujets ; bien au contraire, une grande majorité de nos sujets voient dans l'accroissement numérique de cette présence une solution à ce chômage, qui est le problème crucial pour eux.

Dans l'esprit de la grande majorité de nos sujets, la présence française est :

1. Gage de possibilité de trouver du travail, ils voient dans son accroissement numérique la seule solution au chômage.

2. Gage d'ordre et de paix : elle seule, à leurs yeux, empêche les luttes politiques actuelles de dégénérer en troubles sanglants.

3. Gage contre un passé ancestral que les sujets rejettent avec horreur, passé où régnait l'esclavage et où régnaient la guerre et la pauvreté matérielle.

4. Gage à un moindre degré de la poursuite des progrès économiques et sociaux qu'ils ont amenés avec eux.

La présence française n'a été mise en cause par aucun de ces jeunes chômeurs ; au contraire, ils demandent avec force son accentuation ; à la base de cet attachement à la présence européenne en Afrique, nous trouvons une nette conception paternaliste de la colonisation, les réponses à notre question n° 4 sont caractéristiques :

- 5% seulement des sujets ont l'intuition que l'installation européenne en Afrique ait pu avoir des mobiles d'intérêts personnels ; la grande masse des sujets y voient une action à caractère philanthropique, destinée à ouvrir l'Afrique au progrès moderne ; actuellement ces jeunes gens perçoivent l'avenir congolais dans une collaboration de plus en plus étroite avec les européens.

II. DANS LE CADRE DE LA CITE AFRICAINE

POTO-POTO, disions-nous dans notre rapport statistique, est avant tout un agrégat de tribus ; nous ne pouvons analyser directement notre population dans ce cadre tribal, cette analyse se dégagera de l'étude des autres structures sociales.

Tout d'abord nos sujets sont pris dans les structures générales (religieuse, politique) de la cité africaine.

Ils sont ensuite considérés dans les structures qui leur sont propres : les groupes de camaraderie et les clubs de jeunes.

A - LES JEUNES CHOMEURS ET LES STRUCTURES POLITIQUES

Sur ce plan politique, nous nous sommes trouvés à POTO-POTO durant une période privilégiée puisque nous avons pu assister aux prémices et aux conséquences immédiates de la consultation électorale du 31 mars 1957, destinée à élire les membres de l'Assemblée Territoriale.

Deux groupes s'affrontaient à Brazzaville :

- L'Union de Défense des Intérêts Africains (U.D.D.I.A.) ;

- Le Mouvement Socialiste Africain (M.S.A.)

Sous ces étiquettes il s'agissait en fait de la lutte entre deux groupes de tribus personnifiées par leurs leaders :

- Les tribus du Nord (M'BOCHIS, MAKOUA, LIKOUBA, BABOMA, etc.) dirigées par le leader socialiste OPANGAULT ;

- Les tribus du Sud (BALALIS, BASSOUNDIS, BACONGO) dirigées par l'abbé Fulbert YOULOU.

Dans certaines régions hors de Brazzaville, un troisième parti se trouvait en compétition : le Parti Progressiste Congolais (P.P.C.) derrière lequel se trouvaient les VILIS de la région de POINTE-NOIRE.

a) Participation de nos sujets à cette lutte politique

L'organisation des partis politiques congolais est embryonnaire, peu de gens en fait "font de la politique" de façon permanente, et personnellement, nous n'avons rencontré aucun jeune chômeur qui participe d'une façon active à la vie politique ; ils ne s'intéressent à la politique qu'au moment privilégié de l'élection. Nous allons essayer de donner des précisions sur cette participation qui n'est, rappelons-le, que temporaire.

La campagne électorale à POTO-POTO a duré 15 jours environ ; nous avons fait un long sondage, et nous n'avons trouvé que 32% de jeunes chômeurs qui aient assisté à une réunion ou plus. Ce chiffre semble montrer le désintérêt de cette catégorie de la population pour les questions politiques. Cette population de 32% se compose de 53% de partisans du M.S.A. et de 47% de partisans de l'U.D.D.I.A. ; si l'on considère que les proportions générales des résultats électoraux ont été pour Brazzaville de 35% (M.S.A.) et de 65% (U.D.D.I.A.), on s'aperçoit que les jeunes chômeurs du Nord montrent plus d'intérêt, en comparaison de leurs camarades du Sud, envers les questions politiques, intérêt qui reste d'ailleurs très faible.

Nous pouvons apporter une autre précision : 10% seulement de nos sujets avouent avoir fait quelque propagande politique. Il ne s'agit d'ailleurs la plupart du temps que de conversations particulières destinées à entraîner l'adhésion de quelques amis.

En fait, nous pouvons constater une faible participation des jeunes chômeurs lettrés à la vie politique congolaise. Où chercher la cause d'une telle situation qui peut sembler paradoxale ?

Il semble que la structure même de la politique congolaise soit en cause ; il s'agit d'une lutte tribale dans un cadre moderne, organisée avec des moyens modernes fondés sur une matière traditionnelle. Les jeunes n'ont aucune place dans une telle organisation, il s'agit en fait d'une gérontocratie qui se trouve en lutte avec une catégorie de gens qui ayant de l'argent, veulent faire éclater le cadre tribal et traditionnel de la vie politique.

b) Perception par des sujets de la structure politique

Pour déterminer, assez grossièrement d'ailleurs cette perception de la réalité politique par les jeunes chômeurs, nous leur avons demandé de nous donner les noms des partis politiques existant au Moyen Congo :

- 48% ont été incapables de citer un seul nom de partis ;
- 21% nous ont fait des réponses assez complètes, c'est-à-dire ils ont cité : le M.S.A., l'U.D.D.I.A., et le P.P.C. ;
- 9% ont limité la structure politique au M.S.A. et à l'U.D.D.I.A. ;
- 22% nous ont fait des réponses confuses, bien souvent fantaisistes où ils nous citaient tous les noms des partis tant africains que métropolitains qu'ils avaient pu lire dans les journaux.

La plupart des sujets d'ailleurs sont incapables de donner la structure interne et le mécanisme d'un parti politique ; on peut constater leur ignorance de l'organisation politique du pays.

c) Quelques données psychologiques fragmentaires

Ces jeunes chômeurs ont cependant assisté sans y participer, aux luttes électorales, ils ont une opinion ou des opinions sur elles et sur la politique en général. Pour essayer de découvrir la motivation de cette indifférence, nous avons posé aux sujets quatre questions, un peu au hasard d'ailleurs :

1. Pourquoi a-t-on voté le 31 Mars 1957 ?
2. La politique est-ce "bon" ou "Mauvais" ?
3. Que voudrais-tu que fassent ceux qui ont été élus le 31 Mars ?
4. Crois-tu que les nouveaux Ministres Africains vont vous procurer du travail ?

QUESTION N° 1 : Pourquoi a-t-on voté le 31 Mars 1957 ?

- 18 % sont incapables de nous donner une réponse, ils ne savent absolument pas de quoi il s'agit ;
- 26 % donnent une réponse juste : ils savent qu'il s'agissait d'élire les Conseillers Territoriaux ;
- 23 % pensent qu'il s'agissait de choisir un Ministre Africain ;
- 11 % passent à côté de la question et nous répondent "pour arranger le pays" ou "pour donner du travail" ;
- 8 % affirment qu'il s'agissait "d'élire quelqu'un", sans préciser davantage ;
- 6 % croient qu'il s'agissait de choisir un Maire Africain ;
- 3 % estiment qu'il s'agissait de choisir le Conseil de Gouvernement ;
- 2 % de réponses diverses : Sénateur, changer le Gouvernement, etc.

QUESTION N° 2 : La politique est-ce "bon" ou est-ce "mauvais" ?

- 41 % estiment que la politique est une bonne chose ;
- 34 % estiment que c'est mauvais ;
- 8 % sont indécis, ils lui trouvent un côté bon et un côté mauvais ;
- 17 % sont sans opinion.

Les motivations de ces réponses sont les suivantes :

1. Réponses favorables à la politique

- 50 % de ces sujets ne peuvent donner les raisons qui les ont poussé à trouver la politique "bonne" ;
- 22 % voient dans la politique le facteur d'évolution et de progrès du pays ;
- 15 % jugent la politique "bonne" parce qu'elle est pratiquée en France ;
- 10 % voient dans la politique un moyen de contact avec les européens, la politique permet d'expliquer aux européens la situation, de leur faire comprendre la misère des africains et ainsi de les amener à l'améliorer ;
- 3 % de réponses diverses.

2. Réponses défavorables à la politique

Nous trouvons une homogénéité parfaite.

- 20 % des sujets ne nous répondent pas ;
- 80 % voient dans la politique l'art de mentir et de tromper les gens. Ils rappellent les promesses non tenues, etc. Le terme "politique" a le sens précis de "mensonge" dans le français de POTO-POTO, le verbe "politiquer" (mentir) est très employé : Exemple... "Il ne faut pas politiquer ses amis".

QUESTION N° 3 : Que voudrais-tu que fassent ceux qui ont été élus ?

Certains sujets nous ont fait des réponses multiples.

- 64 % des sujets demandent avec force du travail pour les chômeurs ;
- 16 % veulent qu'on améliore la ville de Brazzaville ;
- 10 % désirent voir le pays se lancer sur la route du progrès économique ;
- 6 % demandent la multiplication des dispensaires et des hôpitaux ;
- 6 % demandent la multiplication des écoles ;
- 4 % demandent la multiplication des routes et voies de communication ;
- 3 % demandent aux élus de lutter contre le racisme entre les tribus et de faire l'union générale des Africains ;
- 3 % leur demandent de "discuter" pour eux auprès des européens ;
- 3 % veulent que l'impôt soit supprimé pour les chômeurs ;
- 2 % refusent de répondre parce qu'ils estiment cela inutile puisque les élus ne vont rien faire ;
- 17 % n'ont aucune idée de ce qu'ils désirent.

QUESTION N° 4 : Crois-tu que les nouveaux Ministres Africains vont vous procurer du travail ?

- 62 % des sujets sont sceptiques sur la volonté ou le pouvoir des nouveaux Ministres à leur procurer du travail ;
- 38 % au contraire espèrent fermement que ces nouveaux Ministres supprimeront le chômage.

B - LES JEUNES CHOMEURS ET LA RELIGION

Poto-Poto possède un essaim de religions diverses ; nous trouvons tout d'abord les deux grandes religions implantées par les européens : le Catholicisme et le Protestantisme. Ensuite, nous pouvons constater une implantation assez importante de l'Armée du Salut et à un degré moindre les "Témoins de Jéhovah" qui sont les derniers représentants des religions occidentales.

A côté de ces religions il y a une foule de religions locales, fondées par les africains et qui sont pour la plupart des interprétations locales des religions occidentales. Les principales sont :

Le Matsouanisme qui intéresse les Balalis et Bassoundis.

Le Kinbangisme, chez les Bacongos.

Le Bougisme ou Zéphirinisme, chez les Vilis et Loangos.

A ces trois principales religions doivent s'ajouter toute une foule de messianismes secondaires, de rameaux schismatiques des messianismes principaux, (c'est ainsi que les Matsouanistes se partagent en Kakinistes et Corbeaux, suivant la couleur de leurs habits), etc.

Nous n'entrerons point dans les détails de ces messianismes ; il suffira de se rapporter à l'ouvrage de G. Balandier : "Sociologie de l'Afrique Noire".

Enfin est représenté la religion Musulmane, religion de la minorité des émigrants musulmans ; ils sont séparés assez nettement des autres, et vivent dans un quartier spécial.

a) Vie religieuse des jeunes chômeurs

Nous ne pouvons donner que les proportions générales de sujets qui affirment appartenir à telle ou telle religion, n'ayant pu vérifier rigoureusement si les sujets interrogés étaient baptisés ou non.

- 55 % s'estiment Catholique ;
- 28 % s'estiment Protestants ;
- 5 % s'estiment Salutistes ;
- 4 % avouent être Kinbangistes ;
- 8 % se veulent païens.

Ces chiffres n'ont qu'une valeur documentaire, il faudrait les comparer aux proportions de la population générale ; or une enquête de démographie religieuse n'a jamais été faite à Brazzaville. On peut remarquer le petit nombre de Salutistes et surtout d'adeptes des religions africaines, ces chiffres montrent une désaffection générale des jeunes à l'égard de ces religions.

Pour préciser quelque peu cette appartenance religieuse on peut se placer sur deux plans :

1. Plan des marques extérieures d'appartenance religieuse (fréquentation des offices essentiellement).

Nous pouvons apporter dans ce domaine quelques données :

- 66 % des sujets affirment appartenir à une religion, assistent régulièrement aux offices, c'est-à-dire pour la plupart le Dimanche ;
- 26 % y assistent d'une façon très irrégulière .

On peut être surpris par ces 66 % de jeunes chômeurs qui assistent régulièrement aux offices ; cependant quand on constate l'immense masse de jeunes de jeunes qui sortent des offices catholiques et protestants, ce chiffre n'a plus rien d'extraordinaire.

Il faut pourtant dissiper un certain malentendu : cette fréquentation importante aux offices n'est pas signe évident d'une adhésion complète à telle ou telle religion, la plupart de nos sujets trouvent dans les offices un intérêt purement esthétique, un plaisir à écouter les chants, à participer aux choeurs, à admirer le faste des cérémonies. Pour beaucoup, l'office du Dimanche est une occasion de spectacle gratuit ; c'est ainsi qu'un nombre assez important de nos jeunes passent leur matinée du Dimanche à assister aux divers offices de religions différentes.

Appartenance religieuse de ceux qui ne vont point aux offices ou n'y vont qu'irrégulièrement :
Parmi ces 34% de sujets, nous ne trouvons aucun adeptes de l'Armée du Salut ou des religions africaines.

Ils appartiennent tous aux religions catholique et protestante.

Nous trouvons :

- 57% de Catholiques ;
- 43% de Protestants.

Quand on sait que les proportions relatives de Catholiques et Protestants dans la population générale de jeunes chômeurs sont de 66% et 34%, on s'aperçoit que les Protestants ont une tendance plus nette que les Catholiques à ne pas assister ou à assister irrégulièrement aux offices.

Ne serait-ce pas là la conséquence de la médiocrité du spectacle offert par l'office protestant ?

2. Plan de la foi personnelle

On ne peut imaginer de domaine plus difficile à inventorier. Notre réussite à été ici assez médiocre.

C'est seulement avec 33% des sujets que nous sommes arrivés à avoir une conversation réelle sur les problèmes religieux, 33% seulement de nos sujets ont une quelconque conscience du "fait religieux".

b) Perception par nos sujets de la structure religieuse

Comment perçoivent-ils cette réalité religieuse, particulièrement complexe ?

- 51% de ceux-ci nous ont fait des réponses montrant qu'ils perçoivent d'une façon assez exhaustive la réalité religieuse. Ils y mêlent les religions importées de l'extérieur et les religions africaines.

- 31% limitent la structure religieuse aux trois religions importées : Catholicisme, Protestantisme, Salutiste. Ils ne perçoivent pas les religions africaines comme des religions comparables aux précédentes, ce sont pour eux de simples organisations ;

- 5% limitent la structure religieuse aux religions Catholique et Protestante ;

- 4% donnent au mot "religion" un sens très particulier, religion = Paroisse, église et ils nous donnent la liste des églises et temples de Poto-Poto ;

- 9% de réponses indéterminées.

Ce tableau demanderait une analyse beaucoup plus fine ; nous donnerons seulement deux précisions :

- 24% de nos sujets seulement font mention de la religion Musulmane ;

- Parmi ceux qui mentionnent les Témoins de Jéhovah, 73% les considèrent comme apparentés aux religions africaines, 27% seulement les mettent sur le plan des religions importées.

c) Attitudes devant le messianisme africain

Nous avons porté tous nos soins à cette question et établi des séries de questionnaires pour connaître l'attitude de nos sujets face aux trois messianismes principaux : MATSOUANISME, KINBANGISME, BOUGISME. Nous nous limiterons ici aux résultats concernant le MATSOUANISME.

Il est remarquable de voir qu'aucun sujet n'accepte de participer à ce messianisme :

- 10% auraient une attitude bienveillante à son égard, c'est-à-dire admettent que les gens sont libres de pratiquer la religion qui leur plaît ;

- 25% avouent ne rien connaître du MATSOUANISME ;

- 65% enfin rejettent cette religion violemment avec force moqueries. De nombreuses nuances d'ailleurs entrent dans ce refus :

- 10% ne motivent pas leur refus ;

- 6% la rejettent parce qu'il s'agit d'une religion de Balalis ;

- 7% la rejettent parce que les Matsouanistes ont créé ou créent encore des troubles sociaux et ont adopté une attitude d'opposition à l'administration ;
- Les 42% qui restent refusent le MATSOUANISME parce que leurs esprits ne peuvent admettre certains aspects de la doctrine ou certaines de ses manifestations.

Cette population de 42% a réfléchi au problème que pose le MATSOUANISME, elle refuse en connaissance de cause ; c'est elle qui est la plus intéressante à étudier.

Des réponses expriment le refus des sujets :

- 50% refusent de croire que MATSOUA est toujours vivant ;
- 31% traitent de la divinité de MATSOUA qui est considéré comme un homme comme les autres ;
- 11% refusent de croire au MATSOUANISME, parce que MATSOUA est un africain comme eux, et qu'il s'agit d'une religion africaine ;
- 3% motivent leur refus de croire par le fait que le MATSOUANISME n'est pas une religion universelle, qu'elle n'est que locale ;
- 3% ne peuvent croire en une religion qui n'a pas de "siège", c'est-à-dire pas d'église ou de cathédrale ;
- 2% de réponses diverses.

C - LES GROUPES DE CAMARADERIE

Dans le cadre de POTO-POTO, le jeune chômeur se trouve pris dans un réseau de relations de camaraderie et d'amitié avec d'autres jeunes gens de son âge.

Nous trouvons deux catégories de groupes :

1. Le groupe d'amis, c'est-à-dire le groupe de jeunes gens qui sont le plus souvent ensemble, qui se promènent en bande et se voient quotidiennement.
2. Les groupes institutionnalisés, les "clubs" pour leur donner le nom employé par les sujets eux-mêmes, à caractère essentiellement sportif et qui sont des organisations comprenant un bureau, des cotisations, des réunions périodiques, etc.

I - Les groupes d'amis

Ils sont caractéristiques : on rencontre sans cesse le long des routes des bandes de jeunes flâneurs, ils sont 4 ou 5, en quête de nourriture ou de travail, ils s'entraident, échafaudent des projets d'avenir.

Le groupe d'amis a une importance considérable dans la vie quotidienne de nos sujets, car la majeure partie de la journée du chômeur se passe dans la rue avec des camarades.

A. Structure de ces groupes d'amis

Importance numérique

Selon l'analyse d'une centaine de ces groupes, on trouve :

Groupes comprenant 2 individus	11%
" " 3 "	21%
" " 4 "	26%
" " 5 "	19%
" " 6 "	10%
" " 7 "	2%
" " 8 & + "	11%

Nous possédons 4 renseignements sur chacun des sujets constituant ces groupes : AGE - ADRESSE - TRIBU - SITUATION SOCIALE.

Nous éliminerons l'âge pour les raisons que nous avons exposées dans notre analyse statistique.

Nous nous contenterons d'envisager la TRIBU et la SITUATION SOCIALE.

1. Structure tribale

Ce domaine est très important ; nous avons vu que la structure tribale exerce une pression extraordinaire à POTO-POTO, elle est à la base des luttes politiques, elle remplit le climat psychologique de la ville d'une atmosphère générale de lutte sourde, etc. Une question essentielle se pose :

Est-ce que les jeunes chômeurs participent avec autant de vigueur que les autres à cette lutte tribale latente, sont-ils aussi "contraints" que les autres couches de la population par leur appartenance tribale ?

L'analyse tribale de ces groupes d'amis peut nous donner un début de réponses. Voici les proportions générales que nous avons pu obtenir :

- Groupes homogènes, c'est-à-dire ne comprenant que des gens appartenant à une même tribu : 42 %
- Groupes comprenant des sujets appartenant à des tribus apparentées, exemple : M'BOCHIS, KOUYOUS, LIKOUBA ou BALALIS, BACONGO, BASSOUNDIS : 22 %
- Groupes hétérogènes, c'est-à-dire comprenant des sujets de tribus très différentes et opposées politiquement (telles que les BALALIS et M'BOCHIS) : 22 %
- Groupes indéterminés, parce que comprenant des associations entre les sujets d'une telle tribu avec des BATEKES (sans spécifier s'il s'agissait de BATEKES du Nord ou de BATEKES du Sud) : 14 %

Ces oppositions intertribales ne semblent entamées que dans des proportions faibles dans les groupes de jeunes chômeurs : presque les 3/4 de leurs groupes d'amis suivent le clivage tribal :

Afin de déterminer la superstructure psychologique de cette organisation tribale, nous avons posé à 100 sujets la question suivante :

"Préfères-tu avoir des amis de ta "race" ou des amis de "race différente" ?

- 32 % veulent uniquement des amis de la même tribu qu'eux-mêmes ;
- 38 % veulent des amis de tribus différentes de la leur ;
- 29 % ne choisissent pas, ils admettent les deux solutions ;
- 1 % veut des amis d'une tribu différente, mais cependant apparentée à la sienne.

Les explications suivantes ont été recueillies :

a) Ceux qui veulent choisir leurs amis uniquement dans leur propre tribu

- 48 % justifient leur décision en faisant un tableau sombre des tribus étrangères : voleurs, batailleurs, etc. ;
- 20 % brossent un tableau favorable des gens de leur propre tribu ;
- 4 % de réponses diverses ;
- 28 % ne motivent pas leur choix.

b) Ceux qui veulent choisir leurs amis uniquement dans des tribus étrangères

- 53 % estiment que fréquenter des gens de sa tribu, c'est risquer la trahison, les "histoires", etc. ;
- 17 % prévoient, en choisissant des amis étrangers, la possibilité d'être accueillis par quelqu'un lors de voyage dans les territoires des tribus auxquelles ils appartiennent ;
- 10 % rejettent les amis de leur tribu parce qu'avec eux on ne peut que ressasser des questions de coutumes, d'ancêtres, ou parler la langue des anciens, etc. ;
- 10 % expriment leur curiosité de savoir comment vivent les autres ;
- 10 % ne motivent pas leur choix.

c) Ceux qui admettent les deux possibilités

La grande majorité ne réussit pas à exprimer ses motivations. Une minorité (20 % environ) justifie cette absence de choix par des considérations générales sur la fraternité humaine, l'égalité de tous les hommes, etc.

Nous pouvons aussitôt prévoir de grandes différences entre les domaines sociologiques et psychologiques.

Notre analyse objective des groupes d'amis a donné 64 % de groupes tribalement homogènes et seulement 22 % hétérogènes, alors que notre analyse psychologique donne 68 % de sujets qui acceptent la camaraderie d'étrangers, contre seulement 32 % qui la refusent fermement. Il existe ainsi un décalage entre les opinions de nos sujets, les conceptions psychologiques et la réalité : ces groupes d'amis ne se forment pas entièrement librement, leur organisation subit fortement la pression de la structure tribale générale, mais la

réalité psychologique nous montre un désir assez net des jeunes lettrés de se débarrasser de ce racisme inter-africain, de faire éclater ces séparations tribales.

2. Situation professionnelle

Dans cette optique nous pouvons diviser les membres des groupes d'amis en trois grandes catégories :

- Chômeurs
- Travailleurs
- Ecoliers

Nous obtenons les proportions suivantes :

- | | |
|---|------|
| - Groupes ne comprenant que des chômeurs | 15 % |
| - Groupes comprenant chômeurs et travailleurs | 55 % |
| - Groupes comprenant chômeurs et écoliers | 10 % |
| - Groupes comprenant chômeurs, écoliers, travailleurs | 20 % |

Nous trouvons un mélange assez grand entre les diverses catégories de sujets ; en fait, les jeunes chômeurs lettrés ne forment point une classe à part parmi la jeunesse de POTO-POTO. Cela tient à une cause psychologique : tous les jeunes sont des chômeurs "possibles". Ceux qui travaillent savent qu'ils peuvent être renvoyés d'un jour à l'autre, et qu'ils ne retrouvent pas de travail ; ceux qui sont encore à l'école savent que dès qu'ils la quitteront, ils sombreront dans la situation de "sans-travail" de leurs camarades.

B. Vie intérieure de ces groupes

Nous n'avons pu obtenir de données précises dans ce domaine ; quelques caractéristiques générales se dégagent cependant. Dans ces groupes d'amis la solidarité matérielle jouée à plein. Chacun des membres partage avec ses camarades la nourriture ou l'argent qu'il a pu se procurer. Tous passent la plus grande partie de la journée dans le groupe : ils se promènent, vont ensemble jouer au foot-ball, organisent des plans de "sollicitation" en ville européenne ; en un mot, c'est dans ces groupes que nos jeunes chômeurs cherchent à faire passer ce temps qu'ils ne peuvent remplir d'une façon efficace. Bien souvent, les camarades se réunissent chez l'un d'eux, ils font des dictées, des problèmes, des lectures diverses "pour ne pas perdre ce que l'on a appris à l'école" expliquent-ils.

Mais surtout au sein de ces bandes, on parle, on parle beaucoup, le plus souvent pour ne rien dire, mais parfois d'une façon sérieuse. Nous avons essayé de recenser les sujets de ces conversations. Nous avons réussi à surprendre 50 conversations dans ces groupes de camarades.

- 21 avaient trait au travail, chômage, difficultés de "solliciter", aux moyens d'obtenir du travail, etc. ;
- 16 élaboraient des projets d'avenir : "lorsqu'on travaillera, lorsqu'on aura de l'argent". Certains énumèrent les objets qu'ils achèteront. Un nombre non négligeable exprime son désir de voyager, de quitter Brazzaville ;
- 6 avaient comme sujet le sport ;
- 3 traitaient de questions d'écoles, de maîtres ;
- 2 n'étaient que des descriptions de scènes auxquelles les sujets avaient assisté ;
- 1 traitait de Dieu ;
- 1 traitait d'une affaire du village

Ce n'est là que données fragmentaires, mais l'on s'aperçoit que la vie psychologique de ces groupes est occupée par le problème du travail. Les conversations reviennent sans cesse là-dessus, leur situation de chômeurs est pour les sujets une véritable obsession.

II - Groupes de camarades institutionnalisés = les CLUBS

Nous avons étudié un certain nombre de ces clubs : pour chaque club, nous analysions tout d'abord son organisation interne, ses activités, puis nous faisons remplir à chacun

de ses membres la fiche signalétique générale ; ainsi nous arrivions à avoir la structure complète de ces clubs.

Dans le cadre de ce rapport, nous en avons choisi 10 au hasard, dont nous présentons à titre d'exemple l'analyse générale (voir annexe III).

A. Structure des clubs

Ces quelques résultats demanderaient une analyse statistique complète. Nous ferons seulement ressortir quelques généralités parmi les plus importantes.

1. Effectif

La moyenne des effectifs de ces clubs est de 29 membres. En fait, l'échelle varie d'une façon assez importante puisque le club le plus limité numériquement comprend 16 membres et le plus large 41.

2. Structure tribale

Nous trouvons deux grandes catégories de clubs :

— Les clubs tribalement homogènes :

Il s'agit de E.B.R., NANCY, ROUBAIX, SERPENT NOIR, VATICANO, VOLTIGEURS. E.B.R. comprend une immense majorité de sujets appartenant aux tribus du Nord (27 membres), les tenants du Sud ne comptent que 3 membres.

ROUBAIX et VATICANO sont au contraire des clubs comprenant presque uniquement des membres appartenant aux tribus du Sud.

NANCY, SERPENT-NOIR, VOLTIGEURS, il s'agit d'une homogénéité différente de celles des deux cas précédents qui sont fondés sur la séparation Nord/Sud, alors que dans ces clubs nous avons une homogénéité TEKE sans tenir compte du Nord ou du Sud, puisque les TEKES sont écartelés entre les deux.

— Les Clubs hétérogènes :

LENS, LOUVAIN, PIGEON-VERT, REIMS sont des clubs qui se caractérisent par un brassage complet dans leur sein de membres appartenant aux tribus du Nord et de membres appartenant aux tribus du Sud. Nous avons en résumé :

	LENS	LOUVAIN	PIGEON-VERT	REIMS
NORD	13	23	17	6
SUD	16	17	10	9

Le nombre de nos clubs est beaucoup trop faible pour pouvoir donner des conclusions valables. Cependant, les clubs hétérogènes semblent être en nombre égal aux clubs homogènes : c'est dans ces organisations que se malaxent les sujets d'origine tribale différente, c'est là que se perdent les préjugés tribaux, le club des jeunes est le noeud même de l'éclatement tribal, une moitié d'entre eux représentent un refus complet de l'organisation traditionnelle.

3. Situation sociale

Les clubs aussi représentent un creuset des trois groupes sociaux : chômeurs, travailleurs, élèves.

Les proportions générales entre ces trois groupes sont les suivantes :

- 48 % de chômeurs ;
- 32 % de travailleurs ;
- 20 % d'élèves.

Sous cet angle nous trouvons 4 catégories de clubs :

1. Club à majorité de travailleurs : E.R.B. ;
2. Clubs à majorité de chômeurs : LENS, LOUVAIN, NANCY, REIMS, VOLTIGEURS ;
3. Clubs à majorité d'élèves : PIGEON-VERT ;
4. Clubs contenant en proportions à peu près égales des chômeurs et des travailleurs : ROUBAIX, SERPENT-NOIR, VATICANO.

Ce mélange entre les 3 catégories de sujets montre en effet, comme nous le faisons remarquer précédemment, la séparation entre les chômeurs et ceux qui travaillent ou qui sont encore à l'école est assez factice ; les sujets pour leur part ne semble pas la faire.

D'autre part, nous retrouvons les 4 clubs tribalement hétérogènes dans les catégories comprenant une majorité de chômeurs et d'élèves, il semble que ceux qui travaillent sont beaucoup moins souples que les autres au brassage inter-tribal.

4. Origine scolaire

Les clubs sont aussi un lieu de brassage entre les sujets venant d'école de nature différente.

Les proportions générales sont les suivantes :

- 57% viennent d'écoles catholiques ;
- 28% viennent d'écoles officielles ;
- 13% viennent d'écoles protestantes ;
- 2% viennent d'écoles salutistes.

Nous avons quatre clubs qui sont formés en grande majorité de scolarisés d'écoles catholiques :

LENS, NANCY, SERPENT-NOIR, VOLTIGEURS.

Les autres comprennent des proportions variables de sujets d'origines scolaires différentes.

C'est là un des dynamismes qui se trouve à la base de la formation des clubs : l'origine scolaire. Les sujets ont tendance à se réunir entre anciens d'une même école ; bien souvent le club s'est formé à l'école même et a continué après la descolarisation. Dans cette optique, il semble que les scolarisés des écoles catholiques ont un sens plus aigu que les autres de cette solidarité scolaire, ils représentent 57% des membres des clubs alors qu'ils ne sont que 40% environ de la population scolarisée générale, de plus, ce sont les seuls qui aient formé des clubs d'origine scolaire quasi homogènes.

5. Temps d'urbanisation

Pour l'ensemble des sujets intégrés dans les dix clubs nous avons :

- Natifs de Brazzaville	45%
- Arrivés avant 1950	14%
- " en 1950	5%
- " 1951	2%
- " 1952	8%
- " 1953	6%
- " 1954	4%
- " 1955	7%
- " 1956	6%
- " 1957	3%

La tendance qui se dégage de ce tableau est nette : le temps d'urbanisation est un facteur important de l'appartenance aux clubs, plus un sujet a vécu longtemps en ville plus il est urbanisé, plus il a tendance à s'intégrer dans un club. Cette conclusion se dégage d'une comparaison entre ce tableau et le tableau correspondant de la population générale des jeunes. C'est ainsi par exemple que la population générale des jeunes se compose seulement de 13,4% de natifs de Brazzaville, alors que celle de nos sujets appartenant à des clubs en compte 45%, cette tendance se dégagerait de l'analyse détaillée de chaque compartiment de notre tableau.

6. Niveau scolaire

Ces clubs sont aussi un mélange de jeunes gens de niveaux scolaires différents (depuis les illettrés, jusqu'aux élèves de 3ème secondaire). Nous obtenons les proportions générales suivantes :

- Illettrés	9%
- CP1	3%
- CP2	7%
- CE1	6%

- CE2	16 %
- CM1	17 %
- CM2	28 %
- CEP	2 %
- 6ème	5 %
- 5ème	3 %
- 4ème	1 %
- 3ème	2 %

Dans chaque club nous trouvons des différences de proportions négligeables, n'entraînant pas la possibilité d'une classification.

7. Age

La moyenne des âges de l'ensemble de nos sujets intégrés dans des clubs est de 18 ans 3 mois. Ce chiffre n'a qu'une valeur d'information vue la fantaisie des jugements supplétifs remplaçant les actes de naissance.

Bureau Dirigeant : Nous sommes ici dans un domaine intéressant, celui des leaders. Le bureau est élu par tous les membres du club. Il s'agit de savoir quels sont les facteurs qui font choisir tel ou tel élément comme chef. Nous allons essayer de comprendre les dynamismes qui se trouvent à la base de la hiérarchie interne de ces clubs.

Nous devons répondre à la question générale suivante :

"L'âge, le niveau scolaire, l'origine scolaire, le temps d'urbanisation, la situation sociale, l'appartenance tribale, exercent-ils une pression sur le choix des leaders, et si oui, dans quelles proportions ?"

L'âge joue un rôle important. Les clubs choisiront comme dirigeants des individus adultes, c'est ainsi que 3 clubs ont des présidents qui ont plus de 25 ans.

L'importance de ce facteur ressort de la différence existant entre la moyenne d'âge générale (18 ans, 3 mois) et la moyenne d'âge de l'ensemble des membres des bureaux dirigeants (21 ans, 4 mois).

Le niveau scolaire : A part le club PIGEON-VERT, formé dans sa majorité de sujets encore à l'école, et où la hiérarchie correspond à peu près aux niveaux scolaires, le facteur niveau scolaire n'exerce aucune influence sur le choix des chefs, c'est ainsi que parmi la population des dirigeants nous trouvons 6 illettrés !

L'origine scolaire : il semble que nous pénétrons ici dans un domaine où sévissent certaines luttes d'influence. La solidarité d'origine scolaire semble jouer : c'est ainsi que dans les clubs de LENS, NANCY, VOLTIGEURS, qui comprennent une majorité de scolarisés catholiques (57), la minorité (21), assez importante d'anciens élèves des autres établissements n'est absolument pas représentée dans les bureaux dirigeants. Dans les autres clubs il y a un essai d'équilibre, le bureau dirigeant essaie d'être le reflet, imparfait d'ailleurs, des proportions d'origine scolaire des membres du club.

Le temps d'urbanisation ne semble jouer aucun rôle dans ce domaine.

La situation socio-professionnelle est très importante ; il ressort de la comparaison des proportions de chômeurs, travailleurs et élèves entre la population générale des membres des clubs et la micro-population des dirigeants.

	POPULATION DE TOUS LES MEMBRES	LES DIRIGEANTS
CHOMEURS	48 %	33 %
TRAVAILLEURS	32 %	57 %
ELEVES	20 %	10 %

La tendance générale est inversée : ce sont les travailleurs qui sont de préférence choisis comme dirigeants. A part le club d'élèves PIGEON-VERT, les scolarisés actuels sont partout éliminés des organismes dirigeants.

L'appartenance tribale joue évidemment un rôle important dans le choix des membres dirigeants.

— Dans les clubs tribalement homogènes il n'y a pas de problème, la majorité écrase la minorité, cette dernière n'a généralement aucun représentant dans les bureaux dirigeants, elle ne représente d'ailleurs que 2/9 des effectifs de ces clubs.

— Dans les clubs tribalement hétérogènes, nous trouvons un essai de conserver dans le bureau dirigeant les proportions de la structure tribale du club, une seule exception doit être faite pour le club LOUVAIN, où une tribu, les Bangangoulous, ont réussi à occuper presque toutes les places dirigeantes bien qu'ils ne représentent que les 3/7 de l'effectif d'ensemble.

En conclusion, quatre facteurs se conjuguent pour expliquer l'organisation des bureaux dirigeants : l'âge, l'origine scolaire, la situation sociale, l'appartenance tribale. Ces quatre facteurs ne sont pas d'ailleurs à mettre sur le même plan, l'âge et la situation sociale sont directement positifs, c'est-à-dire l'individu âgé et le travailleur seront choisis de préférence aux autres.

L'origine scolaire et l'appartenance tribale ont une action beaucoup plus complexe, ces facteurs entraînent des tendances diverses, c'est autour d'eux que s'effectuent les luttes internes du club.

B. Importance de ces clubs

Elle ressort de cette simple constatation :

— 53% de nos sujets appartiennent à une de ces organisations.

C. Activité de ces clubs

L'activité de base en est le foot-ball, mais il s'agit d'un foot-ball très particulier : il se joue avec des petites balles en mousse (le coût d'un ballon de cuir ordinaire étant trop élevé) sur un terrain d'une cinquantaine de mètres de long ; les poteaux de but sont très étroits et bas. Les règles du jeu, communes à tous les clubs de Poto-Poto et de Bacongo, sont, elles aussi originales, elles tendent à une simplification à l'excès du jeu de foot-ball ordinaire. C'est autour de cette activité générale que s'organisent les activités intérieures du club.

1. Activités intérieures

Nous trouvons deux sortes d'activités intérieures :

Réunions : Chaque semaine ou tous les quinze jours suivant les clubs tous les membres du club se rassemblent dans la maison d'un des membres du bureau. Quatre thèmes généraux sont examinés durant ces réunions qui peuvent durer une ou deux heures.

— On commente la partie de foot-ball précédente, on cherche à déterminer suivant le cas les causes de la défaite ou le facteur qui a permis la victoire ; le président félicite ou réprimande le ou les joueurs qui se sont fait remarquer en bien ou en mal durant la partie.

— On prépare la partie prochaine ; on adopte ce que les sujets appellent le "classement", c'est-à-dire on décide la composition de l'équipe qui représentera le club, ce classement entraîne généralement de grandes discussions, parfois de véritables disputes ; enfin le président ou l'entraîneur donne quelques conseils généraux de tactique de jeu.

— On règle les différents qui ont pu s'élever entre les membres du club durant la semaine écoulée. Ici, nous sortons du cadre proprement sportif : toutes les tensions internes sont examinées, qu'il s'agisse d'histoires de filles ou d'histoires familiales entre deux frères. Le club joue le rôle de tribunal, tous les membres discutent de l'affaire ; généralement le président donne sa solution du problème, plus rarement on procède par vote.

— Enfin, on règle les questions financières en suspend : paiement des cotisations, des amendes, etc.

Séances d'entraînement : Ces séances ont lieu généralement deux fois par semaine. Un membre du bureau est toujours présent. Elles se placent vers la fin de la journée et durent environ une heure. Les membres du club se partagent en deux camps et il font une partie ordinaire sans se soucier d'un véritable entraînement. Le lieu de cet entraînement est toujours le même, il s'agit d'un terrain vague qui entoure Poto-Poto. Ce terrain est la propriété d'un club et cette propriété est reconnue par tous les autres clubs.

2. Activités extérieures

Les rencontres entre les clubs se déroulent suivant un scénario pratiquement toujours le même : un président du club lance au début de la semaine un défi à un club adverse ; il écrit une lettre qui n'est qu'un tissu de moqueries sur la faiblesse de l'adversaire, sur la défaite qui l'attend, le tout en termes insultants ; le bureau du club ainsi défié, répond par une lettre d'acceptation en des termes, si possible, plus violents.

La fin de la semaine, à partir du Jeudi en général, est occupée par la préparation psychologique de la partie qui se déroulera le Dimanche matin : les membres des clubs en présence, leurs amis et voisins ponctuent chacune de leur rencontre par des insultes et des moqueries, ou assistent à des débuts de bagarre, etc.

Le samedi soir, chaque équipe se rend chez son féticheur attiré : il s'agit de réduire à l'impuissance le fétiche adverse pour que son propre fétiche puisse donner la victoire ; dans le cas des matchs importants, ces cérémonies chez le féticheur peuvent durer toute la nuit. Le dimanche matin les 2 équipes se trouvent en présence, arborant les maillots les plus beaux.

Le terrain vague où se place la partie est entouré d'une véritable foule de gens qui viennent encourager leur équipe. Le jeu est haché d'incidents, de véritables batailles rangées mettent aux prises les deux adversaires, les spectateurs participent à la lutte ; tant bien que mal on arrive au bout de l'heure de partie. Le club vainqueur et ses partisans défilent dans les rues, en hurlant de joie, le retour dans le quartier prend l'allure de triomphe. Pendant la semaine les vainqueurs feront l'objet de félicitations, ils se vanteront en termes homériques de leur victoire, les vaincus seront ridiculisés, ils n'oseront plus sortir, seule une victoire pourra effacer leur honte. Parfois, quelque commerçant ou quelque président de club met une coupe de verre en jeu : la lutte prend un caractère encore plus acharné.

Ces défis, ces moqueries, cette lutte de prestige entre ces organisations de jeunes prend un caractère véritablement exacerbé : on ne peut manquer de les mettre en parallèle avec ces cérémonies traditionnelles où le défi, les moqueries servaient de fond psychologique à une même lutte de prestige entre deux chefs de tribu ou de clan. Il semble que ce substrat psychologique identique, représente un lien entre le passé ancestral et un présent qui malgré les apparences n'en est pas tellement éloigné.

Nous devons faire une dernière remarque sur ces clubs : chacun est lié par son nom en général à un club de foot-ball européen, les joueurs porteront si possible des maillots aux couleurs de ce même club. Derrière cette liaison il n'y a plus qu'un jeu, il y a l'espoir inconscient d'acquiescer avec le nom la "puissance" de son propriétaire.

D. Organisation du club

Les finances : Les recettes sont formées par les cotisations payées par les membres. Ces cotisations varient de 50 à 150 francs par mois ; généralement les membres du bureau doivent payer une somme plus élevée, ainsi que tous ceux qui ont du travail. Ces cotisations sont évidemment payées d'une façon extrêmement irrégulière par les chômeurs et nous trouvons une cause de tension permanente à l'intérieur du club. La caisse du club est complétée par les amendes qui sanctionnent certaines infractions à la discipline.

Les dépenses s'effectuent dans les directions suivantes :

- achat de balles de mousse ;
- achat de maillots et de shorts ;
- paiement du féticheur attiré ;
- achat de nourriture pour les repas que les membres du club prennent parfois en commun ;

— si possible, une somme d'argent est conservée en vue de venir en aide à un membre du club qui pourrait en avoir un impérieux besoin.

Discipline interne : La discipline du club est assez rigoureuse :

Les fautes vénielles sont sanctionnées par une amende qui s'élève à dix ou quinze francs : ces fautes comprennent le retard aux réunions ou aux séances d'entraînement. Les fautes plus graves comme les absences injustifiées ou les provocations à l'égard d'autres membres du club sont sanctionnées par :

- le retrait du maillot durant une ou plusieurs parties, le joueur devra resté torse nu, ce qui le remplit de honte ;
- l'empêchement de jouer durant une ou plusieurs parties ;
- le renvoi pur et simple du club, cette sanction n'est prise que dans des cas extrêmement rares.

CONCLUSION

Ces clubs de jeunes présentent un grand intérêt, malheureusement nous n'avons pu dépouiller tous les renseignements que nous avons sur eux, vu le caractère superficiel de ce premier rapport. D'une façon générale, nous pouvons leur trouver une signification à la fois psychologique et sociologique.

Dans le cadre actuel de la société africaine, le jeune chômeur lettré est un paria, comme nous l'avons vu il trahit son rôle de soutien économique familial, il devient un parasite honteux. Dans une société où le prestige est l'ossature même des relations humaines, nos sujets se trouvent au dernier rang de la hiérarchie avec leurs haillons et leurs connaissances intellectuelles sans rapport. C'est dans ces clubs qu'ils créent un monde à leur mesure, c'est là qu'ils placent cette lutte de prestige qui leur est refusée dans la société normale. Dans ces clubs ils se ferment au monde extérieur, ils adoptent une hiérarchie accessible à tous où l'argent n'a pas de place. Cette activité de club est une activité de compensation, elle est un refus d'accepter complètement une situation dont on a honte !

D'autre part, cette véritable organisation sociale que sont les clubs, micro-société dans la société, démontre s'il en est besoin que les jeunes ne sont pas satisfaits par les clivages de la société générale, clivages basés comme nous l'avons vu sur la tribu ou le clan ; ces clubs, même ceux qui sont tribalement homogènes, sont un essai de remplacer l'organisation des adultes, c'est une société de remplacement, ils concrétisent l'insatisfaction qu'ont les jeunes d'une société tribale où règnent les anciens.

III. DANS LE CADRE DE LA FAMILLE URBAINE

A cet égard des renseignements sont donnés par notre analyse statistique (annexe n° 1).

Dans notre étude de la situation matérielle de nos sujets nous concluons à leur dépendance quasi complète à l'égard de la famille urbaine, dépendance qui affecte tous les secteurs de l'existence matérielle de nos chômeurs.

Dans ce chapitre nous tenterons surtout de décrire le halo psychologique entourant cette dépendance, essayant d'en saisir les conséquences sur les relations humaines à l'intérieur de la famille.

Nous ne reviendrons pas sur cette dépendance économique, cependant il faut la garder sans cesse à l'esprit tout le long de notre analyse, car elle explique les motivations décelées.

Nous donnerons tout d'abord quelques généralités sur l'atmosphère psychologique régnant à l'intérieur de ces familles, cherchant tout au moins à déterminer l'attitude générale que nos sujets adoptent vis-à-vis de la famille urbaine ; ensuite nous donnerons des précisions sur les activités de nos sujets à l'intérieur de la famille, enfin nous essaierons de déterminer la pression qu'exerce la famille urbaine sur leur vie extérieure en recherchant ses traces dans les principaux compartiments de leur existence.

A - ATTITUDES GENERALES A L'EGARD DE LA FAMILLE URBAINE

Chercher directement à déterminer l'attitude d'ensemble du jeune chômeur lettré à l'égard de sa famille urbaine est quasiment impossible. Nous avons posé à un échantillon la question générale :

"Es-tu maltraité dans ta famille ?"

et à un autre échantillon :

"Es-tu content d'être dans ta famille ?"

Nous avons obtenu les mêmes proportions dans les deux séries de résultats :

— 36% des sujets s'estiment maltraités ou sont mécontents de la famille urbaine où ils se trouvent. Cependant ces résultats doivent être interprétés : il ne s'agit pas d'un jugement affectif tel que nous pourrions l'attendre d'un membre de la famille occidentale, mais d'une constatation de l'impossibilité de la famille de satisfaire les besoins matériels du sujet. En fait, 36% des sujets estiment que la famille ne joue pas son rôle de soutien et ne satisfait pas leurs besoins matériels.

Nous avons essayé de reprendre le problème d'une autre façon. Nous avons posé aux sujets les 2 questions suivantes :

"Voudrais-tu quitter ta famille ?"

"Si tu travaillais, irais-tu t'installer dans une autre maison ?"

- 32% des sujets répondent par l'affirmative à la première question ;
- 36% à la seconde.

Ainsi nous pouvons dire que le 1/3 environ de nos sujets ont une attitude générale négative à l'égard de leur famille urbaine, la majorité de ces mécontents sont chez leur oncle maternel.

Essayons maintenant de découvrir si les sujets ont conscience que leur statut de jeunes, de descolarisés et de chômeurs joue un rôle dans les relations intra-familiales.

— 80% des sujets estiment que les descolarisés en chômage en général, sont maltraités dans leur famille.

Ils expliquent d'ailleurs ce traitement négatif de diverses façons.

- 30% expliquent ce traitement par le fait que les membres de la famille croient que s'ils ne travaillent pas, c'est de par leur propre volonté ;
- 28% expliquent ce traitement par la méchanceté innée et traditionnelle de la famille ;
- 22% le justifient par le fait que les jeunes descolarisés sans travail sont des "bandits" qui provoquent des ennuis incessants à leur famille ;
- 18% l'expliquent par le fait que les jeunes chômeurs de par leur chômage ne peuvent participer en rien à l'existence matérielle de la famille ;
- 2% de réponses diverses.

Nous avons essayé d'aller plus loin. Nous avons posé la question générale :

"Pourquoi alors le chef de famille les fait-il venir, ou tout au moins les encourage-t-il à quitter le village pour Brazzaville ?"

- 70% environ répondent que le tuteur voit là un moyen de gagner de l'argent, qu'il espère que le jeune garçon travaillera et lui apportera sa solde ;
- 20% répondent que les jeunes chômeurs eux-mêmes sont seuls responsables de leur venue à Brazzaville ;
- 10% évoquent la solidarité familiale.

Nous ne pouvons refaire dans ce domaine la même remarque que celle que nous faisons sur nos groupes de camaraderies.

Il existe une grande différence entre la réalité des relations psychologiques à l'intérieur de la famille urbaine et la perception générale qu'ont les sujets de ces mêmes relations. Alors qu'un tiers seulement des sujets ont effectivement une attitude négative à l'égard de leur propre famille.

— 80% jugent le sort familial des jeunes chômeurs en général comme particulièrement malheureux, et dans le fond c'est cette dernière proportion qui est importante, elle montre que les sujets ont une conscience très nette qu'il existe un conflit entre la catégorie sociale qui les comprend eux et leur famille. La réalité objective de ce conflit est beaucoup moins importante que la conscience qu'ils en ont.

B — ACTIVITES DE NOS SUJETS A L'INTERIEUR DE LA FAMILLE URBAINE

Nos sujets par définition ne peuvent participer au soutien matériel de la famille ; cependant, comme ils n'ont rien à faire, ils participent aux activités internes de la famille, en particulier ils aident les femmes dans leurs tâches domestiques : nous pouvons donner les précisions suivantes :

- 48 % de nos sujets participent au lavage général des habits ;
- 55 % vont chercher l'eau destinée à la consommation familiale ;
- 52 % font des travaux de ménage : balayer la case par exemple ;
- 62 % font une partie importante des commissions : marché, achats divers ;
- 69 % jouent le rôle de secrétaire de la famille, ils font les lettres et remplissent les papiers officiels nécessaires.

Ainsi nos jeunes garçons, de par leur situation de sans travail, sont ravalés au rang de domestiques, ils sont sous les ordres des femmes, pendant que le chef de famille va au travail et vaque à ses affaires.

Nos sujets souffrent-ils de ces occupations domestiques ?

Nous prendrons un seul exemple : celui du lavage des habits :

- 12 % seulement expriment leur mécontentement de devoir laver les habits de la famille, ils ont honte de faire ce travail de femme ;
- 88 % au contraire trouvent normal d'effectuer ce travail domestique. Ils justifient cette attitude par deux séries de motivations :
- 68 % constatent qu'il faut obéir au tuteur, de par son statut au sein de la famille ;
- 32 % voient dans ces travaux domestiques un moyen de "rendre" de compenser les dépenses qu'ils occasionnent à leur famille de par leur incapacité à rapporter de l'argent.

Nous voyons qu'à l'intérieur de la famille les jeunes chômeurs lettrés, sont pour au moins la moitié, ravalés au rang de domestique mais que, constatation étrange, ils ne semblent pas souffrir de cette situation inférieure, ils ont tendance à la trouver normale.

C — PRESSION DE LA FAMILLE URBAINE SUR L'ACTIVITE EXTERIEURE DE NOS JEUNES CHOMEURS LETTRES

Nous abordons ici une question importante : la famille urbaine exerce-t-elle une influence quelconque sur la vie extérieure de nos sujets ? Est-ce que cette dépendance économique que nous avons constatée se traduit par une dépendance générale de l'activité de nos sujets ?

Nous ne pouvons sous cet angle envisager de recenser toute l'activité de nos sujets ; nous nous sommes contentés de trois secteurs généraux :

1. le cinéma et le bar ;
2. les camarades ;
3. le domaine politique et religieux.

I. La famille urbaine et le cinéma et le bar

Dans 80 % des cas il y a défense de la part du chef de famille d'aller au cinéma ;

Dans 16 % il y a limitation des sorties ;

Dans 4 % le chef de famille n'exerce aucun contrôle sur les sorties au cinéma.

Les tuteurs justifient cette interdiction quasi générale de la manière suivante :

- 44 % refusent de laisser sortir les jeunes garçons la nuit de crainte qu'ils ne soient victimes de quelque agression ou qu'ils ne soient pris dans quelque bagarre ;
- 35 % voient dans le cinéma une "école de banditisme", ils craignent que les jeunes garçons ne veuillent imiter ce qui se passe sur l'écran ;
- 21 % justifient leur refus par leur manque d'argent.

Nous voyons par cet exemple que la base même de cette interdiction des séances de cinéma est une attitude paternaliste, un souci de protéger et le corps et l'esprit des jeunes garçons.

Nous avons posé aux sujets deux questions complémentaires. La première cherchait à déterminer si les sujets envisageraient de passer outre cette interdiction.

— 20% seulement d'entre eux pensaient pouvoir désobéir.

La seconde leur demandait si, ayant trouvé du travail et gagnant ainsi de l'argent, ils continueraient à accepter la tutelle familiale en ce domaine :

— 18% seulement des sujets affirment qu'ils briseraient cette pression familiale.

Dans le cas du bar, nous retrouvons presque exactement les mêmes données, sauf que la pression familiale est plus forte : 100% des sujets sont empêchés d'aller au bar par leur famille. Les causes générales données par cette interdiction sont les mêmes que celles données pour le cinéma.

2. La famille urbaine et les camarades

Nous nous trouvons ici dans un domaine conflictuel. On pourrait résumer la vie quotidienne de nos sujets comme un faisceau de pressions divergentes exercé par la famille, par la rue et les camarades.

Nous trouvons une unanimité complète dans ce domaine :

— 100% des cas examinés montrent que le chef de la famille exerce un contrôle strict sur les camarades avec lesquels les sujets sortent.

Le contrôle se justifie dans la grande majorité des cas par le fait que beaucoup de garçons de Brazzaville sont des voleurs et qu'il faut veiller à ne pas se commettre avec eux sinon on finit en prison.

Dans 88% des cas le tuteur demande au sujet d'amener ses camarades à la maison pour qu'il puisse juger s'il peut continuer à les fréquenter.

Ce contrôle exercé par la famille sur le choix des camarades explique peut-être en partie la proportion encore importante de groupes homogènes : la pression familiale s'exerce dans un sens "raciste" puisque ce sont les adultes qui sont les piliers de la structure tribale de la société ; l'action de la famille doit limiter le mélange tribal que souhaitent les jeunes.

3. La famille urbaine et les domaines religieux et politiques

Nous n'avons dans ce domaine que quelques renseignements de détails ; dans les cadres de notre enquête il nous était impossible de déterminer l'influence psychologique de la famille sur les conceptions religieuses et politiques de nos sujets. D'ailleurs, cette recherche aurait été assez vaine vu le peu d'intérêt réel que portent les jeunes chômeurs à ces deux catégories de problèmes.

Cependant :

— 62% des sujets subissent de la part de leur famille des pressions diverses pour leur faire assister aux offices du dimanche ;

— 41% seulement ont, durant la campagne électorale causé au moins une fois avec un membre de la famille de questions d'ordre politique.

Dans ce rapide exposé, il ressort que dans le cadre de la famille urbaine, les jeunes chômeurs déscolarisés sont considérés comme des enfants et sont traités comme tels. On les croit incapables de lutter contre les forces obscures de la rue, on ne les prend absolument pas au sérieux, on n'a jamais avec eux de conversations réelles. Il y a une coupure très nette entre eux et les adultes de la famille. Le fait qu'ils ne travaillent pas au sein de la famille, leur fait refuser le statut d'adulte, d'homme, et c'est ici que nous pouvons trouver la contradiction de leur situation familiale : leur âge, leurs connaissances intellectuelles leur donnent conscience d'être des hommes, des adultes, par contre leur dépendance matérielle les fait considérer par des membres de leur famille, comme des enfants.

C'est là que s'établit le nœud de la tension générale que nos sujets perçoivent entre eux et leur famille.

CHAPITRE III

RELATIONS AVEC LE VILLAGE

L'opposition entre les centres urbains d'une part, et la brousse, le monde rural, d'autre part, est particulièrement perceptible au Moyen-Congo ; cependant, entre Brazzaville et l'intérieur du pays, il existe un courant ininterrompu d'échanges de tous ordres. Dans cette troisième partie nous placerons nos sujets dans ce courant d'échanges. Nous ferons tout d'abord l'inventaire le plus précis possible des relations de fait qu'ils ont conservées avec la brousse et ensuite nous chercherons à déterminer la perception qu'ils se font du village, et en quoi il se différencie, à leurs yeux, du centre urbain.

I — RELATIONS AVEC LE VILLAGE

Entre cette population de jeunes chômeurs et leur village d'origine deux sortes de relations peuvent s'établir :

- Des relations directes : visites faites par nos sujets aux membres de leur famille restée au village ;
- Des relations indirectes : lettres ou colis, ou encore visites de personnes du village qui se rendent à Brazzaville.

A — RELATIONS DIRECTES : VOYAGES AU VILLAGE

Il est très difficile d'obtenir quelques précisions dans ce domaine, nous avons choisi un échantillon représentatif de 100 sujets et nous avons essayé de faire l'historique de leur vie sous cet angle.

Ainsi d'une manière générale :

- 55% de nos sujets avaient quitté au moins une fois Brazzaville pour se rendre dans leur village ancestral ;
- 45% n'y étaient jamais allés.

Ces chiffres cependant sont extrêmement ambigus : il est évident que parmi les 45% qui ne se sont jamais rendus dans leur village, se trouvent des natifs de Brazzaville et des sujets arrivés dans cette ville en 1956 ou 1957, et pour ces deux catégories de sujets, le fait de n'être point allé au village n'a absolument pas la même signification. Ce n'est qu'à travers le cadre temporel de l'émigration vers la ville que nous pouvons continuer notre analyse de ces voyages.

1. Natifs de Brazzaville

- 45% ne sont jamais allés au village ancestral ;
- 44% y sont allés une seule fois ;
- 11% s'y rendent d'une façon régulière, c'est-à-dire tous les mois ou même toutes les semaines.

2. Sujets arrivés à Brazzaville avant 1950
 - 44% ne sont jamais retournés au village ;
 - 7% y sont retournés de 1 à 3 fois ;
 - 27% y reviennent régulièrement ;
 - 22% indéterminés.
3. Sujets arrivés à Brazzaville dans les années 1951 - 1952 - 1953
 - 64% n'y sont jamais retournés ;
 - 36% y sont retournés de 1 à 3 fois.
4. Sujets arrivés à Brazzaville dans les années 1954 - 1955
 - 64% n'y sont jamais retournés ;
 - 28% y sont retournés de 1 à 3 fois ;
 - 8% indéterminés.
5. Sujets arrivés à Brazzaville dans les années 1956 - 1957
 - 38% n'y sont jamais retournés ;
 - 50% y sont retournés de 1 à 3 fois ;
 - 7% y reviennent régulièrement ;
 - 5% indéterminés.

Résumons ces résultats dans un tableau général :

VOYAGES AU VILLAGE

	Ne sont jamais retournés au village	Y sont retournés de 1 à 3 fois	Y retournent régulièrement	Indéterminés
Natifs de Brazzaville	45%	44%	11%	
Immigrants avant 1950	44%	7%	27%	22%
Immigrants des années 1951-52-53	64%	36%		
Immigrants des années 54-55	64%	28%		8%
Immigrants des années 56-57	38%	50%	7%	5%

Ainsi les sujets nés à Brazzaville et ceux qui sont arrivés avant 1950, gardent des contacts directs beaucoup plus étroits avec le village que les immigrants de plus fraîche date ; cette constatation peut sembler paradoxale, il faut semble-t-il, en chercher l'explication dans le fait que la plupart des émigrants d'avant 1950, et a fortiori les natifs de Brazzaville, sont entourés de leur famille directe et qu'ainsi ils participent avec elle à ces contacts généraux avec leur village d'origine.

L'autre catégorie d'émigrants n'est placée que dans les cadres de la famille urbaine élargie, dont la pression psychologique n'est pas assez forte pour les obliger à garder des contacts avec le village qu'ils ont quitté. Dans cette remarque, nous trouvons chez nos sujets le désir de ne point y revenir, ceux qui le font sont, pour la plupart, obligés à leurs parents. Ainsi, sur le plan des visites faites au village, nous constatons une opposition entre nos sujets et l'ensemble de la population : les uns veulent couper tout contact direct, les autres veulent conserver ces contacts et, lorsque cela leur est possible, cherchent à contraindre les jeunes chômeurs à faire comme eux.

Nous pouvons donner sur ces voyages deux précisions portant sur leur cause avouée et sur la durée du séjour au village.

1. Causes avouées

- 27% de ces voyages ont pour cause avouée la maladie d'un parent, une mort, la consultation d'un féticheur ;
- 20% sont motivés par la recherche d'une pièce officielle : extrait de naissance par exemple. Cette catégorie de motivations n'est qu'un prétexte ;
- 10% n'ont pas de motivations particulières, il s'agit d'aller se reposer, de passer des vacances ;
- 7% sont motivés par des tractations matrimoniales ; le sujet sert d'intermédiaire entre un de ses parents de la ville et une famille du village dont ce parent veut épouser une fille ;
- 36% des sujets n'ont point voulu ou pu répondre sur les causes de leur voyage.

Ces proportions n'ont que peu de valeur ; dans ce domaine nous nous sommes heurtés à une mauvaise volonté évidente des sujets, beaucoup ont voulu envelopper leur voyage au village de mystère ; ils semblaient gênés de devoir donner les causes réelles de leur déplacement.

2. Durée des séjours au village

- 20% : séjour d'une durée de 3 mois et plus ;
- 36% : séjour d'une durée s'étalant entre 1 et 3 mois ;
- 12% : séjour d'une durée d'environ 15 jours ;
- 28% : séjour d'une durée d'environ 1 semaine ;
- 4% : séjour d'une durée d'un jour seulement.

L'importance de ces voyages n'échappe à personne ; par eux le sujet reste en contact avec la vie, l'organisation traditionnelle, ils sont un facteur de lutte contre la détribalisation qu'entraîne l'urbanisation.

Il eut été nécessaire, si nous avions eu le temps, de faire l'analyse comparative des différentes catégories de sujets que nous venons de déterminer suivant la tribu, l'âge, le niveau scolaire, etc. D'autant plus que dans le débat entrent en jeu les contraintes géographiques, comme la distance, le prix des transports, etc., ces contraintes frappent différemment les tenants des diverses tribus et ainsi coupent plus ou moins les différents groupes tribaux de la vie traditionnelle.

B - RELATIONS INDIRECTES :

Comme nous le disions précédemment nous en trouvons 3 catégories :

1. Visites de parents venus du village ;
2. Colis ;
3. Echange de lettres.

1. Visites de parents venus du village

S'il existe un courant important de relations de citadins en direction du village, le mouvement inverse existe aussi, il est sûrement beaucoup plus important que le précédent. Nos sujets interrogés à ce propos constatent qu'il y a toujours à Poto-Poto quelque voyageur venu de leur région natale avec lequel ils sont en contact. Ces gens racontent ce qui se passe chez eux, donnent des nouvelles de parents, etc. s'ils viennent de loin, des régions du Nord par exemple, ils resteront plusieurs semaines, parfois plusieurs mois, aussi, par ces voyageurs venus de la brousse, nos sujets sont en contact quasi permanent avec la vie traditionnelle.

L'influence de ces voyageurs est beaucoup trop fluide pour espérer pouvoir la préciser, cependant dans le débat général des relations entre la ville, ses habitants et la brousse, ils tiennent une place essentielle qui est de loin la plus importante.

2. Colis

L'introduction de la poste jusque dans les villages les plus reculés de l'intérieur, permet la multiplication des contacts village-ville.

Dans notre première partie, nous avons vu l'importance de l'apport du village sur la vie matérielle de nos jeunes chômeurs, nous n'y reviendrons pas.

— 45% des sujets, disions-nous, reçoivent des colis de nourriture. Nous ne reprendrons pas le rythme de ces colis, il suffit de se rapporter à notre premier chapitre.

— 13% des vêtements, constatons-nous, aussi proviennent de la famille du village.

Enfin, nous précisons que 6% des sujets en recevaient parfois quelque somme d'argent.

Il serait intéressant de connaître la qualité familiale de la personne qui effectue ces envois et qui ainsi cherche à rester le soutien matériel de nos sujets.

Nous avons pu obtenir l'origine familiale de 50 colis de nourriture adressée à nos sujets :

- 24 venaient de leur mère ;
- 9 venaient de leur père ou d'un frère du père ;
- 4 d'une sœur ;
- 4 d'une tante maternelle ;
- 4 de leur grand-mère ;
- 2 de leur oncle maternel ;
- 2 d'un de leur frère ;
- 1 de leur tante paternelle.

Ainsi ces colis viennent de moitié de leur vraie mère, restée au village, et de plus, on peut remarquer que 75% d'entre eux ont une origine féminine. Cela vient vraisemblablement du fait que la culture du manioc et des autres légumes se trouve aux mains des femmes.

3. Echange de lettres

— 66% des sujets reçoivent assez régulièrement des lettres de leur village.

• Nous n'avons pu établir le rythme précis de ces lettres, mais elles sont extrêmement nombreuses : la plupart des jeunes chômeurs en reçoivent plus de 3 par mois. La majorité de ces lettres ne passent point par la poste mais sont portées par quelque voyageur, ou par des chauffeurs de camion. On a l'impression que pour ces 66% de sujets, la famille restée en brousse profite de la moindre "occasion" pour envoyer quelque lettre.

L'origine de ces lettres est indéterminée, d'une façon générale les parents ne savent point écrire, ils chargent quelque jeune garçon lettré de le faire à leur place, et celui-ci écrit pour ainsi dire au nom de tous.

A côté de ces lettres familiales, nous trouvons un grand nombre de missives écrites par les anciens camarades de classe qui sont restés en brousse.

Une étude approfondie du contenu de ces deux catégories de lettres serait très intéressante. Nous en avons entre les mains un certain nombre, mais les dépouiller est un travail de longue haleine. Cependant les principaux thèmes soulevés dans ces lettres sont les suivants :

a) Lettres familiales

— donner des nouvelles de la santé des membres de la famille et d'une manière générale le récit des événements du village ;

— demande cadeau ;

— surtout conseils moralisateurs tournant autour des points suivants :

— ne pas se lasser de chercher du travail, avoir de la patience ;

— ne pas se laisser prendre aux charmes de la ville, ne pas devenir "bandit", les filles et le vol étant particulièrement visés.

b) Lettres des camarades

— nouvelles des anciens de l'école ;

— surtout demande de renseignements sur la ville en vue d'un départ éventuel, le problème du travail est évoqué dans chacune de ces lettres.

Nous n'avons pu évidemment entrer en possession des lettres de réponse. Une étude comparative aurait été révélatrice du plan sur lequel s'établissent les contacts entre nos sujets et le village. Cependant l'importance psychologique de cet échange de lettres est considérablement diminué par la pauvreté de leur contenu ; bien souvent il ne s'agit que

de simples salutations. Il ne semble pas que l'importance des lettres dans ces relations entre nos sujets et le village, puissent se comparer avec le contact direct donné par les récits des voyageurs qui en viennent.

Ainsi nous constatons que nos sujets sont en relations incessantes avec leur village d'origine, et ce, de multiples manières. 9% seulement de l'ensemble de notre population semble en avoir complètement coupé le contact, c'est-à-dire :

- ils n'en reçoivent ni lettres ni colis ;
- ils n'y sont jamais retournés ;
- ils ne semblent avoir aucun contact avec les voyageurs qui en viennent.

Cette micro-population ne représente qu'une exception peu importante. Les sujets qui en font partie appartiennent à des familles qui ont dû quitter le village pour quelque affaire de sorcellerie et qui, même à Brazzaville, vivent à l'écart du groupe tribal auquel elles appartiennent.

La grande majorité des sujets gardent le contact avec la brousse, ce contact se traduit dans le domaine psychologique par une conversation plus ou moins rigide des valeurs traditionnelles, des coutumes ancestrales.

L'analyse de ces contacts nous donne le support matériel qui permet au système traditionnel de conserver en ville une importance non négligeable. Avant d'essayer d'analyser la situation de nos jeunes chômeurs dans le débat tradition-occidentalisation, il était nécessaire de connaître l'importance matérielle de leurs contacts avec la brousse.

II - HALO PSYCHOLOGIQUE ENTOURANT LE VILLAGE

Nous allons maintenant essayer de voir dans quels stéréotypes les jeunes chômeurs enferment la vie du village, quel jugement en général ils portent sur elle et ainsi, pourrions-nous peut-être découvrir les motivations profondes qui les ont poussés à le quitter et qui leur interdisent d'y revenir.

A - DESCRIPTION PAR NOS SUJETS DE LA VIE DU VILLAGE

Interrogés directement sur celle-ci :

- 68% font une analyse minutieuse de son économie, ils décrivent les cultures, la chasse, la pêche ;
- 44% débordent du cadre économique et signalent les parties de danse, les veillées où les anciens racontent des histoires. D'une façon générale, cela n'est qu'un corollaire par rapport à la perception de la vie économique.

Ce qui est remarquable, c'est l'extrême pauvreté de la perception de nos sujets, l'intérêt qu'ils découvrent dans la vie du village est extrêmement limité.

Nous avons cherché à structurer quelque peu cette perception générale du village. Nous avons posé un certain nombre de questions sur :

- Sa vie économique ;
- Ses relations avec les européens de la brousse ;
- Sa hiérarchie ;
- Sa sorcellerie.

1. Sa vie matérielle

Pour nos sujets sa vie matérielle se caractérise par :

- les facilités de nourriture ;
- les difficultés de gagner de l'argent.

En effet, 72% de ceux-ci avouent que dans le village, le problème de la nourriture ne se pose pas, ils constatent qu'ils n'ont pas besoin d'argent pour obtenir manioc, légumes ou viandes.

- 63% estiment qu'on ne peut y gagner suffisamment d'argent, les produits étant vendus à des prix dérisoires ;
- 35% par contre, pensent pouvoir obtenir dans son cadre économique des gains importants ; ces sujets sont en général originaires des pays riches du territoire lari.

2. Ses relations avec les européens de la brousse

Ici les avis sont partagés :

- 52% jugent qu'il n'y a pas de problème particulier : au contraire ils considèrent les européens de brousse beaucoup plus compréhensifs, beaucoup plus proches de la réalité africaine que ceux qui sont installés en ville.

Par contre, 47% des sujets exhalent leurs griefs à l'égard des européens de la brousse ; ils citent pour la plupart des exemples particuliers où l'européen est dépeint sous les traits de la brute ou du mauvais payeur. Nous trouvons là pour certains sujets une des motivations de leur fuite.

3. Sa hiérarchie

- 28% seulement de nos sujets trouvent la présence des chefs de village ou de canton pesante, ils jugent insupportable de subir leur contrainte.

Par contre, la grande majorité avoue pouvoir se soumettre sans difficulté à cette hiérarchie.

4. Sa sorcellerie

Nous tombons ici dans un domaine particulièrement important.

- 100% des sujets avouent qu'il règne dans les villages la sorcellerie, le fétichisme ou toute autre pratique occulte.

Une minorité, 18%, atténue cette constatation en précisant que, si la sorcellerie existe généralement en brousse, leur propre village n'en subit pas la présence.

Cette première approche ne nous satisfait pas, nous découvrons quelque motivation tournant autour de la vie économique ou de la sorcellerie, mais cela reste très vague et n'explique en rien l'exode rural de nos jeunes chômeurs.

B - RETOUR EVENTUEL AU VILLAGE DU JEUNE LETTRE EN CHOMAGE

Nous avons particularisé et limité le problème. Par une série de questions, nous avons essayé de connaître la "situation" de nos jeunes gens lettrés dans leur village, ou plus exactement la situation qu'ils jugeraient devoir être la leur s'ils y revenaient.

Cinq thèmes principaux se partagent l'esprit de nos sujets :

- 58% des réponses ont trait à la sorcellerie ; les sujets, dans leur village, s'estiment allergiques aux pratiques de sorcellerie ;
- 17% des réponses ont trait aux habitudes du village auxquelles le jeune lettré ne peut s'accoutumer : travail de force, marche dans la forêt, etc.
- 9% des réponses ont trait à la honte qu'ont les jeunes lettrés d'y revenir sans avoir travaillé, sans argent ;
- 9% ont trait à l'impossibilité de ce retour sans apporter des cadeaux aux différents parents ;
- 7% ont trait aux "palabres" qui y attendent le jeune lettré, surtout pour des questions de femmes.

Cette série de réponses est révélatrice, nous les avons développées dans un questionnaire beaucoup plus vaste dont nous ne pouvons donner tous les résultats.

Ainsi, la crainte du village, les motivations du départ et du refus d'y revenir tournent autour de la sorcellerie, c'est elle qui dresse une barrière entre nos sujets et leur village.

Essayons de schématiser le cadre psychologique du retour éventuel du jeune chômeur lettré dans son village.

- 1) Il a honte, il est parti pour Brazzaville plein d'espoir, il a fait des promesses de cadeaux à tous, il a décrit, peut-être, dans ses lettres la vie fantaisiste qu'il a menée

à Brazzaville et voilà qu'il revient sans argent et en haillons. Dans ce monde où le prestige est l'ossature de la vie sociale, il se trouve dans la position d'un paria.

2) Il est en lutte avec la sorcellerie, la présence du jeune lettré au village provoque des conflits :

- les étrangers à la famille élémentaire croient que ces haillons, cette pauvreté ne sont qu'hypocrisie et feinte pour éviter la loi du village qui demande le partage des richesses ;
- les parents directs eux-mêmes, croient que le jeune chômeur a gagné de l'argent, mais qu'il n'a rien voulu leur donner ;
- inévitablement le jeune garçon a une aventure avec une jeune femme de quelque vieux du village.

Généralement, les villageois se défendent contre ce jeune citadin par la sorcellerie ; face à ces pratiques, notre jeune sujet est désarmé : il est jeune, donc particulièrement dénudé, la vieillesse étant un facteur d'immunité. Il est pauvre et l'argent est un moyen de régler toute affaire de sorcellerie, or notre sujet n'a rien. Il subit ces pratiques et, généralement, tout retour au village d'un jeune lettré en chômage se traduit par un échec, au bout de quelques jours il doit reprendre le chemin de la ville, on ne saurait trop insister là-dessus : la sorcellerie repousse les jeunes chômeurs vers la ville, elle les contraint d'y rester.

C - LE DEPART DU VILLAGE

Les motivations qui ont entraîné nos sujets à le faire sont de deux ordres :

1. Motivations extérieures : pressions subies pour les faire partir.
2. Motivations psychologiques : causes qu'ils se sont données pour justifier ce départ.

1. Motivations extérieures.

- 44% seulement des sujets ont été poussés à partir par quelque membre de leur famille. Dans 60% de ces cas il s'agit du chef de famille (le père ou l'oncle), qui envoyait le jeune lettré en ville pour se "faire une situation", les autres étaient poussés par quelque frère qui leur vantait les charmes de la vie urbaine. Il est d'ailleurs très difficile de différencier ces deux dynamiques.

- 56% ne semblent pas avoir subi de pression familiale, ils sont partis de leur propre initiative, parfois contre la volonté de leurs parents. En général, nous trouvons ici l'influence des lettres des camarades qui déjà partis, décrivent la ville en termes chaleureux.

2. Motivations psychologiques

Pour éviter toute ambiguïté, nous avons posé deux questions :

"Pourquoi es-tu venu à Brazzaville ?"

"Pourquoi as-tu quitté le village ?"

Les deux séries de réponses sont identiques, c'est-à-dire que dans les deux, les sujets en grande majorité, nous ont dit pourquoi ils sont venus en ville, et non pourquoi ils ont quitté leur village ; la causalité du départ des villages est orientée vers la perception de la ville.

Les réponses sont extrêmement homogènes.

1. Les sujets venus à Brazzaville avouent être venus en ville pour continuer leurs études.

2. 95% des sujets venus après leur descolarisation sont venus en ville pour chercher du travail.

Ces deux questions directes n'ont donné, comme nous le voyons, que des résultats extrêmement décevants ; malgré tous nos efforts nous n'avons pu approfondir la pensée de nos sujets.

D - OPPOSITION VILLE/VILLAGE

Nous avons posé la question directe suivante :

"Où préfères-tu vivre, en ville ou au village ?"

- 85% choisissent la vie de la ville ;
- 5% préfèrent vivre au village ;
- 4% nous ont fait part de leur hésitation ;
- 6% n'ont pas su répondre.

1. Les 85% des sujets qui choisissent la ville motivent leur choix comme suit :

- 30% des réponses dépeignent la ville comme étant le centre du marché du travail ; les sujets savent que le chômage sévit, ils savent qu'ils ont peu de chance de trouver du travail. Cependant, la ville donne, ce que le village ne peut procurer, l'espoir d'en trouver un jour ;
- 21% des réponses mettent en cause la sorcellerie et les divers ennuis qu'elle peut provoquer ;
- 14% des réponses suggèrent que la ville est un havre de paix, c'est un lieu où l'on échappe aux exigences familiales ;
- 5% évoquent l'intérêt matériel de la présence en ville : logement, habillement ;
- 4% évoquent les souffrances et la fatigue occasionnée par l'existence et les travaux qu'il faut faire au village ;
- 4% évoquent l'existence urbaine comme moyen d'éducation personnelle ;
- 4% décrivent le village comme l'endroit où l'on n'a rien à faire, où l'ennui le plus complet règne ;
- Les 14% de réponses restantes sont diverses : elles mettent en cause l'animation de la ville, les camarades qu'on y trouve, la proximité des européens, la sauvagerie de la vie de brousse, etc.

2. Les 5% qui choisissent la vie au village

Cette minorité justifie son choix, surtout par la constatation que le chômeur qui n'a pas, par définition, de revenu monétaire peut obtenir sans argent toute la nourriture qu'il veut. Quelques-uns évoquent aussi la tranquillité du village par rapport à l'excitation de la ville où s'affrontent les divers partis politiques.

Notre enquête psychologique a été particulièrement difficile par le fait qu'il s'agissait d'un domaine que nous ne pouvions actualiser sur une base matérielle. Les sujets ont fui et continuent à fuir le village pour deux motifs généraux, mettant en cause :

- la vie matérielle qu'il impose ;
- la dépendance familiale qu'il suppose.

Pour les sujets, l'installation dans un centre urbain est une promesse d'améliorer le standing de vie, que cet espoir semble lointain, cela n'a pas d'importance, il existe, alors que chez eux il n'y a rien. De plus, la ville est pour nos jeunes lettrés un lieu de refuge où ils échappent au carcan familial, (la dépendance qu'ils peuvent subir à l'égard de la famille urbaine n'a rien de comparable avec le quasi-esclavage des jeunes du village à l'égard des anciens de la famille, esclavage basé sur la sorcellerie). D'aucuns affirment trouver dans le retour des jeunes chômeurs chez eux, au village, l'origine d'une solution au problème de cette masse urbaine désœuvrée. Tout effort en ce sens se heurtera à cette barrière psychologique que nous venons très superficiellement d'analyser.

Le retour au village signifie pour nos sujets, non seulement une intégration à une vie matérielle sans espoir d'amélioration, mais surtout un heurt qu'ils jugent mortel avec le monde des anciens, le monde de la sorcellerie.

CHAPITRE IV

CONCLUSION PSYCHOLOGIQUE

Jusqu'ici nous avons fait une analyse phénoménologique de notre population prise dans les différentes situations que pouvait lui donner la vie de citadins.

Chaque "situation", chaque manifestation sociale, est marquée en ville d'un double sceau, le sceau d'un passé traditionnel, peu éloigné encore, passé traditionnel qui règne dans la brousse proche et le sceau d'un avenir d'occidentalisation, d'un modernisme envahissant qui détruit les structures traditionnelles, modernisme dont la base se trouve dans l'économie monétaire. C'est ainsi que les différents compartiments de la vie urbaine, la politique, les religions, la famille, etc. font montre d'une hésitation entre les deux pôles, cette hésitation se fige parfois dans une synthèse précaire et inadaptée. La citée africaine n'est que bouillonnement. Cette situation de déséquilibre se reflète évidemment dans l'esprit des gens qui la vivent, par une dialectique classique ils créent cette situation tout en étant façonnés psychologiquement par elle. Nous allons essayer de saisir ce reflet chez la population enquêtée, essayer de déterminer la place qu'occupent nos sujets dans ce vaste débat où se cherche l'Afrique de demain.

I — FACE A LA TRADITION

Déterminer la position de nos sujets face à la tradition, est une tâche particulièrement ardue, vu la difficulté que l'on a de définir avec exactitude ce qu'est la "tradition".

— La tradition est tout d'abord un phénomène historique ; elle représente un moment déterminé de l'histoire des tribus africaines qui se situe avant l'arrivée des européens. Elle est un système politique, familial, un ensemble de coutumes définies ;

— La tradition représente aussi les débris vivants de cette structure ancestrale qui encombre encore Poto-Poto, elle est la dégénérescence du système traditionnel où le fétichisme se transforme en pratique de vieilles femmes, les danses sacrées en représentations folkloriques, la sorcellerie en plaisanterie d'un autre âge, les cérémonies en fêtes de famille, etc.

Ainsi, il nous est nécessaire de connaître la position psychologique de nos sujets à la fois, face à ce système du passé, et face à ses pâles copies actuelles.

Enfin, la tradition, ou tout au moins ce que l'on appelle ainsi, recouvre deux réalités bien distinctes : un ordre social et les moyens de maintenir cet ordre (sorcellerie, fétichisme). La sorcellerie joue dans le cadre traditionnel un rôle de police, c'est un moyen d'obliger les individus à s'intégrer dans la structure sociale. Ainsi, il faut toujours distinguer d'une part, la structure traditionnelle, et d'autre part, le fétichisme et la sorcellerie qui en sont le soutien.

A - LES JEUNES CHOMEURS LETTRES ET LA STRUCTURE TRADITIONNELLE DU PASSE

Nous avons suivi dans ce domaine une méthode assez précise : nous avons relevé une dizaine de thèmes importants de l'éthnologie des trois groupes tribaux suivants : BALALIS, M'BOCHIS, BATEKES, et nous avons interrogé sur ces thèmes un échantillon de jeunes chômeurs appartenant à ces trois tribus.

En fait, nous avons fait passer à ces sujets un véritable examen de connaissances traditionnelles. Nous n'avons évidemment pas le temps de dépouiller complètement les résultats que nous avons obtenus.

Pour chacun de ces trois groupes nous avons posé deux séries de questions :

1. Nous avons essayé de leur faire décrire la structure sociale du passé, l'organisation politique, familiale, etc.

2. Nous leur avons posé directement des questions sur certaines coutumes ou certaines institutions caractéristiques.

GROUPE BALALI

1. Connaissance de l'histoire Larie

Nous les avons interrogés sur KOGO DYAN N'TOTILA, l'ancienne capitale du royaume de KONGO, devenu un mythe dans les légendes laries.

Aucun sujet n'avait de renseignements proprement historiques sur KOGO DYAN N'TOTILA.

- le quart environ d'entre eux n'en avait jamais entendu parler ;
- la moitié avait une connaissance vague du mythe de cette ville, c'est-à-dire qu'ils savaient qu'elle désignait le village d'origine de la race larie ;
- le dernier quart enfin, avait une connaissance assez précise de ce mythe.

2. Connaissance de la structure sociale traditionnelle

La tribu balalie est divisée en clans ayant chacun un nom bien défini, un animal comme totem, et des interdits alimentaires.

- Aucun sujet n'a été capable de nous donner la liste complète, et l'implantation géographique des clans, ils connaissent quelques noms, trois ou quatre en général et c'est tout. Ils ne pouvaient donner aucune autre précision. Tous les sujets connaissaient cependant le nom du clan auquel ils appartiennent. Mais 42% ont été incapables de nous dire quel était l'animal qui était lié à leur propre clan. 30% n'ont aucune idée du problème des interdits alimentaires, les autres n'en connaissent que quelques fragments et aucun n'a été capable de nous en donner la signification exacte.

3. Connaissance de quelques manifestations traditionnelles

a) Aucun sujet n'a été capable de nous donner une description satisfaisante du "MFUMU MPU", le chef couronné de la tradition larie.

Bien plus, 30% à peine, des sujets savaient d'une façon très vague qu'il s'agissait d'un chef.

b) Aucun sujet n'a su nous donner des précisions sur le MALAKI (fête de retrait de deuil) tel qu'il était pratiqué autrefois. Ils n'en connaissaient que le copie dégénérée actuelle.

c) Même ignorance générale sur les cérémonies religieuses traditionnelles : généralement les sujets ne savent pas du tout de quoi vous parlez.

d) Une minorité (15%), seule est capable d'expliquer de quelle façon on comptait les jours autrefois, c'est-à-dire en désignant les différents marchés.

GROUPE M'BOCHI

1. Connaissance de la structure sociale traditionnelle

- La majorité de nos sujets (80%), ont une connaissance exacte du nombre et du nom des différents clans M'BOCHI ; bien plus, ils sont généralement capables de donner la position géographique de ces clans les uns par rapport aux autres.

2. Connaissance de quelques manifestations traditionnelles

- a) Cérémonie des jumeaux — (OKIERA).
— 40% des sujets n'en ont jamais entendu parler ou n'en connaissait pas le nom ;
— les autres, ont donné une description assez complète de cette cérémonie caractéristique.
b) 63% des sujets nous ont donné la signification exacte et la description de l'OTOUERE, ce système de justice traditionnel qui a complètement disparu aujourd'hui.
c) Sur la danse ésotérique, IKOUMA, 32% ne savent pas qu'il s'agit d'une danse, les autres n'en peuvent donner aucune précision.
d) Ignorance complète au sujet des associations d'hommes-panthères ou d'hommes-cafmans. Les sujets expriment leur peur, mais ne connaissent absolument pas leur mécanisme interne.

GROUPE BATEKE

1. Connaissance de la structure traditionnelle

- 28% à peine de nos sujets ont su ce qu'était le KOUINBALI (le jour sacré dans la tradition) ;
— Aucun sujet n'a su ce qu'étaient les N'ZEKES (coquillages qui servaient de monnaie dans le royaume traditionnel) ;
— 70% à peu près savaient ce qu'était l'ITEMO KII PIIBI, c'est-à-dire la réunion des sorciers ;
— Tous les sujets savaient ce qu'étaient les deux cérémonies : IBIELI N'BA et LI DZI qui servaient à découvrir le coupable en lui faisant attraper un anneau de cuivre dans une marmite d'eau bouillante, ou en lui enfonçant quelque coquillage dans l'œil. La connaissance qu'ont nos sujets de ces deux cérémonies vient du fait qu'elles sont encore pratiquées par les groupes tribaux batékés de Poto-Poto ;
— Tous les sujets ont su nous donner la liste des noms des jours dans le système traditionnel ;
— 75% environ savaient que ces termes désignaient des marchés.

Les résultats généraux de cet examen sont particulièrement décevants. Dans les cas les plus favorables, les sujets connaissaient le nom de ce sur quoi nous les interrogeons, ils avaient une vague idée de ce qu'il recouvrait, mais dès que nous voulions approfondir leurs connaissances traditionnelles, nous nous heurtons à l'ignorance la plus absolue, seules les manifestations traditionnelles qui gardent encore en ville quelque existence larvée, étaient connues un peu plus profondément, et encore absolument pas dans leur signification du passé. Ce questionnaire montre que nos jeunes chômeurs lettrés n'ont qu'une connaissance extrêmement précaire du passé traditionnel. D'ailleurs, ils ne s'y intéressent nullement et n'ont aucune curiosité de le découvrir. Comme nous l'avons vu dans le chapitre traitant des relations avec les européens, le passé traditionnel est imaginé comme une sombre période où régnaient l'esclavage, les guerres, la sorcellerie. Les jeunes chômeurs de Brazzaville rejettent toute la période anté-européenne, aucun indice chez eux d'une conscience quelconque de "négritude".

B — LES JEUNES CHOMEURS LETTRES ET LES DEBRIS TRADITIONNELS DU PRESENT

Ce domaine est pratiquement inaccessible : il eut été nécessaire d'avoir d'une part des renseignements exacts sur la fréquentation et la participation réelle de nos sujets aux manifestations traditionnelles, et d'autre part, à l'aide de questionnaires, d'obtenir la perception psychologique que possèdent nos sujets sur ce problème.

Nous n'avons pu systématiquement explorer les cérémonies traditionnelles, les séances de fétichisme, etc. car elles possèdent bien souvent un caractère ésotérique, et dans nos questionnaires nous nous heurtons à un rideau de méfiance, un refus de communication. C'est là le domaine où notre personnalité d'européen a été un handicap vraiment insurmontable, donc nous ne pourrions exposer que quelques données superficielles et fragmentaires.

1. Attitude face aux manifestations urbaines de la coutume

Nous avons posé à nos sujets quelques questions très générales sur la suppression ou la conservation de la coutume, c'est-à-dire de la structure traditionnelle.

Nous avons obtenu les proportions suivantes :

- 45% désirent fermement que l'on supprime tout le côté traditionnel de la vie urbaine ;
- 32% refusent absolument que soit supprimée la coutume ancienne ;
- 23% ont une attitude nuancée, ils désirent que soient supprimés certains aspects de la coutume, et que d'autres soient conservés.

Nous avons cherché à approfondir leur pensée, nous leur avons demandé ce qu'ils croyaient qu'il arriverait si l'on supprimait toutes les manifestations traditionnelles :

Les 45% de sujets qui désirent cette suppression imaginent un avenir de liberté de "bonne vie". Pour eux, supprimer la tradition c'est les délivrer. Par contre les 32% qui refusent cette suppression expriment leurs craintes. Certains (40% environ) prédisent que cette suppression se heurtera à l'interdit des "vieux" et que forcément il y aurait lutte entre vieux et jeunes.

D'autres, (40% environ), craignent que les fétiches, les dieux traditionnels, etc. ne "se vengent".

Enfin, les autres voient dans la suppression de la tradition un facteur de désordre.

Ce n'est pas évidemment la généralité, mais ce domaine, si nous avons voulu l'explorer à fond, aurait demandé tout le temps qui était imparti pour notre enquête.

2. Attitude face au fétichisme et à la sorcellerie

La sorcellerie est le chien de garde de la coutume, nous l'avons rencontrée à plusieurs endroits de notre exposé. Nous allons essayer très rapidement de savoir comment nos sujets réagissent à son égard.

- 79% de nos sujets ne mettent absolument pas en cause l'existence des sorciers, ils y croient et ils avouent généralement la peur qu'ils leur inspirent ;
- 10% nient l'existence de la sorcellerie ;
- 6% expriment leur hésitation ;
- 5% ont refusé de répondre.

La grande majorité de ceux qui croient à la sorcellerie, justifient leur réponse par des exemples où ils se mettent en scène eux-mêmes ou quelque membre de leur famille. D'une façon générale, il semble que pratiquement tous ont subi ou plutôt ont cru subir, personnellement quelque pratique de sorcellerie.

Le féticheur est l'individu qui permet d'une part, de lutter contre les sorciers, de découvrir le coupable, de soigner le mal qu'il a pu occasionner, et d'autre part, de se servir de la sorcellerie pour le compte, d'un tiers. L'attitude de nos jeunes face aux féticheurs est extrêmement ambiguë, et faite de faux-fuyants.

Nous avons posé la question générale :

"Crois-tu aux pratiques des féticheurs ?"

- 62% des sujets nous ont fait une réponse négative ;
- 30% des sujets seulement ont fait une réponse positive ;
- 8% n'ont pas répondu.

Puis nous avons demandé au même échantillon :

"Le fétiche, est-ce bon ou est-ce mauvais ?"

- 55% ont répondu qu'il s'agissait d'une pratique "mauvaise" ;
- 12% trouvent le fétiche "bon" ;
- 17% lui trouvent des aspects "bons" et d'autres "mauvais" ;
- 16% n'ont pas répondu.

Les 55% qui jugent le fétiche "mauvais" ont justifié leur réponse de la façon suivante :

- 16% y voient une pratique diabolique contraire à Dieu ;
- 14% considèrent que la mort accompagne toute pratique fétichiste, soit sa propre mort, soit la mort de quelque proche ;
- 11% y voient un mensonge pur et simple ;
- 7% croient qu'il s'agit pour quelque aigrefin de gagner de l'argent ;
- 2% croient que la folie accompagne toute pratique fétichiste ;
- 1% voit dans le fétichisme un facteur de désorganisation familiale ;
- 4% n'ont pas répondu.

Les 12% qui trouvent le fétiche "bon" ont justifié leur réponse par leur foi aux résultats pratiques du féticheur : guérison de maladies principalement.

En examinant de près les justifications des 55% de sujets ayant trouvé le fétichisme "mauvais", seules les réponses mettant en cause le mensonge ou le vol impliquent une non-croyance au fétichisme, les autres : la mort, le péché contre Dieu, la folie, impliquent une croyance au fétichisme, croyance en ses conséquences néfastes.

Donc, en fait, nous ne trouvons que 18% de sujets qui semblent ne pas croire au fétichisme et nous sommes loin de la proportion que nous ont donnée les réponses à la question directe (69% des sujets prétendaient ne pas y croire).

Mêmes faux-fuyants quand il s'agit de la réalité des visites faites chez le féticheur. — 17% seulement de nos sujets avouent avoir été une fois au moins chez un féticheur et encore 8% d'entre eux expliquent qu'ils n'y sont pas allés pour eux-mêmes, mais pour quelque membre de la famille.

Le pourcentage nous semble complètement faux, en fait, tout projet, toute activité semble être pour eux une occasion d'aller chez le féticheur.

Le jeune chômeur va chez le féticheur pour trouver du travail, pour réussir dans un concours, pour obtenir un résultat dans quelque entreprise amoureuse, s'il fait partie d'une équipe sportive il va avec ses camarades la veille de chaque partie pour obtenir la victoire. Un exemple suffira à montrer l'importance que peut tenir dans sa vie le féticheur :

"Nous étions président du club de notre quartier, chaque samedi nous devions aller rencontrer un féticheur, se soumettre à ses pratiques parfois fort longues pour obtenir la victoire du lendemain, chaque fois nous étions frappés par le sérieux de nos jeunes garçons et surtout par la crainte religieuse qui les habitait durant ces séances. Enfin, le seul frein qui arrête nos sujets dans ces recherches de pratiques du fétichisme est le manque d'argent, car le féticheur fait payer relativement fort cher ses services.

En fait, à l'égard du fétichisme et de la sorcellerie les jeunes chômeurs ont une attitude ambiguë : ils y croient, ils les pratiquent, ils craignent surtout, mais ils ont honte de cette croyance, de cette crainte et de cette pratique, ils ne veulent pas les avouer.

II — LA PSYCHOLOGIE DU JEUNE CHOMEUR DESCOLARISE

A — L'ENVIRONNEMENT GLOBAL

Chaque situation urbaine, disions-nous, possède à la fois un aspect traditionnel et un aspect occidentalisé : la vie politique congolaise est un exemple frappant de cette réalité à double face ; sous des formes occidentales, dans un cadre moderne nous retrouvons le fond tribal.

Une analyse sociologique de l'agglomération de Poto-Poto permettrait de faire ressortir ce double éclairage. Dans le domaine psychologique qui est le nôtre, la tâche est beaucoup plus ardue ; quelques généralités sont nécessaires.

Le substratum des relations humaines à Poto-Poto est le prestige : il s'agit de supplanter les autres à n'importe quel prix. Mais, qu'est-ce que le prestige ?

En soi, ce n'est qu'un mot sans grande signification : le prestige suppose une échelle de valeurs bien déterminées qui sert de base à une hiérarchie par rapport à laquelle les individus d'une société donnée se placent les uns par rapport aux autres. Dans le cas particulier de Poto-Poto, nous avons deux systèmes de valeurs soutenant deux hiérarchies et correspondant aux deux mondes en présence : le traditionnel et l'occidental.

1. Valeurs et hiérarchie traditionnelles

Elles s'enferment dans trois directions principales :

- La position qu'occupe l'individu dans la hiérarchie tribale, position généralement déterminée par la naissance ;
- Le degré de puissance que l'on possède par rapport aux forces obscures (sorcellerie, fétichisme, sectes ésotériques) ;

— Enfin la valeur "âge" joue le rôle essentiel ; le prestige augmente à mesure que l'individu vieillit. La position dans la hiérarchie tribale ou la maîtrise des forces obscures ne s'acquièrent qu'avec l'âge.

Tout ce qui est manifestations de prestige dans la tradition : le nombre des femmes, les concours de destructions et la richesse matérielle, etc. ne sont que des "témoignages" extérieurs de ces trois facteurs de base.

2. Valeurs et hiérarchie occidentales

Le donné occidental de la société négro-urbaine trouve sa base dans le développement de l'économie basée sur l'échange monétaire ; l'introduction en Afrique des valeurs occidentales est étroitement corrélative à cette transformation. La valeur suprême est ici la richesse matérielle et son symbole : l'argent.

Le prestige dans le cadre occidental a pour but d'étaler sa richesse aux yeux des autres pour les supplanter. On atteint ce but par un habillement somptueux, par l'achat d'un scooter, d'une maison en "dur", par des fêtes où l'on invite toutes ses connaissances, par des cadeaux de valeur à des amis ou à des membres de la famille, par la prise en charge de parents pauvres, etc. Par un transfert classique deviennent des "valeurs", tout ce qui est considéré comme un moyen d'acquérir la valeur suprême : la puissance économique. Ainsi, la scolarisation est une "valeur" ; le lettré possède une place élevée dans la hiérarchie sociale.

Il ne s'agit pas du prestige attaché aux connaissances en tant que telles, mais en tant que moyen d'obtenir une situation élevée, c'est-à-dire rapportant beaucoup d'argent.

Cette séparation en deux systèmes de valeurs, en deux types de hiérarchie, n'est que perception schématique et quelque peu théorique d'une réalité beaucoup plus complexe et beaucoup plus riche. En fait, ces deux principes, l'occidental et le traditionnel, sont intimement liés dans chaque structure sociale, dans chaque groupe social, dans chaque individu. Ils forment une synthèse plus ou moins précaire où chacun des deux thèmes réagit dialectiquement l'un et l'autre. Cette dichotomie simpliste n'est qu'un moyen commode de "maîtriser" une réalité par trop fuyante.

B — SITUATION DE NOS SUJETS DANS LA SOCIÉTÉ NEGRO-URBAINE

1. Les jeunes chômeurs lettrés rejettent la tradition

Comme nous l'avons montré dans la première partie de ce chapitre, nos sujets sont on ne peut plus étrangers au monde traditionnel : ils n'ont qu'une connaissance extrêmement vague du passé coutumier, ils réduisent au maximum leurs contacts avec le village, foyer de la tradition ; ils participent le moins possible aux manifestations urbaines. Seuls la sorcellerie et le fétichisme semblent être encore pour eux une réalité vivante : ils en ont peur, comme on a peur de ce dont on ne fait point partie ; ils le craignent comme on craint ce que l'on ne comprend pas, ce qui est étranger. Paradoxalement, il semble que leur peur de la sorcellerie et du fétichisme soit un symptôme de leur coupure quasi complète d'avec le monde traditionnel.

Pourquoi ce refus de la tradition ? il semble qu'il faille en chercher l'origine dans la "situation" du jeune garçon dans le système traditionnel. Le "jeune" par définition est le dernier dans la hiérarchie traditionnelle, la puissance politique ou la puissance occulte s'acquièrent avec l'âge ; il lui manque le seul prestige qui compte dans la tradition, le prestige de l'âge. Ces jeunes garçons sont ici par définition au dernier rang de la hiérarchie. Ils ne participent en rien à la lutte de prestige qui est une affaire d'adultes.

La condition essentielle de l'acceptation par n'importe quelle classe d'individus du dernier rang de la hiérarchie sociale, d'un statut inférieur, est que cette hiérarchie soit la seule possible. Il faut que les valeurs qui supportent cette infériorité soient les seules qui s'offrent au sujet. Il faut que ces êtres inférieurs soient intégrés dans la structure sociale unique et sans espoir.

Or, dans le cas qui nous occupe une telle condition n'est pas remplie. La hiérarchie traditionnelle est en compétition avec les valeurs modernes ; et nos jeunes lettrés refuseront entièrement les valeurs traditionnelles où ils ont la dernière place, pour choisir le monde occidental où l'âge n'entre pas en ligne de compte, où leur jeunesse est non un

handicap, mais un facteur de succès. Ce rejet de la tradition est automatique : il est inscrit dans le seul fait de la présence de deux types de valeurs, de deux hiérarchies. Les jeunes refusent leur infériorité parce qu'ils ont la possibilité d'entrer dans le jeu de la hiérarchie occidentale. C'est dans la dualité de ces valeurs que l'on peut trouver la base psychologique du heurt entre les jeunes et les vieux que l'on constate à Poto-Poto, heurt généralement de générations où chacun justifie sa position par des références incomprises par l'adversaire puisque les uns parlent le langage traditionnel et les autres le langage occidental.

2. Les jeunes chômeurs lettrés sont rejetés hors du système occidental

Ainsi nous voyons que nos sujets sont complètement rejetés vers le monde occidental. Cette orientation signifie essentiellement qu'ils adoptent le système des valeurs occidentales, qu'ils se pensent eux-mêmes dans la hiérarchie qu'elles supportent. En un mot, nos jeunes chômeurs perçoivent la réalité sociale à travers les cadres occidentalisés, pour eux le prestige est lié à l'étalement de la richesse, à l'argent que l'on peut gagner. Ils se situent dans cette hiérarchie à une place privilégiée : en effet, ils ont fréquenté l'école, ils sont lettrés, donc c'est eux qui doivent obtenir des postes qui entraînent les gains importants, leur statut de lettrés les place tout en haut de la hiérarchie sociale puisque lettrés est synonyme de "riches" dans leur perception du monde.

Ainsi, le jeune garçon sortant de l'école est ivre d'espoir et que se passe-t-il en fait ? Malgré leur scolarisation ils ne peuvent trouver du travail, ils ne peuvent absolument pas gagner la moindre somme d'argent. Dans ce système des valeurs qu'ils ont complètement adopté ils sont, comme précédemment, les plus méprisables, alors que les beaux habits sont un signe de prestige, ils sont en haillons, alors que l'on étale sa richesse dans les cadeaux que l'on fait à la famille, ils dépendent entièrement d'elle pour se nourrir, etc. Le système occidental leur refuse la place qu'ils croient devoir être la leur. Ils sont des parias, des sous-hommes.

La réaction de nos sujets est simple : ils ne comprennent pas, ce chômage leur semble irrationnel, comme est irrationnelle cette position inférieure qu'ils occupent. Cette attitude générale est très facile à expliquer : nos sujets, avec l'ensemble de la population, ont une perception très précise quoique stéréotypée de la réalité sociale, ils l'ont adoptée, ils s'y sont intégrés.

Dans cette réalité sociale, le travail et l'argent qui est son corollaire sont liés étroitement à la scolarisation. La culture européenne permet de pénétrer dans le système économique occidental qui soutient les valeurs occidentales adoptées par nos sujets, les liaisons sont pour eux une réalité immuable. Le fait qu'un lettré ne trouve pas de travail est un phénomène incompréhensible, qui ne devrait pas être, il sort de la rationalité particulière dans laquelle nos sujets enferment leur perception du monde.

Nous voyons la différence existant entre les deux sortes d'infériorités que subissent nos sujets : la première, celle qu'ils possèdent dans la tradition est normale dans leur esprit, elle correspond à un système social bien défini, la seconde, celle qui les frappe dans le système occidental, leur apparaît comme anormale, aberrante, c'est un accident incompréhensible qui trahit et met en cause toutes les valeurs auxquelles ils se sont donnés.

Ainsi, le jeune chômeur lettré se trouve coupé de l'ensemble de la société négro-urbaine, c'est d'ailleurs la conclusion que nous avons tirée de l'ensemble de notre analyse : il n'a pas sa place dans l'économie de Brazzaville, il n'est intégré ni à la structure religieuse, ni à la structure politique, sa position à l'intérieur de la famille urbaine est en porte-à-faux, il s'est coupé du village. En fait, le jeune chômeur lettré est un "étranger" au sein de sa propre société. C'est un "désincarné" social, cette position se caractérise par la création de ces clubs de jeunes que nous avons analysés précédemment, où ils mènent une vie autonome hors de la société générale. Ces clubs, disions-nous, sont des structures sociales de remplacement, ils sont la conséquence directe de la coupure qui existe entre nos sujets et l'ensemble de la société négro-urbaine. Cette organisation sociale originale permet à nos jeunes chômeurs de remplacer les structures générales qu'ils refusent ou par lesquelles ils sont refusés.

C - CONCLUSION

De notre analyse ressortent deux thèmes généraux :

- La révolte ;
 - et la disponibilité.
- Toute notre enquête révèle dans notre population un état de révolte latent, ce refus de s'intégrer dans la structure générale est un acte de révolté, nos jeunes garçons n'acceptent absolument pas leur situation de chômeurs, cette organisation autonome en clubs est un acte de révolté. Ils trouvent leur situation de chômeurs irrationnelle et la perception de cette situation est encore un acte de révolté ; ils refusent de l'expliquer en l'enfermant dans quelque cadre social. Cette révolte latente risque de se concrétiser en actes de violence réels pour n'importe quelle cause dirigés contre n'importe qui. On se bat contre une société qu'on juge absurde en aveugle, pour le plaisir de la violence, qu'importe le prétexte pourvu qu'on puisse dire "non" à un ordre social incompréhensible. Qu'on laisse cette masse de jeunes livrée à elle-même et l'on risque de la voir un jour commettre des violences qui sembleront stupides, sans raison valable et qui ne seront que la manifestation extérieure de son désespoir.
- "Disponibles", les jeunes chômeurs de Poto-Poto le sont particulièrement et cela est peut-être plus grave que cette révolte latente qu'ils couvent. Complètement détachés de toute appartenance sociale, "étrangers" aux différents groupes sociaux de la ville, ces jeunes garçons forment une masse complètement dénudée, allergique à toute pression venue du dehors. L'influence extérieure est endiguée par l'intégration de l'individu dans les groupes sociaux auxquels il appartient et desquels il prend les idées et les préjugés. Dans le cas de nos sujets, nous ne trouvons aucune appartenance efficace. Qu'un démagogue habile, faisant appel à ce fond de révolte latente que nous signalions tout à l'heure, se présente et il sera suivi. Rien ne pourra ralentir sa propagande, elle se développera sur un terrain sans obstacle et il pourra entraîner cette masse disponible vers quelque aventure catastrophique.
- Il est encore temps de se servir de cette disponibilité, de l'orienter vers des buts constructifs : on peut utiliser cette perméabilité pour assurer le succès d'une quelconque solution hardie du problème du chômage des jeunes, mais il faut agir rapidement si l'on ne veut point se laisser prendre de vitesse.

CONCLUSION

SOLUTIONS PRATIQUES

I - NECESSITE D'UNE ACTION RAPIDE

Ce problème du chômage des jeunes lettrés est évidemment corrélatif à une situation économique précise. La crise sévit à Brazzaville depuis des années, et depuis des années le marché du travail se rétrécit progressivement, la proportion des "inoccupés" augmente d'une manière catastrophique ; nous renvoyons ici, pour la description de ce contexte global, à l'étude effectuée par M. DEVAUGES.

Deux possibilités générales se présentent :

- Continuation, ou plutôt accentuation du marasme actuel ;
- Industrialisation de la région de Pointe Noire (Kouilou).

Nous allons essayer d'analyser quelle pourrait être la position des jeunes descolarisés chômeurs dans chacun de ces deux cas :

A - PREMIERE POSSIBILITE : ACCENTUATION DU MARASME ECONOMIQUE ACTUEL

Si la situation économique de Brazzaville continue à se détériorer suivant le rythme actuel, cette ville de presque 100 000 habitants deviendra bientôt un corps sans vie, sorte d'immense fourmilière où des hommes tourneront désespérément sur eux-mêmes à la recherche d'une activité impossible à atteindre. Notre population de jeunes lettrés s'accroîtra : aux masses de jeunes descolarisés que l'école déversera dans le chômage, s'ajoutera selon une cadence accrue, l'apport de l'immigration venue de la brousse. Dans cette hypothèse (continuation de la situation actuelle) il n'y aura aucun espoir de décongestionner Brazzaville, aucun déversoir démographique ne peut être envisagé ; la population en constante augmentation restera liée à cette agglomération morte.

Notre analyse psychologique nous a fait conclure à la disponibilité complète de nos sujets, disponibilité qui les rendait, disions-nous, sensibles à n'importe quelle influence. Cette "disponibilité" restait liée à une révolte latente ; en fait, cette révolte ne s'extériorise pas actuellement grâce à cette soupape de sûreté que sont les clubs et l'activité sportive qui les accompagne. Cette société qu'ils se sont bâtie, ce monde où ils évoluent et qui n'est pas le monde des adultes, leur sert de cadre ; l'on peut dire que ce repliement sur soi, dans les clubs, empêche l'explosion de cette disponibilité et de cette révolte. Le rôle de frein que jouent ces clubs pourra-t-il se maintenir si le chômage continue suivant la progression actuelle ? Il ne le semble pas :

a) A mesure que les années passeront nos jeunes lettrés actuels qui, dans la grande majorité, ont moins de vingt ans, ne se satisferont plus dans ce monde enfantin des clubs. Ils ne trouveront pas dans ce sport au rabais l'épanouissement de tout leur être. Ils désintègreront eux-mêmes cette société qu'ils se sont bâtie, ils se trouveront complètement déstructurés. Ne pouvant participer — de par le chômage — à la société normale, ils seront alors entièrement disponibles, prêts à se donner à n'importe qui pour n'importe quoi.

b) A leur tour, les jeunes lettrés qui se répandront dans les rues de Poto-Poto continueront de bâtir, comme leurs aînés, cette société d'adolescents ; mais celle-ci ne jouera vraisemblablement pas son rôle de soupape de sûreté, car, si la coupure avec le reste de la population s'accroît, il n'y aura pas de fossé entre eux et leurs aînés chômeurs ; ils se connaîtront dans leurs clubs, ils auront une communauté de vie, les cadets suivant les aînés là où ces derniers voudront les emmener.

Le grand risque des années à venir, c'est de voir toute cette jeunesse coupée du reste de la population, se dresser à n'importe quel appel habilement lancé, suivre n'importe quelle propagande qui saura canaliser sa révolte en lui faisant espérer un paradis futur.

A notre avis, la population toujours croissante des jeunes lettrés, restera, pour les cinq ou dix années à venir l'inconnue qui pèsera d'une façon de plus en plus lourde et de plus en plus menaçante sans doute — sur le domaine politico-social.

Nous pensons que toute tentative faite pour apaiser leur esprit, toute recette gouvernementale promettant une amélioration économique — toujours lente à provoquer — ne "mordraient" pas sur ces jeunes et ne seraient que coups d'épée dans l'eau. Ces mesures s'adressent à l'ensemble de la population, ils ne se sentiraient pas concernés par elles — (cf — attitude indifférente face à la politique de la loi-cadre), et c'est alors qu'il y aurait à craindre quelque surprise ...

B — DEUXIEME POSSIBILITE : INDUSTRIALISATION DE LA REGION DE POINTE-NOIRE

Un optimiste que rien ne semble pouvoir entamer s'est déversé sur le Moyen-Congo depuis l'acceptation du principe du barrage du Kouilou. Ce "Kouilou" est devenu, dans l'esprit de chacun, la panacée universelle.

S'inquiète-t-on du problème de la jeunesse ? Le Kouilou donnera du travail à tout le monde, aux jeunes lettrés comme aux autres. On n'ose même plus discuter la question, mettre en doute certains aspects de ce remède-miracle.

Peut-être l'industrialisation de Pointe-Noire dissoudra-t-elle quelque peu notre masse de sujets : quelques places d'employés de bureau seront créées, mais leur nombre en sera extrêmement limité ; en aucune façon il ne pourra compenser la progression constante de la population de jeunes chômeurs.

Pointe-Noire industrialisée risque de se voir gonflée d'une manière démesurée : Brazzaville se transportera à Pointe-Noire, et comme cette inflation démographique ne correspondra pas aux possibilités économiques nouvelles, les mêmes problèmes se poseront : seul le lieu aura changé.

La construction du barrage, les usines projetées auront certes, besoin de main-d'œuvre : les jeunes lettrés pourront-ils s'intégrer dans cette nouvelle structure économique industrialisée ? Ne pourront-ils pas, en grand nombre trouver un emploi sur les chantiers ?

Cela semble improbable : ce sont des lettrés du type scolastique, à la formation gratuite ; ils n'ont aucune qualification ; tous les emplois relativement élevés leur sont fermés automatiquement. Leur est-il alors possible d'acquérir une formation technique ? Peut-être, mais de toutes façons, les métiers qualifiés seront limités et les élèves des écoles professionnelles répondront à la demande.

Ils ne peuvent donc sortir en nombre important de leur état de chômage qu'en devenant des "manœuvres", car c'est en masse que l'on aura besoin de travailleurs non qualifiés sur les nouveaux chantiers de construction, mais il nous est assez difficile d'imaginer comment il sera possible de leur faire accepter un tel travail : leur scolarisation ne leur permet pas de "déchoir" jusqu'à choisir une telle occupation — et d'autre part, les employeurs préféreront certainement engager des "broussards" au corps plus sain et surtout à l'esprit beaucoup plus souple ...

Supposons cependant que la famine ou le désespoir, ou encore une propagande bien menée, réussissent à les intégrer dans ces emplois subalternes, nous risquons alors de voir le côté humain de l'industrialisation congolaise se vicier à la base : ces jeunes gens formeront une masse prolétarisée particulièrement dangereuse : lettrée, elle sera sensible à une quelconque propagande écrite ou parlée, déçue, se méprisant et se sentant déçue elle entretiendra en elle-même un esprit revendicatif virulent, une révolte permanente. D'autre part ces lettrés risquent d'occuper dans le nouveau prolétariat congolais une posi-

tion leadership, entraînant une grande partie des travailleurs dans les voies de leurs rêves révolutionnaires. Le risque que nos jeunes lettrés prolétarisés fassent de l'industrialisation future, la base d'une implantation subversive en A.E.F. est loin, à notre avis, de relever de la pure imagination.

Quel que soit l'avenir économique du territoire, le problème reste, à quelques nuances près, le même. Ces jeunes lettrés sont le chancre de la situation, il faut essayer d'imaginer une solution originale ; en aucune façon l'on ne peut adopter une attitude fataliste d'attente.

II - CARACTERISTIQUES D'UNE SOLUTION

Le problème qui nous occupe n'a pas laissé indifférents les milieux administratifs de Brazzaville ; bien au contraire, des essais de solution pratique ont été non seulement envisagés mais tentés.

Nous avons souvent rencontré une perception du problème assez particulière, fourvoyant la question dans des chemins qui nous semblent sans issue :

a) Pour certains, le chômage des jeunes lettrés est à base purement psychologique : ils ne travaillent pas parce qu'ils refusent de travailler, n'acceptant aucun autre emploi que ceux de "commis aux écritures" ou "d'employé de bureau".

b) Pour d'autres, seule, une absence de qualification les rend inutilisables dans les entreprises de Brazzaville et les éloigne de nombreuses occupations.

Ces deux catégories de personnes se retrouvent pour juger que la solution du problème peut être trouvée dans une réforme profonde de la nature de l'enseignement et surtout dans le développement de l'enseignement technique.

Ces opinions correspondent, certes à la réalité, mais c'est à une réalité extrêmement partielle, elles ne mettent en cause que l'accessoire, que l'immédiatement perceptible. On a l'impression qu'elles ne servent qu'à masquer, qu'à faire oublier l'angoissante situation économique, alors que le problème qui nous occupe est général, s'inscrivant dans la structure économique-sociale du territoire, et c'est à travers elle qu'il faut le percevoir. Rien ne sert de vouloir l'enrouler sur lui-même, c'est le contexte qui est ici l'essentiel et il faut savoir l'envisager dans toute son amplitude.

On a essayé d'établir dans les environs de Brazzaville des sortes de paysannats de jeunes : ce sont les camps HERAUD et MACHENAUD et le "centre de la MOINDI". Ces expériences sont très intéressantes, l'analyse des résultats obtenus mériterait, à elle seule, l'établissement d'un rapport particulier. Nous nous permettons de faire les quelques remarques suivantes :

- il s'agit d'une tentative de portée beaucoup trop limitée : elle n'intéresse que 200 à 300 individus, et ne présente aucune importance "sociologique", n'influant en rien sur les 8 000 jeunes chômeurs en cause ;

- ces camps ou centre agricoles n'ont, en aucune façon été conçus dans un esprit financièrement sain ; alors qu'il aurait fallu organiser ces entreprises de manière à ce qu'elles acquièrent peu à peu l'autonomie financière tout comme une quelconque affaire privée - elles ne réussissent à survivre que par des crédits gouvernementaux donnés avec de plus en plus de difficulté ;

- mais ces tentatives sont, surtout, sans perspective : elles restent enfermées dans les limites de la jeunesse. Dans les camps HERAUD et MACHENAUD les jeunes garçons doivent quitter le centre au bout de un ou deux ans, et le problème des débouchés se pose : il ne s'agit aucunement d'une solution définitive, complète, faisant passer des jeunes gens dans la vie normale. Il semble que ce soient des centres bâtards d'une formation technique agricole au rabais.

L'urgence d'une solution rapide est évidente. Ce qui n'est qu'un problème risque de devenir dans les années à venir une catastrophe sociale. Cette solution doit être :

— Totale : C'est-à-dire intéresser d'une part l'ensemble des jeunes lettrés actuellement en cause et tenir compte d'autre part des futurs jeunes descolarisés que l'école va jeter dans la société. En fait, c'est le phénomène lui-même du chômage des jeunes lettrés qu'il faut supprimer.

— Particulière : Ce problème doit être envisagé avec ses caractéristiques propres ; l'inclure dans une réalisation de caractère général, de par la coupure existant entre nos sujets et la population, semble devoir nous mener vers un échec certain.

La situation apparaît complexe, extrêmement confuse ; toute action directe n'est rendue possible que par une simplification extrême des problèmes : nous allons nous limiter aux deux domaines économique et sociologique.

a) Domaine économique. Le secteur économique dans le cadre duquel nous pouvons espérer intégrer nos jeunes chômeurs n'est pas laissé à notre choix ; si nous nous trouvons dans un pays riche aux possibilités multiples nous orienterions nos recherches vers la mécanique et ses dérivés, c'est dans ce domaine que nous aurions la base psychologique la plus favorable. L'état de l'économie congolaise ne nous permet aucun jeu, nous ne trouvons devant nous que l'agriculture, ce n'est que dans ce secteur que nous avons quelque chance de pouvoir occuper les sujets qui nous intéressent.

Ce domaine agricole dans lequel nous nous trouvons obligés de nous aventurer est le plus défavorable que nous puissions trouver. Nous partons avec un handicap psychologique considérable. Notre analyse a montré combien nos sujets sont opposés à toute reconversion agricole. Pour eux, l'agriculture est liée au village, à la tradition, à la scierie. Elle représente ce passé ancestral que l'on rejette, ces valeurs, ce mode de vie dont la ville occidentalise les a délivrés. L'agriculture représente un retour "total" en arrière, une rechute dans les ténèbres du passé. Ces jeunes lettrés, qui se trouvent être les plus puissamment adhérents au nouvel état des choses, ne peuvent même pas envisager "un retour à la terre", les résultats de notre sondage sur le choix du métier en font foi.

Ainsi une des premières tâches dont nous aurons à nous occuper, sera de surmonter ce handicap psychologique ; dans ce but il faudra donner à notre solution agricole des formes résolument "modernes", occidentales en particulier par l'introduction d'une mécanisation maximum, de façon à ce qu'il ne puisse y avoir aucune assimilation entre les méthodes utilisées par nos sujets et les vieilles recettes des anciens du village.

b) Domaine sociologique. Ces considérations psychologiques nous ont fait dépasser le domaine économique, et de fait, non seulement nous devons donner à nos sujets certaines possibilités économiques, mais encore nous devons les encadrer dans des structures sociales ; dans ce domaine encore nous ne sommes pas libres de notre choix ; les faits donnent à l'élaboration de la société que nous devons imaginer l'obligation de suivre un certain nombre d'impératifs.

Ces structures doivent :

1. Intégrer nos sujets dans la vie du territoire, et ce, tant dans le domaine économique, que social et politique. Il faut que nos jeunes lettrés se perçoivent comme appartenant au Moyen-Congo et à la société générale, il faut donc qu'ils aient la conscience nette de jouer un rôle, de "compter".

2. Etre "définitives" : il faut leur donner un ancrage social dans lequel ils pourront s'installer dans leur vie d'adultes, cela demandera une organisation extrêmement large, extrêmement malléable.

3. Cette malléabilité enfin, doit jouer dans le sens d'une possibilité d'intégration des nouvelles couches de jeunes lettrés que l'école libèrera dans les années à venir.

En un mot il faut bâtir une société où l'individu se trouve implanté pour toute son existence, et où il pourra participer à la vie collective du pays.

III - SOLUTION PROPOSEE : LES COMMUNAUTES AGRICOLES

C'est, en fin de compte, et après de nombreuses hésitations, un large système de communautés agricoles que nous avons choisi pour essayer de trouver une solution à ce grave problème.

Il s'agit, en fait, d'intégrer nos jeunes lettrés dans le développement agricole général, en respectant les contingences sociologiques et psychologiques que nous venons d'énumérer. Notre but n'est pas de décrier une "utopie", c'est-à-dire de présenter l'analyse complète d'une structure économique-sociale précise semblant, à nos yeux, répondre le mieux à la situation, échafaudage plus ou moins subtil, qui se voudrait le plus complet possible. Nous sommes plus modestes, nous nous contenterons d'énumérer quelques généralités, de bâtir un cadre extrêmement large ; la dynamique propre à l'action pratique se chargera de lui donner vie, de le rectifier parfois, de lui adjoindre les détails nécessaires. Bien souvent, dans la suite de notre développement, nous nous sommes trouvés devant plusieurs possibilités, nous nous sommes contentés de poser les termes du choix, sans oser décider. Cette attitude, qui semble décevante, est la seule qui nous évitera de voir nos plans trahis par la réalité.

A - RENTABILITE

Avant de pénétrer dans l'analyse de la structure économique-sociale de ces communautés agricoles, une notion essentielle doit être soulignée, c'est celle de "rentabilité". Chacune de ces futures exploitations doit être perçue à travers l'optique de l'entreprise personnelle, c'est-à-dire n'ayant de raison d'être que par les bénéfices que l'on peut en tirer. Il faut qu'il ne soit question que d'affaires rentables et cette obligation doit rester dans notre esprit durant tout notre développement.

Cette rentabilité est une nécessité, et ce à plusieurs titres :

a) Ce système de communautés - pour présenter une solution efficace au problème de la jeunesse en chômage - doit être extrêmement vaste ; dès la mise en train dix à quinze entreprises sont nécessaires. Il est impensable d'entreprendre de telles réalisations avec des subventions de type classique, données à fond perdu : le budget territorial ou fédéral ne peut en aucune manière soutenir un tel effort. Il s'agit d'obtenir un prêt de quelque organisme important (FIDES par exemple) ; prêt remboursable en un nombre d'années déterminées ; un tel financement n'est évidemment possible que si la notion de rentabilité préside à l'élaboration des études de ce système de communautés.

b) En étant rentables, ces communautés agricoles participeront, peut-être d'une manière essentielle, à l'essor économique du territoire. Leur insertion dans cet essor a un double intérêt :

- sur le plan général, ces entreprises joueront un rôle capital dans le développement agricole du Moyen-Congo ; elles donneront à l'agriculture une allure moderne et intensive ; elle équilibreront une industrialisation qui risque d'être le seul élément économique du territoire, entretenant ainsi un déséquilibre générateur de toutes les conséquences négatives liées à ce genre d'économie monolithique.

- sur le plan particulier qui nous occupe, cette participation à la vie économique est la base de toute intégration dans la société générale et la vie normale du pays. Sans ce substratum économique, tous nos efforts dans ce sens seraient voués à l'échec le plus complet.

B - DONNEES AGRICOLES ET MODES DE CULTURE

A la lumière de cette notion de rentabilité, une enquête proprement agricole intéressant chaque cas particulier de communauté est nécessaire ; enquête qui devra porter :

a) sur les cultures possibles (recherches pédologiques), en favorisant au maximum

la polyculture. L'analyse de ces cultures possibles devra s'associer à l'étude des perspectives de vente des produits, à la connaissance des prévisions des marchés locaux et internationaux.

b) sur les modes de culture : nous avons vu précédemment que, pour favoriser les contingences psychologiques, une mécanisation était nécessaire. Il s'agit donc de déterminer l'importance de cette mécanisation, sa liaison avec les cultures, etc.

Il semble que nous devons nous orienter vers une agriculture semi-mécanisée de type intensif.

C - ORGANISATION INTERIEURE

Le chiffre maximum et minimum d'individus que nous pourrions faire entrer dans une communauté ne peut être déterminé que par l'enquête agricole, suivant les cultures en cause et les moyens employés, ce n'est qu'un nombre précis de jeunes garçons qui pourra rendre l'affaire rentable. De même l'organisation interne de chacune des communautés dépendra jusqu'à un certain point des résultats de l'enquête agricole. Faute de ces données de base nous ne pouvons que présenter des généralités très vagues dans ce domaine.

a) Organisation générale

Elle devra, semble-t-il, être très libérale ; chaque sujet devant pouvoir, par exemple, construire son habitation suivant ses goûts ; des groupes, se former associant les individus par affinités. Il est très important que les jeunes garçons puissent se marier ; il serait peut-être positif que nous ayons dans chacune des communautés :

- Un village de gens mariés, permettant l'organisation de la vie familiale ;
- un village de célibataires, adapté au mode d'existence de garçons seuls ; la vie communautaire pourrait y être établie ; il s'agirait d'une sorte de camp d'attente préparant à l'installation définitive au village des mariés.

Dans ce village de célibataires, pourraient y être intégrées, à mesure de leur sortie de l'école, les nouvelles générations de jeunes lettrés sans emploi ; il serait d'ailleurs sans doute possible de lui donner une allure de "centre d'adaptation" à la vie de la communauté (cours de formation agricole, apprentissage du maniement des machines d'agriculture, etc.

La séparation de la communauté entre ces deux groupes distincts permettrait :

- d'installer définitivement nos sujets (par le mariage) dans les structures nouvelles ;
- d'intégrer les nouvelles générations de jeunes.

b) Organisme de direction

Cependant cette masse de jeunes garçons ne peut rester sans encadrement ; il faut organiser ces communautés en établissant une structure hiérarchisée ; il faut en faire de véritables micro-sociétés ayant leur vie propre.

Il semble qu'une organisation bicéphale soit possible :

1. Une direction technique, formée d'éléments spécialement préparés à ce genre de tâche ; le nombre et la qualification exacte des membres de cette direction ne sauraient être fixés qu'après l'étude agricole de base.

2. Une direction élue : les membres de la communauté déléguant un certain nombre d'entre eux à une sorte de "conseil". Mais une multitude de questions se posent au sujet de cette organisation à double tête :

Quelles seront les relations exactes entre la direction technique et la direction élue ? Quels domaines relèveront de la compétence de chacune ? Pour donner à ces structures une vie réelle, l'ensemble des décisions intéressant la communauté devra être pris en étroite collaboration. (D'une manière générale, il faudra choisir entre la solution d'un conseil purement consultatif ou celle d'un organisme ayant des pouvoirs effectifs de direction. Peut-être sera-t-il possible d'imiter l'organisation administrative des communes mixtes actuelles ? Peut-être même pourrions-nous assimiler franchement ces communautés

à de véritables communes paysannes et, par le biais de la vie municipale, introduire directement nos sujets dans la vie politico-administrative du territoire ?)

Quelles seront les modalités d'élection à ce conseil de direction ? et en particulier quelles conditions devra remplir l'individu pour pouvoir voter ou être élu ? Pour participer ainsi d'une manière directe ou indirecte à la direction de la communauté, des conditions d'âge ou de temps de présence dans la communauté, seront-elles demandées ?

Vie économique personnelle

L'indépendance économique que nous cherchons à donner à nos sujets se matérialisera par un salaire ; son importance suivra la progression des revenus de l'entreprise, l'amortissement de la dette de base, etc.

Durant une première période, un salaire minimum sera garanti, payé sur le crédit, qui s'inscrira dans la dette générale. Ce salaire minimum se maintiendra jusqu'au moment où le budget de la communauté s'équilibrera, puis en corrélation avec les bénéfiques, le revenu de chacun augmentera. Ainsi chaque individu participera aux bénéfiques sera intéressé personnellement par la marche de l'entreprise. Dans ce domaine un problème important se posera rapidement : les salaires seront-ils égaux pour tous ou bien en établira-t-on l'échelle suivant la qualification technique et le rôle de direction impartit ?

Un système de coopératives à l'intérieur de la communauté sera nécessaire ; coopérative comprenant non seulement des produits alimentaires (de type local et européen) mais encore tous les objets classiques du circuit commercial. Ces coopératives devront être gérées par la direction élue.

Le grand problème qui se posera sans doute à l'intérieur de ces communautés, sera celui des rapports entre l'individu et la direction. Deux attitudes sont possibles :

- l'attitude libérale : discipline interne très souple, la direction n'intervenant par exemple, que dans le domaine extrêmement limité du travail ; en dehors de celui-ci l'individu reste entièrement libre de ses faits et gestes ;
- l'attitude dictatoriale : établissement d'une discipline générale intervenant dans tous les domaines de la vie quotidienne, la direction limitant le plus possible les initiatives individuelles.

On ne peut préjuger quelle attitude dominera, vraisemblablement chacune de ces communautés aura des nuances qui lui seront propres, s'orientant plus ou moins d'un côté ou de l'autre. Quoiqu'il en soit, un code de discipline intérieure devra être élaboré, ainsi qu'un système de moyens coercitifs qui permettra de le faire appliquer ; il faudra envisager par ailleurs l'institution de conseils de discipline destinés à juger et punir les infractions à ce code.

D - ORGANISME DE COORDINATION

Des problèmes communs à l'ensemble des communautés du territoire ne manqueront pas de se poser, aussi sera-t-il nécessaire de mettre en place dans le cadre gouvernemental actuel, une direction centrale.

1. Elle aura sur le plan économique-financier un rôle essentiel.

- Elle contrôlera directement les finances de chacune des communautés, elle négociera les crédits, établira le rythme de remboursement de la dette, etc. ;
- Elle sera responsable de la vente des produits, leur cherchera des débouchés, passera les marchés, s'occupera des transports, etc. ;
- Enfin elle gèrera le système des coopératives.

En résumé cette direction centrale coordonnera la vie économique de l'ensemble des communautés, et dirigera leurs finances. Il faudra cependant estimer :

- a) Le degré d'autonomie budgétaire de chacune des communautés ; c'est-à-dire décider si la direction générale gèrera chaque communauté à part, ou si l'ensemble du système formera un tout financier, les bénéfiques des unes comblant le déficit des autres.

b) La compétence laissée dans ce domaine aux directions locales ; c'est-à-dire déterminer jusqu'à quel point les autorités de la communauté interviendront effectivement dans la gestion de l'économie de cette dernière. A ce point de vue, la centralisation est nécessaire, par le fait même du manque de qualification qui caractérisera vraisemblablement les dirigeants locaux, et aussi par l'obligation de percevoir dans leur ensemble les problèmes budgétaires. Il n'est pas souhaitable cependant de laisser entièrement hors de portée des autorités locales la gestion de leurs propres affaires ; il faut que les intéressés prennent conscience de ces données économique-financières : c'est le seul moyen de leur permettre d'adhérer psychologiquement à l'entreprise. Suivant les circonstances, on pourra peut-être envisager de laisser à la direction générale un simple pouvoir de contrôle...

2. Le pouvoir de la direction centrale dépassera-t-il le domaine économique-financier ?

Nous avons le choix entre : donner aux communautés une autonomie complète (en dehors des questions pécuniaires) (la direction générale ne jouant qu'un rôle indirect et très limité de coordination) ou, dans une optique totalitaire, établir une structure administrative extrêmement rigide, le pouvoir central intervenant dans tous les secteurs de la vie des communautés, cherchant à unifier au maximum toutes les réalisations.

— Dans le premier cas nous laissons aux directions locales un rôle direct et positif de décision, cette attitude libérale entraîne une indépendance non seulement de la direction élue, mais à un moindre degré des membres de la direction technique (administrativement rattachés au territoire).

— Dans le deuxième cas, les directions locales n'ont qu'un rôle d'exécutant, leur compétence ne dépassant pas les limites des modalités d'application pratique des décisions prises au niveau territorial.

3. Quel que soit le rôle exact imparti à la direction centrale, il faudra fixer les modalités des relations entre elle et chacune des communautés. Ces relations peuvent prendre deux directions générales :

a) simples contacts directs ou administratifs destinés à régler les problèmes particuliers intéressant une communauté.

b) Etablissement auprès de la direction centrale d'un "conseil", où siégeront des délégués de chacune des communautés. Ce conseil s'intéressera aux problèmes d'ensemble touchant le système lui-même des communautés ; ce sera une sorte de conseil général d'administration. Si cette dernière formule était retenue, il faudrait déterminer d'une part la constitution de ce conseil, son mode d'élection et d'autre part ses compétences exactes et ses relations avec la direction générale. (Organisme émettant des vœux et suggestions, ou pouvant prendre des décisions obligatoirement applicables.)

A notre avis, il est nécessaire d'élaborer avec minutie une structure administrative, juridique et sociale qui "encadrera" nos sujets d'une manière efficace. Il n'est pas possible de laisser ces masses de jeunes désœuvrés dans l'état de disponibilité que nous avons souvent souligné, disponibilité née de ce statut d'étrangers que possèdent nos jeunes chômeurs au sein de la société africaine actuelle. Il ne suffit pas de leur donner du travail, et aussi une certaine indépendance économique, il faut surtout les "structures" au sens sociologique du terme.

E - LE PROBLEME TRIBAL

Un dernier problème général se posera. Faudra-t-il favoriser le mélange des "Races" ou bien donnerons-nous à ces communautés une structure bâtie sur la tribu. Il semble qu'il sera extrêmement positif de provoquer au maximum le brassage de la population.

— Ainsi nous nous inscrivons dans le dynamisme psychologique de la jeunesse ; par opposition aux aînés fortement tribalisés, ils refusent avec force le principe du clivage tribal, du racisme interafricain (cf - la constitution des groupes d'amis et surtout la superstructure qui l'entoure).

— Nous évitons que se perpétuent au sein de la jeunesse les luttes politiques actuelles,

luttres dont la nature essentiellement tribale leur donne un caractère particulièrement négatif et parfois dangereux (racisme).

— Ce brassage tribal cependant entraînera entre nos jeunes et les populations qui les entoureront de grosses difficultés ; la présence d'étrangers sur le territoire de la tribu ne manquera pas de soulever des multitudes de contestations et peut-être de provoquer des incidents ; de plus on se heurtera aux hommes politiques locaux qui n'accepteront pas sur leur fief électoral des gens appartenant à des groupes tribaux adverses (actuellement le paysannat de jeunes de la Mofindi se heurte à l'hostilité déclarée du ministre KIKOUNGHAT-NGOT qui refuse de voir dans le NIARI s'installer de jeunes Balalis, qui forment, selon lui, des foyers d'opposition politique).

Voici en résumé les quelques données de base qui devront présider à l'élaboration de ces communautés :

1. Mélange tribal ;
2. Rentabilité de chaque communauté considérée comme une entreprise personnelle ;
3. Organisation intérieure bicéphale : technique et élue ;

A déterminer :

— les compétences de chacune de ces deux directions, leurs relations ;
— l'importance de l'action de la direction sur la vie individuelle (tendance libérale ou dictatoriale).

4. Un organisme central dont on doit définir

- les compétences et les pouvoirs ;
- le mode d'action sur les communautés.

Tout au long de notre rapport nous n'avons pas cessé d'exprimer la nécessité d'une action rapide. Nous ne pouvons, vu le caractère précaire de notre étude, établir un calendrier rigoureux. Cependant la période préparatoire à l'établissement de ces communautés ne devrait pas dépasser un an. Nous devons effectuer trois actions simultanées :

1. Enquête tendant à déterminer le plan de réalisation de chacune de ces communautés.

Cette enquête serait faite par :

- un spécialiste des recherches agricoles (recherches pédologiques, mode de culture, élevage, etc.) ;
- un sociologue, qui mettrait au point l'organisation sociale de chaque communauté ;
- un économiste qui étudierait le mode de financement : le système de crédit et de remboursement.

Il ne s'agit pas d'effectuer des travaux séparés, mais faire une seule enquête, les trois spécialistes travaillant en étroite collaboration. L'ensemble devant se présenter comme un tout cohérent.

2. Etablissement d'un centre de formation pour les éléments des directions techniques.

Le programme de ce stage d'un an devra être étudié avec un soin particulier ; de la valeur de ces cadres dépendra toute la réussite de l'entreprise. L'enseignement devra porter :

- sur les techniques agricoles ;
- sur les techniques de gestion d'une entreprise agricole ;
- sur les techniques de direction des groupes sociaux, des jeunes, etc.

Durant ce stage, il faudra spécialiser les futures agents de direction, et ce, en corrélation avec le nombre d'entre eux qui pourra être affecté dans une communauté. Il serait souhaitable que, dans l'optique de la politique actuelle de communauté franco-africaine, ces cadres indifféremment d'origine européenne ou africaine.

3. Campagne de propagande intense auprès de la jeunesse brazzavilloise.

Il s'agit de faire la conquête psychologique des lettrés. Il sera nécessaire :

- de revaloriser l'agriculture, surtout en la présentant sous ses formes modernes et mécanisées ;
- d'expliquer les formes et les buts du système de communauté, il ne faut en aucune façon essayer de masquer les difficultés, les risques d'échec, etc. ;

- cependant, pour une entreprise de cette envergure, notre propagande devra dépasser son objet même. Il sera nécessaire de lier la réalisation de ces communautés agricoles à une idéologie simple et efficace, par exemple à un patriotisme congolais ou aéfien s'épanouissant dans le cadre franco-africain.

Cette année de préparation terminée, il faudra entreprendre à peu près en même temps la réalisation de l'ensemble des communautés envisagées. Aussi nous éloignerons de Brazzaville en un court laps de temps la majeure partie de nos jeunes chômeurs, et en une seule fois le problème social qu'ils posent se trouvera résolu.

ANNEXE I

METHODOLOGIE

Avant de commencer notre enquête toute une période de préparation psychologique du terrain a été nécessaire (1 mois environ), d'autant plus que nous nous trouvions dans la période de fermentation politique qui suivait la promulgation de la loi-cadre. Nous avons tout d'abord coupé les liens avec la société européenne en nous installant à POTO-POTO, dans un quartier central, à un noeud urbain, et puis pendant un mois nous nous sommes montrés partout, nous avons sympathisé avec l'ensemble de la population participant à toute la vie de la cité africaine. Peu à peu nous avons vu le mur de méfiance qui nous entourait disparaître complètement ; par un retournement dialectique classique notre personnalité d'européen a favorisé les prises de contact, et pratiquement nous n'avons jamais eu de heurt avec aucune classe de la population. Cette période de préparation psychologique était essentielle.

Le climat de confiance que nous avons ainsi instauré nous a permis d'éviter, d'une part, le refus de contact, l'impossibilité de communiquer avec les sujets ; d'autre part, la falsification systématique de la réalité, ce rideau de mensonges qui accueille le plus souvent l'européen trop curieux.

En pratique nous avons effectué trois enquêtes (chacune ayant demandé des méthodes particulières) qui nous ont permis :

- une approche statistique ;
- une approche sociologique ;
- une approche psycho-sociologique ;

1 - ENQUETES STATISTIQUES

Nous avons constitué à cet effet un fichier — tout sujet rencontré remplissait une fiche du modèle ci-dessous ; nous avons ainsi obtenu 2 500 fiches environ qui peuvent subir, s'il y a lieu, un dépouillement mécanographique.

Les principales données recueillies se trouvent en annexe du présent travail.

NOM

PRENOM

ADRESSE

AGE

DERNIER COURS SUIVI

DATE DU DEPART DE L'ECOLE

ECOLES FAITES

ARRIVE A BRAZZAVILLE

TRAVAIL DEPUIS LA DESCOLARISATION

RACE

VIT CHEZ QUI

VILLAGE D'ORIGINE

DISTRICT

NOMBRE DE PERSONNES DANS LA FAMILLE URBAINE

2 - ENQUETE SOCIOLOGIQUE

Dans cette enquête nous poursuivions deux buts :

- analyser les structures sociales propres à nos sujets (les clubs par exemple) ;
- déterminer la position occupée par notre population dans les structures générales urbaines.

Dans ce domaine nous n'avons pas suivi de méthode particulière, nous avons agi d'une façon empirique suivant les commodités du moment, soit en questionnant systématiquement un échantillon de sujets, soit en participant directement à la vie des structures sociales étudiées. Le plus souvent nous avons allié les deux méthodes, la seconde permettant de contrôler les résultats de la première.

3 - ENQUETE PSYCHO-SOCIOLOGIQUE

C'est le domaine le plus délicat ; nous n'avons ici aucune possibilité de contrôle matériel. Nous avons employé la méthode du questionnaire.

a) Matière du questionnaire

Les rubriques générales dans lesquelles peut s'enfermer la réalité psycho-sociologique de la population de POTO-POTO sont :

1. la famille ;
2. le village ;
3. la structure religieuse ;
4. la vie politique ;
5. la rue, les camarades ;
6. le monde européen ;
7. le monde traditionnel.

A l'aide de questionnaires appropriés nous avons cherché à déterminer : d'une part, l'attitude de nos jeunes chômeurs face à l'une de ces 7 rubriques ; d'autre part, la perception qu'ils ont de la réalité qu'elles recouvrent. Pour atteindre ce but, nous avons établi deux séries de questionnaires :

1. Un vaste questionnaire général englobant l'ensemble de la situation générale, traitant des 7 domaines que nous venons d'énumérer.

2. Une série de questionnaires particuliers ; chacun approfondissant et détaillant une des 7 rubriques.

Etablir des questionnaires satisfaisants s'est avéré extrêmement difficile à POTO-POTO ; il eut été nécessaire de faire une analyse fouillée de la langue parlée par les sujets, de ce français déformé où les mots courants prennent des sens les plus imprévus. N'ayant pas le temps d'effectuer cette étude préliminaire, nous avons agi suivant la méthode des essais et erreurs. Dans l'élaboration du questionnaire général, nous avons tout d'abord esquissé un questionnaire arbitraire que nous avons fait passer à dix sujets, puis après l'étude de réponses nous en avons établi un second que nous avons de même essayé sur dix sujets, nous avons ainsi multiplié les essais jusqu'à ce que nous soyons arrivés à l'établissement de la forme définitive. L'élaboration des questionnaires particuliers a été plus rapide, car nous avons pu nous servir des résultats du questionnaire général, un ou deux essais seulement ont été nécessaires. Grâce à cette méthode nous avons fait de nos questionnaires un véritable "dialogué" entre nous et les jeunes chômeurs.

b) Population

Nous avons fait passer le questionnaire général à cent sujets pris au hasard et les divers questionnaires particuliers à cinquante sujets pris également au hasard.

Comme nous venons de le voir, notre activité durant cette enquête a été de deux ordres :

a) Contact avec les organisations sociales

Au bout de quelques mois de présence à POTO-POTO, nous avons pu pénétrer dans les différents domaines de la vie de la cité, nous avons ainsi déterminé la place des jeunes chômeurs dans la vie politique, religieuse (en particulier les messianismes) ; nous avons pu pénétrer dans certaines familles etc. mais surtout, dès que nous avons réalisé l'importance des associations de jeunes, nous avons participé activement à la vie de ces clubs :

- nous avons été choisi comme président du club du quartier où nous habitons ; de ce fait nous avons pu observer du dedans la vie de ces organismes.
- nous avons organisé une "coupe" entre les divers clubs de POTO-POTO, coupe qui nous a mis en relation avec l'ensemble des jeunes de la cité.
- enfin tous les dimanches nous assistions aux parties de football où s'affrontaient les divers clubs. Dans de telles conditions l'analyse de ces organismes, assez fermés aux non-initiés, n'a soulevé aucune difficulté.

b) Le dialogue individuel

La difficulté majeure de notre enquête a été d'entrer en relation et de faire passer un questionnaire à plusieurs centaines de sujets.

- Nous avons tout d'abord essayé le système classique qui consiste à choisir au hasard un lot de maisons, et de questionner tous les jeunes chômeurs que nous y rencontrions. Ces questionnaires à la maison se sont soldés par un échec : le sujet est méfiant, mal à l'aise, la plupart du temps il refuse de répondre.

- Nous avons alors entrepris d'amener volontairement les sujets vers nous ; à cet effet nous avons transformé notre maison en une sorte de club de jeunes. Nous y avons installé des jeux (dames, lotos, cartes), une bibliothèque avec journaux, etc. Le système a parfaitement réussi, il passait quotidiennement chez nous de vingt à cinquante jeunes chômeurs qui venaient bavarder et jouer, et ainsi avons-nous en permanence un lot de sujets à questionner qui se renouvelaient sans cesse.

Le nombre de fiches nous donne approximativement le nombre de jeunes chômeurs qui ont fréquenté cette maison. Un jeune enquêteur était responsable de ce club, il remplissait les fiches, organisait les jeux, prêtait les livres, etc.

Durant toute notre enquête, nos préoccupations méthodologiques se sont centrées sur deux principes :

- appliquer sur ce terrain difficile les méthodes scientifiques de la psychologie sociale, qui tendent à permettre d'obtenir des renseignements "objectifs" et "généraux".
- faire oublier notre personnalité d'européen en nous mêlant entièrement à la vie africaine, et ainsi briser le cercle de méfiance qui nous entourait, et cependant faire effort pour maintenir cette participation dans certaines limites, de façon à pouvoir conserver la distance nécessaire à une observation objective.

ANNEXE II

RESULTATS STATISTIQUES

Dans ce premier rapport préliminaire, nous allons nous contenter d'exposer des résultats statistiques généraux sur notre population d'enquête. Il s'agit d'une première prise de contact extrêmement grossière avec nos jeunes chômeurs. L'approche statistique ne pouvant être qu'un moyen précaire d'ordonner quelque peu une réalité trop fuyante.

MATERIAU

Ce matériau nous est fourni par les résultats d'un fichier général que nous avons constitué tout le long de notre enquête. Chaque jeune chômeur que nous pouvions contacter remplissait une fiche signalétique contenant la liste des renseignements suivants :

NOM

PRENOM

AGE

ADRESSE

NIVEAU SCOLAIRE

TRAVAIL DEPUIS LA DESCOLARISATION

DATE DU DEPART DE L'ECOLE

DATE D'ARRIVEE A BRAZZAVILLE

ETHNIE

TUTEUR

NOMBRE DE PERSONNES DANS LA FAMILLE URBAINE

DEPOUILLEMENT

Vu le temps qui nous a été imparti pour rédiger notre rapport, nous n'avons pas eu la possibilité matérielle d'effectuer un dépouillement statistique normal. Il aurait été de première nécessité d'établir l'échelle des corrélations entre les divers facteurs donnés par la fiche, corrélations qui ne peuvent être obtenues que par une analyse mécanographique. Nous nous contenterons d'énoncer des résultats généraux, et d'essayer de mettre à jour les tendances les plus grossières. Cependant si une véritable analyse statistique semble nécessaire, il nous sera possible, dans l'avenir, de confier notre fichier aux services territoriaux de la statistique à Pointe-Noire.

POPULATION

Dans une enquête comme celle qui nous a été confiée, un des premiers problèmes auxquels nous nous heurtons, est celui de la définition exacte de la population à étudier. Notre champ d'enquête s'est trouvé limité par rapport aux cinq points de vue suivants :

SEXE

AGE

NIVEAU INTELLECTUEL

TRAVAIL

LIEU D'HABITATION

SEXE

Nous avons dû nous limiter au sexe masculin, il nous a été impossible d'entrer en contact avec un nombre suffisant de sujets féminins. Cela provient essentiellement de la nature particulière du statut social qu'occupent les femmes africaines. Le problème de l'oisiveté féminine est tout à fait différent de celui du chômeur masculin, son étude aurait demandé des méthodes propres, et vraisemblablement la présence d'un sociologue aurait évité l'ambiguïté dans laquelle tombent nécessairement toutes relations entre un européen et des femmes africaines.

AGE

Dans le domaine de l'âge, nous tombons dans l'arbitraire le plus complet. Est arbitraire tout d'abord notre décision d'enfermer notre population entre 14 et 25 ans.

Où s'arrête et où commence la jeunesse ?

La réponse à une telle question aurait demandé une véritable enquête que nous n'avions pas le loisir d'effectuer. Cet arbitraire devient de la fantaisie quand on considère que les âges qui nous sont donnés correspondent pour la plupart, non à l'âge réel mais à des jugements supplétifs particulièrement sujets à caution. Si sur ce plan, nous avons été obligés de déterminer les limites de notre population, nous laisserons de côté, désormais, le facteur "âge" que nous considérons comme absolument non valable tant que tous les sujets ne posséderont pas de certificat de naissance.

NIVEAU INTELLECTUEL

Appliquant les ordres que nous avons reçus, nous nous sommes cantonnés aux sujets ayant été à l'école : nous avons éliminé systématiquement tous les chômeurs illettrés.

TRAVAIL

Une condition nécessaire pour faire partie de notre population était évidemment de ne point travailler.

Les frontières du travail et du non travail sont particulièrement floues un jeune pêcheur se considère comme étant chômeur, tous les apprentis, tant tailleurs que mécaniciens, tant dactylographes que cordonniers, ont eux aussi le sentiment d'être en état de chômage. Nous les avons systématiquement éliminés, ne conservant que les jeunes oisifs qui ne font rien, et n'ont aucun revenu fixe.

LIEU D'HABITATION

Enfin, tous nos jeunes gens habitent Poto-Poto, un des deux quartier africains de Brazzaville. Nous possédons cependant un fichier, assez limité il est vrai, de jeunes chômeurs de Baongo, mais dans ce quartier, les problèmes possèdent une facture très particulière née de l'homogénéité tribale de la population, aussi nous n'avons point mélangé les deux catégories de fiches ; ce mélange aurait introduit dans nos résultats une confusion certaine, nous nous sommes limités à Poto-Poto. Si cela paraît intéressant, il nous sera loisible d'effectuer le dépouillement de notre fichier de Baongo et de faire une analyse entre les deux catégories de populations.

Ainsi nous pouvons définir exactement la population qui sera le sujet de notre enquête : il s'agit de jeunes chômeurs âgés de 14 à 25 ans, descolarisés, habitant actuellement Poto-Poto.

VALIDITE DE NOTRE ECHANTILLON

Nous possédons très exactement 1253 fiches. Nous sommes arrivés à ce chiffre après une épuration extrêmement sévère de notre fichier qui contenait primitivement 2500 fiches environ, nous avons éliminé toute fiche semblant donner des renseignements douteux. Ce chiffre a-t-il une quelconque valeur statistique ?

D'après le recensement général effectué par les services fédéraux de la statistique, la population mâle de Poto-Poto située entre 14 et 25 ans comprend 7000 sujets environ. Parmi eux, combien y a-t-il de chômeurs tels que nous les avons définis ?

On ne peut le savoir (4000 ou 5000 peut-être) ; il eut été nécessaire d'organiser un sondage généralisé et systématique sur l'ensemble de la ville ; les moyens et le temps nous ont manqué. Quoiqu'il en soit, notre échantillon est extrêmement valable puisqu'il est une réduction d'environ au 1/4 ou dans le cas le plus défavorable au 1/5, ce qui est une excellente proportion statistique.

Il aurait été intéressant d'autre part, de dresser la carte de l'implantation géographique de notre population. Il aurait suffi de marquer sur un plan de Poto-Poto le lieu d'habitation de chaque sujet, ainsi aurions-nous pu voir si notre population possédait une dispersion égale dans l'ensemble de la ville. L'établissement d'une telle carte demandait un travail de longue haleine que nous n'avons pu effectuer dans les limites du temps qui nous a été donné pour notre dépouillement.

Nous allons diviser notre analyse statistique en 5 parties, en tenant compte des 5 séries de facteurs suivants :

1. TRIBU
2. SCOLARISATION
3. EXODE RURAL
4. TRAVAIL
5. FAMILLE URBAINE

STRUCTURE TRIBALE

Dans le cadre de Poto-Poto, la structure tribale a une importance exceptionnelle : on pourrait presque définir Poto-Poto comme uniquement un agrégat de tribus, cette suprématie incontestable de la structure tribale est destinée dans l'avenir, de par la nature même de la ville, à disparaître, mais actuellement elle garde toute son importance.

STRUCTURE TRIBALE DE NOTRE POPULATION DE CHOMEURS

BALALIS	349	29 %
BACONGOS	144	11 %
BASSOUNDIS	111	9 %
BATEKES	214	17 %
BANGANGOULOUS	91	7 %
M'BOCHIS	123	10 %
KOUYOUS	32	3 %
DIVERS NORD	89	7 %
NIARI-KOUILOU	84	6 %
DIVERS	16	1 %
TOTAL	1253	100 %

Il est intéressant de comparer ces proportions tribales avec celles que nous donnent les résultats du recensement général. Nous verrons si certaines tribus ont une tendance plus grande ou plus petite que les autres à posséder dans leur sein de jeunes chômeurs descolarisés. Nous limiterons évidemment notre comparaison à la population générale, enfermée dans les mêmes classes d'âge que notre population de chômeurs.

COMMENTAIRE

Le tableau (voir page suivante) montre que les principales différenciations intéressent deux catégories de tribus :

Balalis et Divers.

D'une façon générale, on peut affirmer que d'une part les Balalis ont une proportion plus grande de chômeurs descolarisés que les autres groupes tribaux, et que d'autre part, l'essaim des petites ethnies étrangères au Moyen-Congo, en possède un nombre extrêmement faible : ils ne représentent que 1 % de la population des chômeurs alors qu'ils sont 13 % de la population générale.

Quel est le facteur qui est en cause dans une telle différenciation ?

Le fait d'être descolarisé ou le fait d'être chômeur ?

RACES	CHOMEURS entre 14 et 25 ans	POPULATION GENERALE entre 14 et 25 ans
BALALIS	29%	20%
BACONGOS	11%	11%
BATEKES	17%	18%
BASSOUNDIS	9%	9%
BANGANGOULOUS	7%	3%
M'BOCHIS - KOUYOUS	13%	12%
DIVERS NORD	7%	5%
NIARI-KOUILÔU	6%	9%
DIVERS	1%	13%
TOTAL	100%	100%

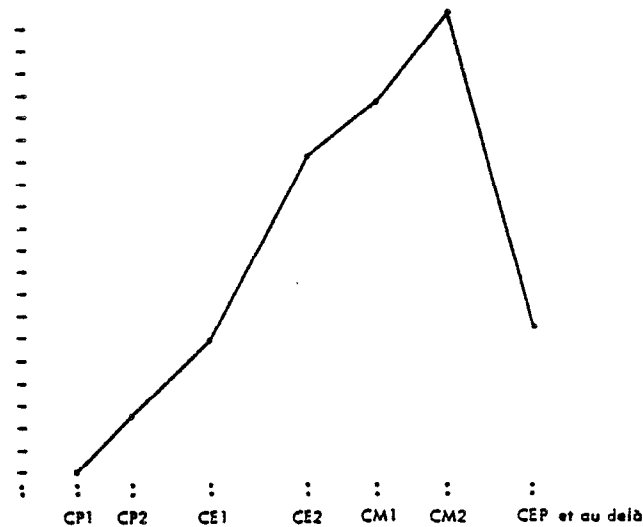
L'inflation des Balalis semble s'expliquer par la proportion plus grande de scolarisés à l'intérieur de cette tribu par rapport aux autres. Par contre, le phénomène inverse qui intéresse les ethnies étrangères provient peut-être d'une facilité plus grande pour les gens de ces ethnies de trouver du travail.

Une telle hypothèse demanderait une enquête précise que nous ne pouvons évidemment effectuer.

SCOLARISATION

- Nous possédons 4 séries de renseignements sur la scolarisation :
- LE NIVEAU SCOLAIRE
 - LA NATURE DE L'ECOLE FREQUENTEE
 - L'ORIGINE GEOGRAPHIQUE DE LA SCOLARISATION
 - LA DATE DU DEPART DE L'ECOLE

NIVEAU SCOLAIRE



En d'autres termes, la répartition de notre population s'établit comme suit :

CP1 - 2% ; CP2 - 5% ; CE1 - 9% ; CE2 - 20% ; CM1 - 23% ; CM2 - 29% ; CEP - 10%.

COMMENTAIRE

Ce qui caractérise ce tableau, c'est l'absence quasi complète de sujets ayant fréquenté les établissements secondaires ; cela tient essentiellement à deux causes conjuguées :

- Les descolarisés du secondaire chôment tout de même beaucoup moins que ceux du primaire ; on cite souvent l'exemple de brevetés ou de bacheliers qui se trouvent sans travail ; ce sont des cas spectaculaires, qui sont, heureusement, exception rare ;
- la méthode de sondage extensif que nous avons employée ne pouvait point nous permettre d'entrer en contact avec un nombre suffisant de sujets du niveau secondaire, la différence d'importance numérique entre la population primaire et secondaire étant extrêmement grande (année 1957 : 67 610 primaires contre 1 421 secondaires), les secondaires ne pouvaient qu'être noyés dans la grande masse des primaires. Le problème des jeunes chômeurs de niveau secondaire aurait demandé une enquête particulière dans laquelle nous aurions dû bouleverser complètement notre méthode.

En résumé, plus de 80% de notre population oscille entre 3 niveaux suivants :

- Cours élémentaire deuxième année ;
- Cours moyens première et deuxième année.

APPARTENANCE TRIBALE ET NIVEAU SCOLAIRE

RACES	CP 1	CP 2	CE 1	CE 2	CM 1	CM 2	CEP
BALABLI	2%	5%	9%	23%	26%	28%	7%
BACONGOS	1%	4%	7%	23%	22%	30%	13%
BASSOUNDIS	2%	8%	10%	15%	25%	31%	9%
BATEKES	0%	7%	12%	18%	24%	30%	9%
BANGANGOULOUS	0%	3%	5%	20%	23%	29%	20%
M'BOCHIS-KOUYOU	0%	4%	10%	24%	16%	27%	19%
DIVERS NORD	2%	4%	8%	16%	25%	30%	8%
NIARI-KOUILOU	7%	8%	10%	14%	20%	31%	10%

COMMENTAIRE

Malgré quelques nuances on peut affirmer que le facteur tribal ne joue qu'un rôle très limité dans le niveau scolaire ; les différences entre les divers groupes sont minimales.

NATURE DE L'ECOLE FREQUENTEE

Quatre sortes d'écoles se partagent la population scolaire du Moyen-Congo : Enseignement public, catholique, protestant, salutiste.

Dans ce cadre nos sujets se structurent comme suit :

ENSEIGNEMENT PUBLIC	448	40%
ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE	530	46%
ENSEIGNEMENT PROTESTANT	131	11%
ENSEIGNEMENT SALUTISTE	44	3%

COMMENTAIRE

Ces proportions correspondent à peu près aux proportions générales de la population scolaire. Cette constatation nous permet de conclure que le chômage ne dépend en aucune façon de la nature de l'école fréquentée.

NIVEAU-MAITRE DE L'ENSEIGNEMENT

	CP 1	CP 2	CE 1	CE 2	CM 1	CM 2	CEP
PUBLIC	2%	6%	7%	19%	22%	30%	14%
CATHOLIQUE	2%	6%	11%	20%	25%	29%	7%
PROTESTANT	2%	5%	9%	16%	28%	34%	6%
SALUTISTE	2%	9%	7%	19%	27%	21%	9%

COMMENTAIRE

Ce tableau révèle des différences fort importantes, BALALIS et M'BOCHIS ont été en majorité scolarisés dans des établissements catholiques. BACONGOS, BANGANGOULOUS, KOUYOUS et les autres ethnies du nord, sont en proportions très importantes, scolarisés dans des écoles publiques. Enfin, l'enseignement protestant n'a d'implantation réelle (29%) que chez les Bassoundis. Cette répartition est liée aux zones géographiques que se partagent les différentes sortes d'enseignement.

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DE LA SCOLARISATION

Nous pouvons aussi partager notre population en deux grandes catégories : ceux qui ont été scolarisés en brousse et ceux qui l'ont été en ville.

SCOLARISES EN BROUSSE	800	66 %
SCOLARISES EN VILLE	804	33 %

COMMENTAIRE

Ainsi 1/3 des sujets seulement ont fréquenté l'école urbaine.

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DE LA SCOLARISATION ET APPARTENANCE TRIBALE

RACES	BROUSSE	VILLE
BALALIS	59 %	41 %
BACONGOS	68 %	32 %
BASSOUNDIS	80 %	20 %
BATEKES	63 %	37 %
BANGANGOULOUS	83 %	17 %
M'BOCHIS	81 %	19 %
KOUYOUUS	51 %	49 %
DIVERS NORD	49 %	51 %
NIARI KOUILOU	82 %	18 %
DIVERS	19 %	81 %

COMMENTAIRE

Un tel tableau révèle des différences de proportions extrêmement importantes entre les tribus. C'est ainsi que les BASSOUNDIS, BANGANGOULOUS, M'BOCHIS et les tribus de NIARI et du KOUILOU sont scolarisés en brousse à plus de 80 % et les BALALIS, KOUYOUUS, les tribus du Nord, les étrangers sont scolarisés en ville à plus de 40 %.

Une étude complète de l'intensité de l'immigration donnerait vraisemblablement la clé de cette différenciation géographiquement paradoxale (M'BOCHIS - KOUYOUUS ; BASSOUNDIS - BALALIS).

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DE LA SCOLARISATION ET NIVEAU SCOLAIRE

	BROUSSE	VILLE
CP1	2 %	1 %
CP2	6 %	4 %
CE1	9 %	5 %
CE2	22 %	17 %
CM1	23 %	26 %
CM2	28 %	35 %
CEP	11 %	12 %

COMMENTAIRE

L'influence de ce facteur est certaine, s'il n'y a pas de différenciation au niveau CEP, la plupart des sujets scolarisés en ville se partagent entre le CM1 et le CM2, alors que la population des sujets scolarisés en brousse s'étale sur les trois niveaux CE2, CM1 et CM2.

La cause de différence peut être trouvée, semble-t-il, dans le fait que nous trouvons dans les villages de brousse des écoles dont le niveau final est le CE2, les enfants quittent ces écoles au CE2 et ne passent pas par des écoles supérieures qui préparent au CEP, émigrant directement à Brazzaville.

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DE LA SCOLARISATION NATURE DE L'ECOLE FREQUENTEE

ENSEIGNEMENT	BROUSSE	VILLE
PUBLIC	42 %	34 %
CATHOLIQUE	47 %	46 %
PROTESTANT	10 %	10 %
ARMEE DU SALUT	0,50 %	10 %

COMMENTAIRE

Nous trouvons ici une différence de proportion très nette dans le cas de l'Armée du Salut dont les écoles sont presque toutes implantées en ville. Le déséquilibre au sein de l'enseignement public est plus faible quoique assez net : il est plus orienté vers la brousse que vers la ville. Dans les deux autres catégories d'enseignement nous trouvons des proportions identiques en brousse et en ville.

DATE DE DESCOLARISATION

Les renseignements que nous donne notre fichier sur la scolarisation, se terminent par la date à laquelle le sujet a quitté l'école. Nous avons obtenu la courbe de descolarisation suivante :



COMMENTAIRE

Un simple coup d'œil jeté sur cette courbe, montre que l'immense majorité de nos jeunes chômeurs ont quitté l'école à partir de 1953. En effet 85% des sujets ont été descolarisés à partir de cette date. Comment s'expliquer ce phénomène ?

1. L'augmentation progressive du nombre de jeunes chômeurs correspond au déroulement économique qui frappe Brazzaville depuis 1950, le marché du travail se rétrécissant chaque année davantage. Mais cette asphyxie du marché du travail ne peut être que progressive, elle n'explique pas la brusque montée de la courbe entre 1952 et 1953 où nous constatons en fait une véritable cassure.

2. La cause véritable qui explique cette poussée de descolarisation en 1953 est l'application à cette date du décret de limitation d'âge. En effet, c'est en 1953 que la limitation d'âge dans les écoles a eu des effets pratiques en se traduisant par des renvois massifs.

DATE DE DESCOLARISATION - NATURE DE L'ECOLE FREQUENTEE

ENSEIGNEMENT	AVANT 1953	APRES 1953	
PUBLIC	13 %	87 %	100 %
CATHOLIQUE	17 %	83 %	100 %
PROTESTANT	17 %	83 %	100 %
SALUTISTE	11 %	89 %	100 %

COMMENTAIRE

Les proportions ne présentent aucune différence importante, la cassure de 1953 étant légèrement plus nette dans les enseignements public et salutiste que dans les enseignements catholique et protestant ; cela provient du fait d'une application plus stricte dans ces écoles de la limite d'âge.

DATE DE DESCOLARISATION - ORIGINE GEOGRAPHIQUE

	BROUSSE	VILLE
AVANT 1953	17 %	12 %
APRES 1953	83 %	88 %
TOTAUX	100 %	100 %

COMMENTAIRE

Nous trouvons ici aussi une différence proportionnellement minime, les renvois massifs de 1953 ont été plus rigoureux en ville qu'en brousse.

IMMIGRATION URBAINE

La date d'arrivée à Brazzaville nous permet une première approche statistique du phénomène essentiel qui est celui de l'immigration urbaine de nos jeunes chômeurs.

Nous avons deux grandes catégories de sujets :

1. les natifs de Brazzaville.
2. les immigrants.

A - LES NATIFS DE BRAZZAVILLE

13,4% seulement de l'ensemble de nos sujets sont nés à Brazzaville.

STRUCTURE TRIBALE

Sont nés à Brazzaville :	18 %	de BALALIS
"	"	: 9 % de BACONGOS
"	"	: 5 % de BASSOUNDIS
"	"	: 24 % de BATEKES
"	"	: 3 % de BANGANGOULOUS
"	"	: 3,6 % de M'BOCHIS
"	"	: 10 % de KOUYOUS
"	"	: 19 % de tribus du NORD
"	"	: 2,6 % de tribus du NIARI et KOUILOU

COMMENTAIRE

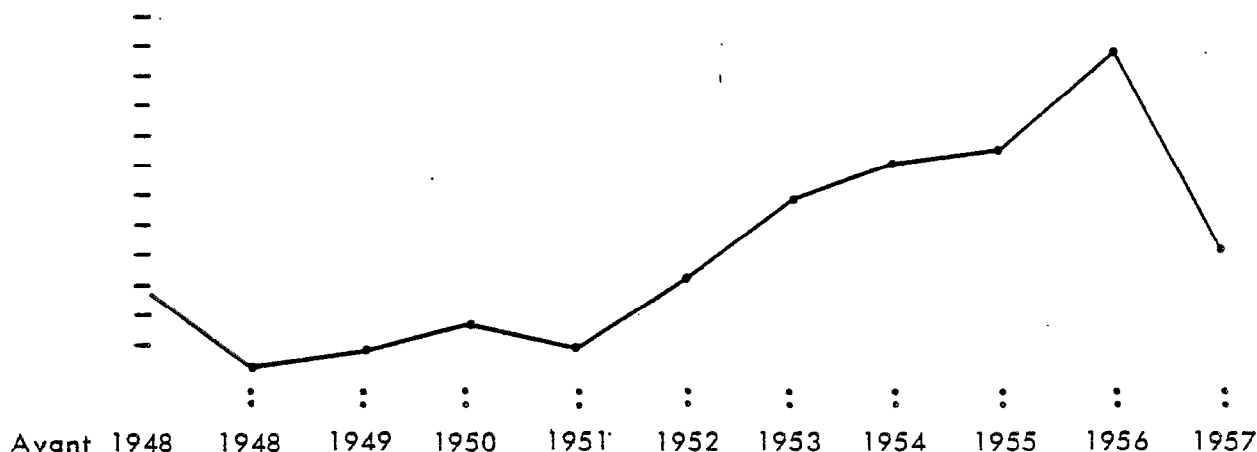
Cette échelle de pourcentage révèle trois catégories de populations :

1. Celles qui sont constituées par 20% environ de natifs de Brazzaville :
 - BALALIS
 - BATEKES
 - Les tribus du NORD
2. Celles qui sont constituées par 10% environ de natifs de Brazzaville :
 - BACONGOS
 - KOUYOUS
3. Celles enfin qui sont constituées par moins de 5% de natifs de Brazzaville :
 - BASSOUNDIS
 - BANGANGOULOUS
 - M'BOCHIS
 - TRIBUS du NIARI KOUILOU

Nous nous contenterons dans le cadre grossier de notre développement de constater l'existence de ces trois catégories de populations, catégories contradictoires d'ailleurs sur le plan géographique ; nous ne pourrions atteindre la causalité des faits aussi importants que par l'analyse statistique complète et l'échelle des corrélations que nous n'avons pas le loisir d'effectuer.

B - LES IMMIGRANTS

87% des jeunes chômeurs descolarisés sont des immigrants : ils ont quitté leurs villages de brousse pour venir s'installer en ville. Voici pour ces dernières années la courbe générale de cette immigration des jeunes.



COMMENTAIRE

Cette courbe révèle une progression continue durant ces dernières années de cette immigration, cette progression prenant une accentuation particulièrement vive à partir de 1953.

Nous trouvons deux grandes catégories d'immigrants :

1. Ceux qui sont venue à Brazzaville avant leur descolarisation, c'est-à-dire ceux qui ont été scolarisés (en partie ou complètement) dans des écoles urbaines.
2. Ceux qui sont venus à Brazzaville après leur descolarisation.

La première catégorie de sujets comprend 22% de la population des immigrants, la deuxième catégorie comprend donc 78%, c'est-à-dire la grande majorité de l'ensemble de cette population.

1. Immigration avant la descolarisation

Cette immigration se structure dans le temps comme suit :

Sont arrivés 5 ans avant leur descolarisation :	47%
" 4 " " " :	11,5%
" 3 " " " :	11%
" 2 " " " :	12,5%
" 1 " " " :	12%
" même année " :	6%

presque la moitié de cette population est arrivée en bas âge à Brazzaville, elle peut être assimilée aux natifs urbains ; l'autre moitié, vu le peu d'importance numérique de cette catégorie d'immigrants, est négligeable dans le cadre général de notre analyse.

2. Immigration après la descolarisation

Cette population intéresse 78% de l'ensemble des immigrants. Elle se structure comme suit :

Sont arrivés à Brazzaville la même année de leur départ de l'école	:	45%
" " 1 an après	" "	: 27%
" " 2 "	" "	: 14%
" " 3 "	" "	: 7%
" " 4 "	" "	: 4%
" " 5 " et plus	" "	: 3%

Nous relevons immédiatement ce fait essentiel : 72% de ces sujets quittent leur région natale dans les quelques mois qui suivent leur départ de l'école, il existe ainsi une corrélation forte entre le départ de l'école et l'arrivée à Brazzaville ; cette corrélation explique la poussée d'immigration en 1953.

Sous l'angle de l'immigration urbaine, nous avons fait apparaître trois grandes catégories de populations, nous n'avons pas analysé ce clivage par rapport aux différents facteurs que nous possédons, car en fait, et d'une façon grossière les deux premières catégories sont recouvertes par la population des scolarisés en ville et la troisième par celle des scolarisés en brousse, ainsi notre analyse aurait fait double emploi.

MICRO-POPULATION des ANCIENS TRAVAILLEURS

Deux groupes de population dont l'étude comparative est intéressante sont constitués d'une part, par ceux qui ont travaillé avant d'être chômeurs et, d'autre part, par ceux qui n'ont jamais travaillé depuis leur départ de l'école. La suite de notre rapport montrera l'importance de cette différenciation.

22% de nos sujets ont déjà travaillé, 78% n'ont jamais eu de travail.

Nous allons faire une rapide analyse comparative de ces deux populations.

TRAVAIL ET APPARTENANCE TRIBALE

TRIBUS	PAS DE TRAVAIL	TRAVAIL
BALALIS	79%	21%
BACONGOS	86%	14%
BASSOUNDIS	82%	18%
BATEKES	85%	15%
BAGANGOULOUS	77%	23%
M'BOCHIS	75%	25%
KOUYOUUS	94%	6%
DIVERS NORD	85%	15%
NIARI-KOUILOU	85%	15%
DIVERS	63%	37%

COMMENTAIRE

Nous n'avons que des différences de proportions assez faibles, cependant les BALALIS, BANGANGOULOUS, M'BOCHIS et étrangers possèdent par rapport aux autres une proportion supérieure d'anciens travailleurs.

TRAVAIL ET NIVEAU SCOLAIRE

NIVEAU SCOLAIRE	PAS DE TRAVAIL	TRAVAIL
CP 1	77%	23%
CP 2	84%	16%
CE 1	83%	17%
CE 2	77%	23%
CM 1	83%	17%
CM 2	82%	18%
CEP	89%	11%

COMMENTAIRE

Les sujets au niveau CP 1 et surtout CE 2 sont plus nombreux à avoir travaillé que leurs camarades d'autres niveaux scolaires. Les sujets qui ont le Certificat d'Etudes Primaires sont au contraire moins nombreux à avoir travaillé. Il semble que la cause de ce

phénomène soit psychologique, les descolarisés des classes de niveau inférieur acceptant n'importe quel travail, même celui de manœuvre, alors que ceux qui quittent l'école à des niveaux qu'ils jugent supérieurs (par exemple CEP), veulent choisir leur travail, préfèrent chômer que déchoir dans des emplois qu'ils considèrent comme déshonorants.

TRAVAIL - NATURE DE L'ECOLE FREQUENTEE

ENSEIGNEMENT	PAS DE TRAVAIL	TRAVAIL	TOTAL
PUBLIC	84 %	16 %	100 %
CATHOLIQUE	80 %	20 %	100 %
PROTESTANT	83 %	17 %	100 %
SALUTISTE	80 %	20 %	100 %

COMMENTAIRE

Ce tableau donne un léger désavantage aux sujets scolarisés par l'enseignement public et salutiste.

TRAVAIL - ORIGINE GEOGRAPHIQUE DE LA SCOLARISATION

ORIGINE GEOGRAPHIQUE	PAS DE TRAVAIL	TRAVAIL
BROUSSE	79 %	21 %
VILLE	82 %	18 %

COMMENTAIRE

Il y a une proportion légèrement plus grande d'anciens travailleurs chez les chômeurs qui ont été scolarisés en brousse. En effet, certains sujets ne sont venus en ville qu'après s'être assurés de pouvoir être engagés, assurance donnée par quelques amis ou parents. Cette présélection avant l'immigration n'existe évidemment pas chez les sujets qui se trouvent déjà en ville.

TRAVAIL ET DATE DE DEPART DE L'ECOLE

		50	51	52	53	54	55	56	57	TOTAUX
PAS DE TRAVAIL	2 %	2 %	3 %	19 %	4 %	21 %	25 %	20 %	4 %	100 %
TRAVAIL	8 %	6 %	8 %	9 %	31 %	22 %	12 %	4 %		100 %

COMMENTAIRE

Il y a une différence importante entre les deux populations. Alors que la grande majorité des sujets qui n'ont jamais travaillé, se placent dans les années 1953 - 54 - 55 - 56. La majorité des sujets ayant travaillé ont quitté l'école en 1953 et 1954.

TRAVAIL ET DATE D'ARRIVEE A BRAZZAVILLE

	Natifs de Bzville	avant 1950	50	51	52	53	54	55	56	57	TOTAUX
PAS DE TRAVAIL	14 %	7 %	3 %	3 %	4 %	7 %	12 %	16 %	23 %	9 %	100 %
TRAVAIL	11 %	12 %	5 %	8 %	6 %	13 %	22 %	9 %	11 %	3 %	100 %

COMMENTAIRE

Ici aussi nous trouvons pour les non travailleurs un étalement sur les années 1954 - 55 - 56, alors que les non travailleurs ont leur maximum en 1954. Il est remarquable aussi que les natifs de Brazzaville ont proportionnellement moins d'anciens travailleurs que les immigrants, effet de la présélection dont nous parlions précédemment.

LA FAMILLE URBAINE

Sur la famille urbaine nos fiches nous donnent deux séries de renseignements :

- la qualité familiale du chef de famille ;
- le nombre d'éléments qu'elle comprend.

Quelques remarques sont nécessaires sur la première série. En effet, Poto-Poto, disions-nous précédemment, peut se définir comme un agrégat de tribus, chacune de ces tribus possède son système familial particulier qui se différencie de plus en plus des autres à mesure que l'on pénètre davantage dans ces nuances dans la multitude de ses implications ; à vouloir être trop précis, trop complet, nous risquons de n'avoir aucun point de comparaison entre les diverses tribus, il nous a paru préférable de simplifier à l'excès la structure familiale, de limiter le nombre des possibles, de façon à ce que n'importe quel système puisse pénétrer dans ce vaste ensemble. Nous avons conservé 6 groupes familiaux, suivant le nom du chef de famille.

- Le père : il peut s'agir du vrai père du sujet ou des frères du père ou des cousins du père ;
- la mère : il s'agit en général de la vraie mère du sujet, dans les cas de séparation entre le père et la mère, il peut s'agir exceptionnellement de la sœur de la mère.
- l'oncle : il s'agit uniquement de l'oncle maternel, c'est-à-dire du frère de la mère.
- le frère : cette rubrique est assez disparate, il s'agit des vrais frères, des demi-frères, des cousins, etc. ;
- le sœur : c'est la correspondante féminine de la rubrique précédente ;
- seul : désigne le petit groupe de sujets qui vivent sans famille, par leur propres moyens.

PERE	MERE	ONCLE	FRERE	SOEUR	SEUL
23 %	5 %	24 %	38 %	6 %	4 %

COMMENTAIRE

La majorité des sujets se trouvent installés chez leurs pères, oncles et frères. Ce phénomène est assez paradoxal quand on sait que nous avons à faire à un système patriarcal et que l'une des conséquences de ce système est de donner à l'oncle maternel la direction effective de la famille, ses neveux le rejoignant pour s'installer chez lui. Cette suprématie de l'oncle maternel est largement entamée par les pères et frères. Ce n'est là qu'une manifestation de ce que d'aucuns appellent la " détribalisation ", nous voyons dans ce cas très particulier le rôle joué par les centres urbains dans le processus de la dégénérescence de la coutume.

FAMILLE ET TRIBU

TRIBUS	PERE	MERE	ONCLE	FRERE	SOEUR	SEUL	TOTAUX
BALALIS	27 %	5 %	22 %	36 %	6 %	4 %	100 %
BACONGOS	17 %	7 %	37 %	28 %	6 %	5 %	100 %
BASSOUNDIS	14 %	5 %	27 %	41 %	8 %	5 %	100 %
BATEKES	28 %	6 %	20 %	36 %	5 %	5 %	100 %
BANGANGOULOUS	10 %	5 %	10 %	69 %	3 %	3 %	100 %
M'BOCHIS	19 %	4 %	28 %	47 %	1 %	1 %	100 %
DIVERS NORD	45 %	2 %	18 %	28 %	5 %	2 %	100 %
KOUILOU-NIARI	13 %	5 %	21 %	47 %	9 %	5 %	100 %

COMMENTAIRE

D'un groupe tribal à un autre, les proportions varient considérablement. Les familles dirigées par les mères ou sœurs, et les sujets vivant seuls sont en nombre faible, et ne présentent pas de grosses différences dans leurs proportions ; il n'en est pas de même quand il s'agit des trois autres catégories : Père, oncle maternel, frère. Pour plus de clarté nous allons reprendre notre tableau en l'ordonnant et en le limitant à ces trois catégories.

<u>BALALIS</u>		<u>BACONGOS</u>		<u>BASSOUNDIS</u>		<u>BANGANGOULOUS</u>	
FRERE	36 %	ONCLE	37 %	FRERE	41 %	FRERE	69 %
PERE	27 %	FRERE	28 %	ONCLE	27 %	PERE	} 10 %
ONCLE	22 %	PERE	17 %	PERE	14 %	ONCLE	
<u>M'BOCHIS</u>		<u>BATEKES</u>		<u>DIVERS NORD</u>		<u>NIARI-KOUILOU</u>	
FRERE	47 %	FRERE	36 %	PERE	45 %	FRERE	47 %
ONCLE	28 %	PERE	28 %	FRERE	28 %	ONCLE	21 %
PERE	19 %	ONCLE	20 %	ONCLE	18 %	PERE	13 %

Nous n'avons pas le loisir de commenter longuement ces résultats :

En prenant comme point de départ l'oncle maternel, chef de la famille traditionnelle, on peut voir dans quelles limites la détribalisation familiale et dans quelle direction (frère ou père) elle s'effectue.

Un problème important se pose : Où chercher la cause de cette détribalisation ?

Faut-il la voir dans la dynamique interne de la tribu ou dans des déterminismes extérieurs à sa structure interne ?

FAMILLE ET NATURE DE L'ECOLE FREQUENTEE

FAMILLE	PUBLIC	CATHOLIQUE	PROTESTANT	SALUTISTE
PERE	20 %	25 %	20 %	39 %
MERE	5 %	5 %	3 %	9 %
ONCLE	25 %	24 %	24 %	9 %
FRERE	38 %	35 %	34 %	26 %
SOEUR	8 %	6 %	6 %	1 %
SEUL	4 %	5 %	3 %	6 %

COMMENTAIRE

Nous trouvons une proportion légèrement plus grande de scolarisés de l'enseignement catholique qui sont chez leur père, et ceux de l'enseignement protestant qui sont chez leur frère. Mais surtout nous trouvons chez les anciens salutistes une nette proportion à rester dans leur famille paternelle.

FAMILLE ET TRAVAIL

	PERE	MERE	ONCLE	FRERE	SOEUR	SEUL
PAS DE TRAVAIL	24 %	6 %	25 %	37 %	6 %	2 %
TRAVAIL	15 %	4 %	25 %	42 %	4 %	10 %

COMMENTAIRE

Les sujets intégrés dans la famille paternelle sont en proportion, nettement plus nombreux à ne pas avoir travaillé ; au contraire, ceux qui sont installés chez leur frère sont en nombre proportionnellement plus grand à avoir travaillé.

FAMILLE — IMMIGRATION

Nous avons partagé notre population en trois catégories :

1. Les natifs de Brazzaville ;
2. les immigrants avant leur descolarisation ;
3. les immigrants après leur descolarisation.

Le tableau suivant nous donne la structure familiale suivant ces trois catégories :

FAMILLE	NATIFS	Immigrants avant descolarisation	Immigrants après descolarisation
PERE	56 %	32 %	14 %
MERE	11 %	5 %	4 %
ONCLE	17 %	20 %	26 %
FRERE	12 %	33 %	46 %
SOEUR	3 %	4 %	6 %

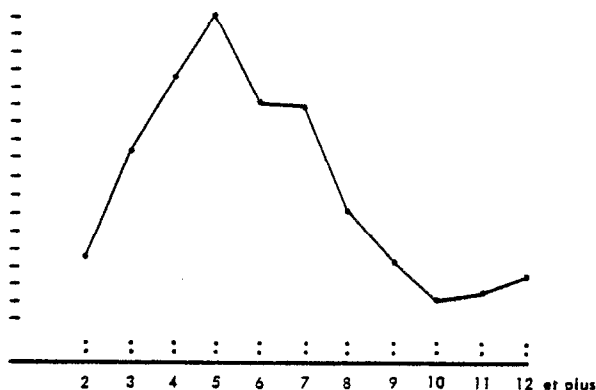
COMMENTAIRE

Ce tableau est très clair, les natifs de Brazzaville sont en grande majorité intégrés dans la famille paternelle. Les immigrants de la deuxième catégorie se partagent à peu près également entre le père et le frère, et à un degré moindre l'oncle. Enfin, chez les immigrants de la deuxième catégorie une suprématie incontestable est exercée par le frère et en moindre proportion par l'oncle le père perdant toute importance.

Nombre de personnes de la famille urbaine

2 personnes	4 %	8 "	9 %
3 "	11 %	9 "	4 %
4 "	16 %	10 "	2 %
5 "	18 %	11 "	3 %
6 "	15 %	12 "	
7 "	15 %	et plus	3 %

FAMILLES IMMIGRANTES



COMMENTAIRE

Cette courbe nous montre que la majorité de ces familles comprennent entre 2 et 7 personnes.

NOMBRE DE PERSONNES TUTEURS

	2 - 3	4 - 5	6 - 7	8 - 9	10 - 11	12 et plus
PERE	6 %	28 %	25 %	20 %	8 %	3 %
MERE	28 %	36 %	30 %	6 %		
ONCLE	9 %	32 %	37 %	11 %	5 %	6 %
FRERE	23 %	35 %	24 %	11 %	4 %	3 %
SOEUR	19 %	37 %	23 %	11 %	8 %	2 %

COMMENTAIRE

Les familles dont les tuteurs sont les pères et les oncles, sont beaucoup plus denses que celles dirigées par les mères, frères ou sœurs.

Nous avons conscience de l'extrême imperfection de ce rapport statistique, nous n'avons fait qu'énumérer des phénomènes particulièrement grossiers et nous n'avons donné aucune explication, encore moins avons-nous pu faire apparaître l'ensemble de déterminisme sociaux qui doit être la conclusion à toute analyse statistique.

Le dépouillement d'une population, particulièrement importante comme la nôtre, est un travail de longue haleine, et ce n'était là qu'une partie, la moins importante de nos résultats, aussi les limites de temps qui nous ont été imposées, nous ont obligés à sacrifier ces dépouillements statistiques.

ANNEXE III

LE CHOIX DU METIER

MILITAIRES

REPONSES POSITIVES

- 36 % expriment leur désir de faire la guerre ;
- 22 % voient dans ce choix une possibilité de voyager ;
- 15 % sont attirés par le fait qu'il s'agit d'un service du Gouvernement ;
- 14 % ont l'espoir d'obtenir une situation respectée après le service ;
- 7 % ont le désir de suivre le règlement français ;
- 7 % voient dans ce métier de militaire, le seul débouché actuellement possible.

REPONSES NEGATIVES

- 45 % jugent que le métier de militaire demande trop d'effort physique ;
- 30 % le considèrent comme pas assez payé ;
- 25 % enfin le refusent parce qu'ils ont quelques parents qui l'exercent.

MECANOGRAPHE

REPONSES POSITIVES

- 50 % voient dans ce métier une possibilité de double gain :
 - travailler normalement dans une entreprise ;
 - chez soi, réparer les machines des particuliers.
- De plus, ils peuvent travailler à leur compte aux réparations des machines, s'ils sont renvoyés.
- 40 % estiment que c'est un métier qui rapporte de l'argent.
- 10 % de réponses diverses.

REPONSES NEGATIVES

- 50 % de ces sujets ne savent pas ce qu'est la mécanographie.
- 30 % estiment leur capacité intellectuelle et leur niveau scolaire trop faible.
- 20 % donnent des réponses diverses : métier trop recherché, donc pas de place, trop sale, etc.

FERRAILLEUR

REPONSES POSITIVES

Néant.

REPONSES NEGATIVES

- 40 % estiment que le métier de ferrailleur est trop dangereux.
- 32 % jugent qu'il demande trop d'effort physique.
- 8 % ne savent pas en quoi il consiste.
- 5 % songent que s'ils sont renvoyés, ils ne peuvent pas l'exercer au village.
- 15 % de réponses diverses : travail d'illettré, un parent l'est déjà, etc.

COMMIS AUX ECRITURES

REponses POSITIVES

- 40 % acceptent ce métier car c'est, à leurs yeux un travail, où l'on est tranquille, qui ne demande aucun effort physique.
- 30 % ont à l'esprit l'auréole de prestige qui accompagne ce travail de bureau.
- Les 30 % qui restent présentent des réponses variées :
 - " On est libre " ;
 - " On a de beaux habits " ;
 - " On n'oublie pas ce que l'on a appris à l'école ", etc.

REponses NEGATIVES

- 56 % estiment leur capacité et leur niveau scolaire trop bas.
- 16 % estiment que c'est là un travail de femme.
- 15 % jugent un tel travail comme particulièrement déshonorant.
- 13 % de réponses diverses : trop facilement renvoyé, on ne peut exercer ce métier au village, etc.

OPERATEUR - RADIO

REponses POSITIVES

- 32 % acceptent ce métier pour les facilités qu'il donne pour téléphoner ou écouter les émissions à la radio.
- 30 % le considèrent comme entraînant des gains importants.
- 18 % estiment pouvoir, même en chômage, gagner quelque argent en réparant des postes des particuliers.
- 20 % des sujets nous ont fait des réponses diverses : métier tranquille, horaire fixe, c'est toujours l'étude qui continue, etc.

REponses NEGATIVES

- 39 % jugent ce métier beaucoup trop compliqué et trop difficile pour leurs capacités.
- 14 % ne savent pas en quoi il consiste.
- 10 % l'estiment dangereux.
- 37 % nous donnent des réponses diverses : travail trop dur qui rend faible, travail de nuit, donne mal aux oreilles, etc.

PLANTON

REponses POSITIVES

Le petit nombre de réponses interdit toute interprétation statistique, la grande majorité acceptent ce métier parce qu'il suppose la présence dans un bureau..

REponses NEGATIVES

- 75 % jugent ce métier beaucoup trop fatigant parce qu'il exige des courses incessantes à pied.
- Le reste se partage entre les causes suivantes :
 - pas assez payé ;
 - ce n'est pas un vrai métier ;
 - une fois licencié aucune possibilité de reconversion au village.

INFIRMIER

REponses POSITIVES

- 55% voient dans ce métier la possibilité pratique de se soigner soi-même et de soigner parents et amis.
- 16% voient là un travail de Gouvernement, c'est-à-dire un travail stable.
- 7% le choisissent parce que c'est un travail où l'on se trouve à l'abri dans une maison.
- 6% espèrent trouver dans ce travail un gain important.
- 16% nous ont donné des réponses diverses.

REponses NEGATIVES

- 63% refusent en considération des conditions pratiques de ce métier : trop sale, peur de voir des plaies, etc.
- 18% estiment ce métier trop fatigant.
- 8% ne savent pas en quoi il consiste.
- 5% estiment que, renvoyés, ils ne peuvent point l'exercer à leur compte.
- 5% de réponses diverses.

DACTYLOGRAPHE

REponses POSITIVES

- 27% songent à la tranquillité qui entoure ce métier. Beaucoup sont encouragés par le fait qu'on y est assis.
- 20% voient dans ce métier de bureau une source de prestige.
- 18% espèrent obtenir des gains intéressants.
- 15% voient là la possibilité pratique de taper leurs propres lettres.
- 20% nous font des réponses diverses : possibilité de continuer à s'instruire, par exemple.

REponses NEGATIVES

- 60% s'estiment incapables de faire ce métier.
- 18% jugent ce métier fait pour les femmes.
- 10% estiment qu'ils n'ont pas de chance de trouver du travail, car les dactylos diplômées sont en surnombre.
- 8% songent, que renvoyés, ils ne pourront pas exercer un tel métier au village.
- 4% nous font des réponses diverses comme :
 - mal aux doigts ;
 - cherté de la location de la machine.

GERANT DE BOUTIQUE

REponses POSITIVES

Nous n'avons que trop peu de sujets qui acceptent de faire ce métier, l'infime minorité qui le font sont guidés par l'espoir de gagner suffisamment d'argent.

REponses NEGATIVES

- 75% des sujets ont peur que ce métier les conduise en prison pour vol. Ils ont à l'esprit les nombreux exemples de gérants de boutiques arrêtés pour avoir puisé dans la caisse.
- 15% estiment ce métier particulièrement contraignant car on ne peut sortir et il faut rester debout.
- 10% de réponses diverses : ne sait pas calculer, impossible d'exercer ce métier au village, etc.

AGENT DE POLICE

REPONSES POSITIVES

Trop peu de telles réponses : elles se partagent entre le désir de servir le Gouvernement et celui d'arborer un bel uniforme.

REPONSES NEGATIVES

- 36% des sujets trouvent le service trop dur, en particulier de rester au soleil et de faire des patrouilles nocturnes.
- 35% refusent à cause des dangers et surtout du mépris qui accompagne ce métier.
- 18% estiment leurs capacités intellectuelles trop faibles.
- 11% de réponses diverses : impossibilité d'exercer ce métier au village, par exemple.

TAILLEUR

REPONSES POSITIVES

Pas assez de réponses pour une interprétation statistique. Elles se partagent entre le désir de pouvoir faire ses propres habits et la liberté qu'entraîne cet artisanat.

REPONSES NEGATIVES

- 25% estiment qu'il y a beaucoup trop de tailleurs donc pas de possibilité de gains élevés.
- 24% jugent les clients africains particulièrement "embêtants" et dans leurs exigences et dans leur paiement toujours hypothétiques.
- 21% estiment que ce métier est fatigant, c'est-à-dire, ils ne se croient pas capables de rester cloués au sol toute la journée.
- 14% estiment déshonorant pour des lettrés d'exercer ce métier.
- 4% de réponses diverses tournent autour des difficultés matérielles d'entrer en apprentissage.

MECANICIEN

REPONSES POSITIVES

- 57% des sujets voient dans ce métier une double possibilité :
 - travailler en ville européenne dans les compagnies ;
 - et travailler au village africain pour des particuliers, et en plus ils songent qu'une fois en chômage ils pourront continuer à gagner leur vie en s'établissant à leur compte.
- 33% voient dans ce métier un "métier noble" qui donne du prestige.
- 4% estiment qu'il manque de mécaniciens, donc la profession n'est pas encombrée.
- 3% espèrent gagner beaucoup dans ce métier.
- 3% de réponses diverses.

REPONSES NEGATIVES

Trop peu de réponses pour une analyse statistique, elles tournent autour des thèmes de la saleté et de la fatigue qui accompagne ce métier.

CHAUFFEUR

REPONSES POSITIVES

- 48% voient dans ce métier les possibilités pratiques de se promener en automobile et de promener parents et amis.
- 26% estiment qu'il manque de chauffeurs, que ce métier n'est pas engorgé.
- 23% jugent que ce métier est payant.
- 3% font des réponses diverses.

REPONSES NEGATIVES

- 90 % refusent parce qu'ils ont peur de l'accident.
- Les 10 % qui restent se partagent entre des motivations diverses : gain trop faible, parent déjà chauffeur.

COMPTABLE

REPONSES POSITIVES

- 32 % croient trouver dans ce métier un gain important.
- 30 % espèrent dans un tel métier ne pas perdre ce qu'ils ont appris à l'école et même parfaire leurs connaissances.
- 17 % voient en ce métier une source de prestige.
- 21 % de réponses assez indéterminées.

REPONSES NEGATIVES

- 64 % estiment qu'ils manquent de capacités nécessaires pour faire un comptable.
- 18 % craignent de "perdre l'argent" et ainsi d'aller en prison.
- 10 % jugent ce métier comme étant un métier de faibles, ils veulent un travail "dur".
- 8 % de réponses diverses : parent déjà comptable.

MENUISIER

REPONSES POSITIVES

- 36 % voient dans le choix d'un tel métier la possibilité de faire leurs propres meubles, et les meubles de leurs amis.
- 25 % estiment pouvoir l'exercer au village, dans le cadre économique proprement africain, et ainsi ne pas craindre le chômage.
- 8 % voient dans ce métier un moyen de rester en bonne santé.
- Les 31 % restant nous expriment pour la plupart le plaisir qu'ils auraient à créer des meubles.

REPONSES NEGATIVES

- 64 % estiment ce métier trop dur et parfois dangereux.
- 27 % ont des parents qui sont déjà menuisiers.
- 9 % de réponses diverses : en particulier, difficultés de l'apprentissage, menuisier en surnombre.

CULTIVATEUR

REPONSES POSITIVES

Trop peu nombreuses, la plupart tournant autour des possibilités de se nourrir qu'entraîne ce métier et de la liberté qu'il suppose.

REPONSES NEGATIVES

- 68 % estiment ce travail beaucoup trop rude et fatigant.
- 25 % le jugent déshonorant, bon pour les villageois mais non pour les citadins lettrés.
- 7 % de réponses diverses.

PECHEUR

REPONSES POSITIVES

Aucune dans notre échantillon.

REPONSES NEGATIVES

- 51% estiment ce métier trop dangereux de par les risques de noyade et de cafmans.
- 26% l'estiment trop dur et fatigant.
- 13% avouent ne pas savoir ni pêcher ni pagayer.
- 8% ont des parents qui exercent déjà ce métier.

CORDONNIER

REPONSES POSITIVES

Pas assez nombreuses et indéterminées pour dégager quelques tendances générales.

REPONSES NEGATIVES

- 22% estiment ce métier fatigant.
- 16% jugent la clientèle africaine trop difficile.
- 15% estiment qu'il n'y a pas suffisamment de clients.
- Les autres nous donnent un essaim de réponses diverses dont nous ne pouvons transcrire tous les détails.

COMMERCANT

REPONSES POSITIVES

Peu nombreuses : la majorité estiment que le commerçant peut faire des gains importants, une minorité voient en ce métier des promesses de liberté.

REPONSES NEGATIVES

- 35% jugent qu'ils n'ont pas et ne pourront pas avoir d'argent pour s'établir.
- 24% craignent la faillite.
- 13% sont effrayés par les nombreux voyages et déplacements qu'entraîne le commerce.
- 8% craignent d'être ensorcelés ou maudits.
- 20% de réponses diverses.

GENS DE MAISON

REPONSES POSITIVES

Trop peu nombreuses et généralement peu significatives.

REPONSES NEGATIVES

- 45% ne veulent pas supporter insultes et mauvais traitements.
- 16% craignent d'être accusés de vol et d'aller en prison.
- 23% ne veulent pas s'astreindre à un horaire qui ne leur laisse que très peu de liberté.
- 16% de réponses diverses : chômage quand le patron rentre en France, métier déshonorant, etc.

INSTITUTEUR

REPONSES POSITIVES

Peu de réponses, la plupart tournent autour du prestige attaché à ce métier.

REPONSES NEGATIVES

- 72% estiment qu'ils n'ont pas fait d'études suffisantes pour espérer un poste d'instituteur.
- 25% ne veulent pas s'exposer aux ennuis causés par les élèves.
- 3% de divers.

ELECTRICIEN

REPONSES POSITIVES

- 30% estiment que c'est un métier "payant".
- 27% voient là un moyen de faire des lampes pour eux-mêmes et les amis et parents.
- 17% envisagent de pouvoir travailler dans l'économie proprement africaine et de pallier au chômage.
- Le reste nous ont donné des réponses très indéterminées.

REPONSES NEGATIVES

- 84% jugent ce travail dangereux, même mortel à cause du courant électrique.
- 12% ont peur de grimper.
- 4% de divers.

PLOMBIER

REPONSES POSITIVES

Très peu nombreuses : tournent en grande majorité autour du thème des gros salaires des plombiers.

REPONSES NEGATIVES

- 42% estiment ce métier, dur, fatigant et dangereux.
- 16% songent qu'ils ne peuvent exercer ce métier au village.
- 11% le jugent sale.
- 9% le jugent déshonorant
- 9% ne savent pas en quoi il consiste.
- 13% de réponses diverses : pas assez de gain, parent l'est déjà...

GARDE FEDERAL

REPONSES POSITIVES

Néant.

REPONSES NEGATIVES

- 52% songent à la fatigue physique occasionnée par de trop longues stations debout.
- 23% estiment ce métier déshonorant.
- 19% l'estiment pas assez payé.
- 6% de réponses diverses : pas de possibilité d'être garde fédéral au village, taille trop petite, trop grande facilité d'être renvoyé, etc.

EMPLOYE à la VOIERIE

REPONSES POSITIVES

Néant.

REPONSES NEGATIVES

- 69% des sujets estiment ce métier déshonorant pour un lettré, ils craignent les moqueries des femmes en particulier.
- 9% l'estiment mal payé.
- 7% le trouvent trop dur.
- 15% nous ont fait des réponses indéterminées.

MACON

REPONSES POSITIVES

Peu de telles réponses : elles tournent toutes autour d'un vague intérêt à construire des maisons.

REPONSES NEGATIVES

- 66% songent au danger qui entoure le maçon qui travaille "en haut".
- 16% jugent ce métier très sale.
- 18% nous font des réponses diverses : un parent l'est déjà, ne sait pas grimper, trop de maçons, etc.

COIFFEUR

REPONSES POSITIVES

Néant.

REPONSES NEGATIVES

- 32% le jugent déshonorant et ridicule.
- 18% ne croient pas pouvoir arriver à savoir couper les cheveux.
- 15% estiment qu'il y a trop de coiffeur donc pas suffisamment de clients.
- 11% jugent ce métier insuffisamment payé.
- 8% songent que les clients sont particulièrement exigeants.
- 15% de réponses diverses et indéterminées.

DOUANIER

REPONSES POSITIVES

- 45% estiment ce métier bien payé.
- 11% croient que c'est un métier où l'on obtient facilement des places.
- Les autres réponses expriment un plaisir assez vague à pouvoir arrêter les voleurs ou faire respecter la loi.

REPONSES NEGATIVES

- 42% envisagent les dangers liés à ce métier.
- 35% l'estiment trop fatigant.
- Les autres réponses sont très indéterminées.

NOM : Etudiants de la Balle Rouge (E.B.R.)
EFFECTIF : 30

NIVEAU SCOLAIRE		AGES		ARRIVEE A BRAZZAVILLE	
Illettrés	4	+ 25 ans	1	Natifs	13
CP1		24 "		Arrivés avant 1950	7
CP2	2	23 "	2	" en 1950	2
CE1		22 "		" " 1951	
CE2	7	21 "	1	" " 1952	1
CM1	3	20 "	7	" " 1953	2
CM2	7	19 "	6	" " 1954	
CEP	2	18 "	2	" " 1955	1
6ème secondaire	2	17 "	3	" " 1956	1
5ème secondaire	2	16 "	2	" " 1957	1
		15 "	1		
		14 "			
		- 14 "	3		

- STRUCTURE TRIBALE

Kouyous	6	M'betis	2	Ngara	1
M'bochis	5	Bangangoulous	2	Bateke	1
Likouba	3	Bambara	1	Tegue Alima	1
Balalis	3	M'boko	1	Bakoukouya	1
Makouas	2	Likouala	1		

- SITUATION SOCIALE

Chomeurs	3
Travailleurs	12
Elèves	9

- ORIGINE SCOLAIRE

Enseignement officiel	13
" Catholique	12
" Protestant	
" Salutiste	

BUREAU DIRIGEANT

	AGES	NIVEAU	ORIGINE SCOLAIRE	ARRIVEE A BRAZZAVILLE	SITUATION	TRIBU
PRESIDENT	25	CM 2	Catholique	Né à Bville	Employé de bureau	M'Bochi
SECRETAIRE	21	CM 2	Officiel	1953	Aéronautique	Likouba
COMITE		Illettré			Boy	M'Bochi
CAPITAINE	23	CEP	Officiel	1942	Technicien radio	Kouyou

NIVEAU SCOLAIRE		AGES		ARRIVEE A BRAZZAVILLE	
Illettré		+ 25 ans		Natifs	14
CP1		24 "		Arrivés avant 1950	6
CP2	4	23 "	1	" en 1950	
CE1		22 "	1	" " 1951	1
CE2		21 "	3	" " 1952	3
CM1	5	20 "	2	" " 1953	
CM2	13	19 "	2	" " 1954	
CEP	1	18 "	5	" " 1955	
6ème secondaire	3	17 "	11	" " 1956	1
5ème secondaire	2	16 "		" " 1957	
		15 "	1		
		14 "			
		- 14 "	1		

STRUCTURE TRIBALE

Balalis	6	Bassoundis	2
Bacongos	5	M'betis	1
Kouyous	5	Makouas	1
M'bochis	4	Bangangoulous	1
Batekes	3	Babomas	1

SITUATION SOCIALE

Chômeurs	17
Travailleurs	8
Elèves	4

ORIGINE SCOLAIRE

Enseignement officiel	7
" Catholique	18
" Protestant	1
" Salutiste	2

BUREAU DIRIGEANT

	AGES	NIVEAU	ORIGINE SCOLAIRE	ARRIVEE A BRAZZAVILLE	SITUATION	TRIBU
PRESIDENT	23	CEP	Catholique	Né à Bville	Comptable	Kouyou
PRESIDENT D'HONNEUR	20	CM2	Catholique	1944	Chômeur	Balali
VICE-PRESIDENT	21	CM2	Catholique		Vendeur	Bateke
SECRETAIRE	18	6ème	Catholique		Chômeur	Bassoundis
COMITE	22	CM2	Catholique	Né à Bville	Plombier	Balali

NIVEAU SCOLAIRE		AGES		ARRIVEE A BRAZZAVILLE	
Illettrés		+ 25 ans		Natifs	17
CP 1	2	24 "		Arrivés avant 1950	1
CP 2	1	23 "		" en 1950	1
CE 1	3	22 "	1	" " 1951	
CE 2	9	21 "	1	" " 1952	9
CM 1	11	20 "	2	" " 1953	2
CM 2	10	19 "	6	" " 1954	3
3ème secondaire	2	18 "	9	" " 1955	1
		17 "	7	" " 1956	
		16 "	5	" " 1957	5
		15 "	1		
		14 "	3		
		- 14 "	4		

—STRUCTURE TRIBALE

Bangangoulous	13	Gabonais	1
Batekes	5	Balali	11
Moyé	3	Bacongo	1
M'bochi	7		

—SITUATION SOCIALE

Chomeurs	25
Travailleurs	9
Elèves	7

—ORIGINE SCOLAIRE

Enseignement officiel	
" Catholique	
" Protestant	
" Salutiste	

BUREAU DIRIGEANT

	AGES	NIVEAU	ORIGINE SCOLAIRE	ARRIVEE A BRAZZAVILLE	SITUATION	TRIBU
PRESIDENT	20	CE 2		1953	Boulangier	Bangangoulous
VICE-PRESIDENT					Artiste-peintre	"
TRESORIER						"
COMITE	17	CM 2		1948	Chômeur	"
ENTRAINEUR	21	CE 2		Né à Bville	Chômeur	Balali
CAPITAINE	16	CM 2		1952	Chômeur	Bangangoulous

NOM : NANCY
EFFECTIF : 26

NIVEAU SCOLAIRE		AGES		ARRIVEE A BRAZZAVILLE	
Illettrés	5	+ 25 ans	1	Natifs	
CP1		24 "		Arrivés avant 1950	5
CP2	4	23 "	1	" en 1950	
CE1	1	22 "	1	" " 1951	
CE2	2	21 "	2	" " 1952	3
CM1	4	20 "	1	" " 1953	2
CM2	6	19 "	1	" " 1954	1
3ème secondaire	2	18 "	8	" " 1955	3
		17 "	6	" " 1956	3
		16 "	2	" " 1957	1
		15 "	1		
		14 "	1		
		- 14 "	1		

— STRUCTURE TRIBALE

Bakoukouyas 19
Batekes 5
Babembes 2

— SITUATION SOCIALE

Chomeurs 16
Travailleurs 6
Elèves 4

— ORIGINE SCOLAIRE

Enseignement officiel
" Catholique 16
" Protestant 4
" Salutiste

BUREAU DIRIGEANT

	AGES	NIVEAU	ORIGINE SCOLAIRE	ARRIVEE A BRAZZAVILLE	SITUATION	TRIBU
PRESIDENT	20	CM 2	Catholique	1945	Commerçant	Bakenkouya
VICE-PRESIDENT	26	Illettré			Menuisier	"
COMITE	23	CP 2	Catholique	1948	Tailleur	"
COMITE-ADJOINT	21	Illettré		1947	Blanchisseur	"

NIVEAU SCOLAIRE		AGES		ARRIVEE A BRAZZAVILLE	
Illettrés		+ 25 ans		Natifs	19
CP 1		24 "		Arrivés avant 1950	3
CP 2		23 "		" en 1950	
CE 1	1	22 "		" " 1951	
CE 2		21 "		" " 1952	1
CM 1	6	20 "		" " 1953	1
CM 2	12	19 "		" " 1954	1
1ère année d'école professionnelle	3	18 "		" " 1955	1
1ère année d'école normale	1	17 "	5	" " 1956	1
6ème secondaire	1	16 "	11	" " 1957	
5ème secondaire	2	15 "	5		
		14 "	1		
		- 14 "	1		

— STRUCTURE TRIBALE

M'bochis	7	Babembe	1
Bacongos	5	Bateke-Alima	1
Balalis	4	Manzambo	1
Bondjo	4	Likouba	1
Moyé	3		

— SITUATION SOCIALE

Chômeurs	9
Travailleurs	2
Elèves	16

— ORIGINE SCOLAIRE

Enseignement officiel	10
" Catholique	10
" Protestant	5
" Salutiste	

BUREAU DIRIGEANT

	AGES	NIVEAU	ORIGINE SCOLAIRE	ARRIVEE A BRAZZAVILLE	SITUATION	TRIBU
PRESIDENT	17	1ère année normale	Ecole Normale	né à Bville	Elève	Babembe
VICE-PRESIDENT	15	2ème secondaire	Lycée	"	"	Boudjo
SECRETARE	16	1ère année profession.	Ecole professionn.	"	"	M'Bochi
TRESORIER	16	CM 2	Officiel	1946	"	Bacongo
CAPITAINE	17	CM 1	Protestant	né à Bville	Chômeur	Balali

NIVEAU SCOLAIRE		AGES		ARRIVEE A BRAZZAVILLE	
Illettré	3	+ 25 ans	3	Natifs	4
CP1		24 "	2	Arrivé avant 1950	2
CP2	2	23 "	1	" en 1950	6
CE1	2	22 "		" " 1951	4
CE2	7	21 "	2	" " 1952	3
CM1	4	20 "	3	" " 1953	3
CM2	7	19 "	4	" " 1954	2
CEP	2	18 "	9	" " 1955	6
		17 "	3	" " 1956	2
		16 "	5	" " 1957	1
		15 "	3		
		14 "			
		- 14 "			

—STRUCTURE TRIBALE

Balalis	21
Bacongos	8
Bassoundis	4
Bateke-Alima	1
M'bochis	1

—SITUATION SOCIALE

Chômeurs	15
Travailleurs	15
Elèves	4

—ORIGINE SCOLAIRE

Enseignement officiel	7
" Catholique	9
" Protestant	12
" Salutiste	

BUREAU DIRIGEANT

	AGES	NIVEAU	ORIGINE SCOLAIRE	ARRIVEE A BRAZZAVILLE	SITUATION	TRIBU
PRESIDENT	27	CEP	Officiel	1951	Opérateur - radio	Balali
VICE-PRESIDENT	27	CM2	"	"		Bacongo
COMITE	27	CM1	Catholique	1952	Chômeur	Bacongo
SECRETAIRE	24	CP2	"	1948	"	Bassoundis
CAPITAINE	20	CE1	Protestant	1954	Frigoriste	Balali

NIVEAU SCOLAIRE		AGES		ARRIVEE A BRAZZAVILLE	
Illettré	2	+ 25 ans	2	Natifs	23
CP1	1	24 "	1	Arrivés avant 1950	5
CP2	1	23 "	1	" en 1950	
CE1	3	22 "	3	" " 1951	
CE2	5	21 "	1	" " 1952	
CM1	5	20 "	3	" " 1953	2
CM2	13	19 "	1	" " 1954	
4ème secondaire	2	18 "	3	" " 1955	
		17 "	8	" " 1956	
		16 "		" " 1957	
		15 "	7		
		14 "	3		
		- 14 "	3		

— STRUCTURE TRIBALE

Batekes-Alima	8
Batekes	19
M'bochis	3
Balalis	1
Bassoundis	1
Vilis	3

— SITUATION SOCIALE

Chomeurs	14
Travailleurs	15
Elèves	7

— ORIGINE SCOLAIRE

Enseignement officiel	6
" Catholique	23
" Protestant	3
" Salutiste	

BUREAU DIRIGEANT

	AGES	NIVEAU	ORIGINE SCOLAIRE	ARRIVEE A BRAZZAVILLE	SITUATION	TRIBU
PRESIDENT	30	CM1	Catholique		Mécanographe	Vili
VICE-PRESIDENT	23	CP2	Officiel	1948	Mécanicien	Batéké ND
COMITE	27	Illettré			Manceuvre	"
CAPITAINE	20	CM2	Catholique	Né à Bville	Menuisier	Batéké

NIVEAU SCOLAIRE		AGES		ARRIVEE A BRAZZAVILLE	
Illettrés	7	+ 25 ans	1	Natifs	12
CP1	2	24 "	2	arrivés avant 1950	3
CP2	2	23 "	1	" en 1950	1
CE1	2	22 "	1	" " 1951	1
CE2	3	21 "	2	" " 1952	
CM1	3	20 "	2	" " 1953	1
CM2	4	19 "	3	" " 1954	1
		18 "	4	" " 1955	1
		17 "	1	" " 1956	3
		16 "	1	" " 1957	
		15 "	1		
		14 "	3		
		- 14 "			

— STRUCTURE TRIBALE

Balalis	12
Bacongos	5
Batekes-Alima	5
Batekes	1

— SITUATION SOCIALE

Chomeurs	13
Travailleurs	10
Elèves	

— ORIGINE SCOLAIRE

Enseignement officiel	5
" Catholique	7
" Protestant	1
" Salutiste	2

BUREAU DIRIGEANT

	AGES NIVEAU		ORIGINE SCOLAIRE	ARRIVEE A BRAZZAVILLE	SITUATION	TRIBU
PRESIDENT	19	Illettré		1949	Apprenti tailleur	Balali
COMITE	20	CM1	Protestant	1954	Chômeur	Bacongo
CAPITAINE	23	CP2	Catholique	Né à Bville	"	Batéké